



FRÉDÉRIC PICHON

SYRIE

une guerre pour rien



FRÉDÉRIC PICHON

SYRIE

une guerre pour rien



FRÉDÉRIC PICHON

SYRIE, UNE GUERRE POUR RIEN

LES ÉDITIONS DU CERF

Ouvrage apporté
par
Jacques de GUILLEBON

© *Les Éditions du Cerf*, 2017
www.editionsducerf.fr
24, rue des Tanneries
75013 Paris

ISBN 978-2-204-11587-1

J'ai vu en fait l'histoire s'écrire non pas en fonction de ce qui s'était passé, mais en fonction de ce qui
aurait dû se passer.

Georges ORWELL,
Réflexions sur la guerre d'Espagne, 1942.

Ou bien le prophète convainc son auditoire, ou bien le barbare met à sac la ville et la rase, comme
autrefois. Après, on recommence.

André FROSSARD,
La baleine et le ricin, 1982.

Sommaire

Introduction

1. Six ans de conflit et d'erreurs

L'État islamique, un tigre de papier
Un état des lieux
Le monde a changé
Nous ne sommes pas en guerre
Naufrage de la diplomatie française

2. « Survivre, c'est vaincre » : l'État syrien à l'épreuve de la guerre

Dictature et terrorisme
État de barbarie ou barbarie sans État
Crise et mutation du *baasisme*
Le nombre et l'espace

3. Nos erreurs face à l'État islamique

Le mythe « Sykes Picot »
L'État islamique, entre eschatologie et nationalisme
Vie et mort du nationalisme arabe
La charia et les pétrodollars
Au-delà de la déconstruction

4. La Russie et l'Iran dans le grand jeu syrien

Les enjeux de l'intervention russe en Syrie

L'Iran, le retour de la puissance perse

L'arc chiite : un épouvantail

Exporter la Révolution islamique

Les enjeux du nucléaire iranien

5. Penser l'islam

La grande illusion

Sidération djihadiste et impuissance

de la modernité

Djihad, globalisation et sentiment religieux

6. La France est-elle une puissance sunnite ?

France-pays du Golfe, une si courte histoire

7. Géopolitique des chrétiens d'Orient : faux-semblants et malentendus tragiques

Des victimes encombrantes

Qui sont-ils ?

Paradoxes occidentaux

Rester ou émigrer

Géopolitique des chrétiens d'Orient

8. Vaincre l'État islamique et après ?

La route de Raqqa passe par Mossoul

Vers un Moyen-Orient post étatique

L'échec américain : erreurs ou stratégie délibérée ?

Djihadistes : le cauchemar du retour

Notes

Introduction

La guerre en Syrie est en train de dépasser en durée celle de la Seconde Guerre mondiale. Comme les pays qui connurent cette dernière, elle a vu ses infrastructures détruites dans leur grande majorité, son économie s'écrouler, son niveau sanitaire, un des meilleurs de la région avant la guerre, se dégrader de façon vertigineuse. Des centaines de milliers d'enfants n'ont pour l'instant connu que les combats : ils n'ont appris à distinguer que le son des calibres ou le vrombissement des réacteurs. Près de 300 000 victimes sont à déplorer officiellement, laissant femmes, enfants ou conjoints...

Jamais sans doute un conflit n'avait polarisé autant les opinions ni suscité autant de débats. Au point même que la question israélo-palestinienne s'est trouvée éclipsée, elle qui constitua longtemps le lieu par excellence des déterminations à la fois diplomatiques mais aussi intellectuelles. Aujourd'hui, c'est la question syrienne qui occupe ce champ et de façon inédite.

La guerre régionale qui se joue en Syrie est devenue le symptôme de l'agonie d'un ordre international en même temps que la prémisse de celui qui vient. Elle a été le catalyseur en même temps que le révélateur, sur une durée relativement longue, des basculements inédits de l'ordre international. En Syrie se joue exactement ce que d'aucuns prévoyaient avant même le premier mandat de Barack Obama : un lent redéploiement de la puissance américaine ou en tous les cas une hésitation stratégique majeure, propice à une percée des puissances émergentes sur le retour. Se joue aussi sur le théâtre syrien la progressive paralysie de l'Occident, entravé dans ses actes mais aussi ses mots, donnant la pénible impression d'un monde qui lui échappe.

Il faut noter ensuite que la question syrienne est devenue un sujet de politique

intérieure pour de nombreux pays, frappés en retour par le terrorisme, et qu'elle interroge notamment sur les choix stratégiques et politiques de la France, la plus durement touchée. À ce jour et malgré deux cent cinquante victimes du terrorisme en moins de deux ans, aucune remise en cause du positionnement de la France n'a été effectuée. La classe politique française a d'ailleurs donné le spectacle surréaliste de son arrogance et de sa vacuité : pour ceux qui en sont en poste, il faut noter qu'au contraire de la Belgique touchée elle aussi par des attentats d'une ampleur bien moindre, aucun ministre n'a présenté sa démission, ni même reconnu une quelconque faille. Se sont succédé *ad nauseam* cérémonies d'hommage et commémorations durant lesquelles la solennité s'est souvent retrouvée associée à la plus désolante trivialité, le président descendant de son piédestal de chef de (petite) guerre pour faire la bise aux familles des victimes, participer à des lâchers de ballons et affirmer sans rire « nous multiplierons les chansons, les concerts, les spectacles, nous continuerons à aller dans les stades⁴¹ ». Quant à l'opposition, prise en étau entre le chantage à l'unité nationale et la responsabilité partagée des politiques menées tant vis-à-vis de la Syrie que des pays du Golfe, elle s'est retrouvée piégée et incapable de produire le moindre discours politique sur ces drames inédits.

Diplomatie, islam, immigration : il a fallu la guerre en Syrie pour que ces questions, enfouies et cloisonnées, reviennent sur le devant de la scène. En l'occurrence, le problème syrien a suscité en France une polarisation inédite, comparable à celle suscitée par le conflit israélo-palestinien autrefois. À mesure que la guerre faisait rage, que la plupart des Occidentaux fermaient – très précocement, en 2012 – leurs ambassades, que les médias renonçaient à envoyer quiconque sur le terrain, se développait un narratif hors-sol, puissamment animé d'émotion et de grands principes qui apparurent comme incapables de penser ce conflit, au profit d'une couverture alignée involontairement ou non sur la position des chancelleries. Pire même, le débat prit la forme de l'anathème et de la chasse aux sorcières, s'affranchissant allègrement de toutes les règles de déontologie ou même de celles, simples, du débat intellectuel que l'on était en droit d'attendre de la part des sociétés qui inventèrent jadis la liberté de penser et la discussion contradictoire. Fut réputé suspect le sens de la nuance, le simple fait de prendre du recul ou d'apporter des éléments qui ne cadraient pas avec le discours téléologique d'un « sens de l'histoire » forcément à l'avantage de la vision occidentaliste. Il ne s'agit pas ici de se poser en victime mais de mettre en lumière ce que beaucoup ont perçu comme étant une dérive majeure du débat d'idées, notamment dans le contexte français. En février 2016, la chaîne de service public France 2 diffusait un documentaire d'un *Œil sur la Planète* intitulé « Syrie, le grand aveuglement », où la présentation du conflit sortait des ornières

habituelles du traitement *mainstream*. L'émission – qui réalisa soit dit en passant l'une des meilleures audiences pour un tel sujet (autour de 11 % de parts de marché) – suscita à la grande surprise de ses producteurs, une véritable bataille rangée sur les réseaux sociaux et même ailleurs. Un collectif demanda l'ouverture d'une « commission d'enquête⁽²⁾ » (sic) auprès de la direction de la chaîne. Des tribunes indignées furent publiées dans la presse, l'outrance des arguments le disputant à l'amateurisme des auteurs⁽³⁾. Plus tard, ce fut la Ligue des Droits de l'Homme qui porta plainte devant le CSA contre l'émission, appelant à des sanctions contre la chaîne⁽⁴⁾.

L'autre problème syrien réside dans la dimension religieuse de ce conflit que les acteurs, à tort ou à raison, envisagent comme un élément essentiel, tandis que ce phénomène structurant est de plus en plus inconcevable dans nos sociétés qui vivent le crépuscule du religieux. Fatale erreur que d'avoir évacué ce qu'il nous dit aussi sur ces hommes et ces sociétés qui se projettent encore dans l'au-delà, que cela plaise ou non. Sur ce morceau de terre du Moyen-Orient, l'eschatologie a toutes les raisons d'être invoquée, ce que le terrain afghan ne permettait pas : l'islam salafiste se déploie dans la géographie du Croissant fertile tandis que semble se rejouer la *fitna* originelle entre « renégats⁽⁵⁾ » chiites et restauration fantasmée du Califat.

La crise qui a éclaté en 2011 en Syrie est davantage qu'un simple effet collatéral des Printemps arabes. Elle est intervenue à un moment de profond basculement des équilibres internationaux et en constitue en quelque sorte le révélateur. Des puissances comme la Russie ou la Chine, concernées elles aussi, semblent plus que jamais décidées à en finir avec le droit d'ingérence et l'unilatéralisme occidental qui ont caractérisé les relations internationales de ces deux dernières décennies. Mais tout se passe comme si nous étions incapables de penser encore la politique internationale ou tout simplement d'avoir une vision claire des enjeux de l'avenir qui se dessine sous nos yeux. Pour ce qui est de la Russie, plutôt que de tenir compte de son passé et de sa réalité, la vision occidentale se gargarise de clichés éculés, de reproches inefficaces. En somme, on ne comprend pas la Russie car on voudrait qu'elle se plie à notre vision post-historique et post-tragique du monde.

Pourtant, la dernière décennie a illustré l'épuisement de la prophétie occidentaliste : ses valeurs ont définitivement sombré dans les montagnes afghanes et les déserts irakiens, faute d'avoir pris en compte le réel. En Syrie, ce sont ces principes qui ont été écornés mais aussi la toute-puissance de l'outil militaire occidental, entravée par des systèmes performants et des logiques nouvelles. Comme en Libye, le conflit syrien a été traité avec une grande légèreté, au mépris de l'expérience afghane des années 1980 et avec une bonne

conscience jamais démentie. Toutes les prévisions, supputations et anticipations se sont révélées fausses. Les tenants d'un contre-discours furent assimilés à des Cassandra, dont les arrière-pensées – forcément coupables – furent dénoncées avec l'onction quasi religieuse des intellectuels qui comptent et se trompent pourtant toujours. Nous avons laissé s'installer un chaos à quelques heures de vol du cœur de l'Europe et le Vieux continent a redécouvert brutalement la violence aveugle, sans toutefois en comprendre les ressorts. Notre incompréhension face à ce qui se joue en Syrie révèle aussi ce basculement du monde qui est en train de s'effectuer sous nos yeux. Comme l'a démontré la conférence d'Astana en janvier 2017, désormais, le monde n'a plus besoin de l'Amérique ou des Européens, de l'Occident en somme pour faire la paix au Proche-Orient. De la même façon, ce qui nous choque dans la violence guerrière mise en œuvre en Syrie par la Russie, c'est le fait qu'elle n'est pas la nôtre. Pendant près de trente ans, la guerre fut l'apanage exclusif des armées occidentales. A présent, d'autres font la guerre.

Cet ouvrage ne prétend pas revenir sur les multiples erreurs commises par les dirigeants occidentaux et en particulier français depuis les débuts de la crise syrienne. Elles ont été décrites dans un autre livre^[6] et à présent, la question est superflue car elle fait assez largement consensus, y compris auprès de certains hommes politiques qui s'étaient lourdement trompés au début du conflit. Génie de la politique...

La crise syrienne a révélé les impasses du système international et les dérives de la « communauté internationale » : au sujet de cette dernière, on peut se demander non pas si elle existe encore mais si elle n'a jamais représenté autre chose, surtout après 1991, que la bonne conscience autosatisfaite d'un petit club d'élus ou même, comme le formule plus radicalement Hubert Vedrine, autre chose qu'« un tic de langage ». Il semble que la question de l'État soit redevenue centrale, du moins pour expliquer le développement de sanctuaires terroristes sur son recul mais aussi parce que désormais, il faut compter sur un système pluripolaire en gésine où les ingérences sont de plus en plus mal perçues. Au Moyen-Orient, le modèle westphalien de l'État souverain, arrivé tardivement dans la région, est en plein reflux. Après plusieurs décennies de constructions nationales, la zone est en train de se désinstitutionnaliser, laissant les populations locales aux prises avec le chaos et la violence milicienne. Le système international lui-même entre dans une période de turbulences : le devenir de la Syrie éclaire à n'en pas douter une partie de ce que sera l'ordre à venir. L'effacement apparent de la puissance américaine dans la région, le grand retour de l'Iran et de la Russie sont des tendances de fond. L'élection de Donald Trump met fin à un cycle qui s'était ouvert à la fin des années 1970. En 1979, l'Arabie saoudite devenait un acteur majeur du djihad mondial, servie par les pétrodollars

engrangés après les chocs pétroliers, et faisait de l'Afghanistan son terrain de jeu avec la bénédiction de Washington. Au même moment, la Révolution islamique en Iran propulsait le paradigme religieux au cœur du Moyen-Orient, marginalisant ce qui restait du sécularisme des régimes issus des indépendances. Au même moment, le néolibéralisme de l'École de Chicago triomphait à des degrés divers dans les pays développés, en Grande Bretagne, puis aux États-Unis et même en France, ouvrant la voie à la mondialisation que nous connaissons aujourd'hui. Plus de trente ans après, les équilibres semblent basculer : l'Iran revient dans le jeu mondial tandis que le rôle toxique de l'Arabie saoudite dans la promotion du salafisme est pointé du doigt. Quant à la mondialisation néolibérale, elle semble avoir épuisé ses promesses et l'heure des questionnements est arrivée. Les recompositions sont déjà douloureuses : l'Europe n'a pas fini de payer le prix du terrorisme et peine à s'inventer comme entité stratégique autre qu'atlantiste, tandis que le Moyen-Orient s'enfonce dans le chaos. De la sortie de crise syrienne dépendra l'équilibre de la région. Déjà l'Égypte, mais aussi les Émirats ont pris la mesure du nouveau Moyen-Orient qui s'annonce. Elle est aussi une occasion unique pour l'Europe de redéfinir sa puissance et peut-être même sa raison d'être et de vivre.

Mais comment répondre à ses formidables défis alors que semble sinistré le paysage de la recherche et que les politiques se distinguent par leur incapacité à penser le phénomène de l'islamisme ? Peut-on continuer d'ignorer les nouveaux acteurs de cette recomposition régionale et penser conserver un *leadership* fondé exclusivement sur l'anathème ou la punition ? L'*irrealpolitik* comme maxime de l'action diplomatique s'est avérée pire que la prise en compte des conditions propres au terrain. Qui peut encore prétendre que les politiques étrangères menées par l'« Occident » ont débouché sur le progrès pour les peuples concernés ? Les résultats en termes humains, en termes de stabilité internationale et de sécurité sont confondants : ils sont tout simplement désastreux. Et il est encore des spécialistes et des politiques pour expliquer que ce furent les bonnes.

Les leçons du conflit syrien peuvent ainsi permettre ce sursaut d'intelligibilité que réclame la situation actuelle. Car n'en doutons pas : la violence est structurelle dans ce conflit et ne s'arrêtera pas uniquement par la contrainte militaire. La violence terroriste est appelée à décupler si son sanctuaire mésopotamien vient à être effectivement menacé ou anéanti. Le déchaînement de la violence terroriste en Europe et en particulier en France nous a brusquement ramenés à repenser la question de notre modèle. Les terroristes ont cette vertu, qui est d'aller à l'essentiel. En cela ils sont les nouveaux « barbares ». Ils s'en prennent aux symboles et à leurs représentants (prêtres, policiers, militaires), inscrivent leur action dans une esthétique lourde de références historiques. D'une

certaine façon, ces « barbares » nous disent ce que nous sommes, même si nous l'avons oublié. La société française est sidérée à chaque attaque terroriste : ce qui est atteint, c'est l'« ego » de la civilisation. En ce sens, les djihadistes sont véritablement l'Ennemi, « notre propre remise en question personnifiée^[7] » selon le mot de Carl Schmitt : la violence terroriste renvoie à la mort, au tragique mais aussi au sens de la vie. La situation rappelle combien furent illusoires les dividendes de la paix escomptés par le médiocre abandon à la thèse hégélienne de la fin de l'histoire et de la victoire de la « démocratie de marché ». Ce qui est en cause, c'est le réel dans tout ce qu'il a de primal et de politique. Depuis une vingtaine d'années, la dissolution du référent territorial de la souveraineté est la tendance lourde, du fait de la mondialisation. Les acteurs de ce recul étatique qu'ils soient terroristes, mafieux ou tout simplement économiques profitent de la faiblesse des États, de la libre circulation des capitaux, des hommes et de l'information pour accroître leur influence. Et l'histoire récente a montré combien cette logique réticulaire était devenue la force de ces organisations.

Pour proposer des issues aux crises internationales, il est de bon ton de recourir à la théorie des jeux (à somme nulle, coopératifs ou non), suivant en cela une mode venue des États-Unis. Or ces théories proviennent du secteur de l'économie financière : leurs postulats de départ supposent la rationalité des acteurs et la dimension utilitaire de leur stratégie. Ce prisme « économiciste » caractérise parfaitement l'amnésie qui a accompagné le déploiement de l'action de l'Amérique au Moyen-Orient et l'incapacité de la diplomatie française – qui n'a d'yeux que pour Washington – à penser les dynamiques locales. Experts incapables de prendre en compte le fait historique ou religieux, ce sont ceux-là mêmes qui continuent d'inspirer ceux qui pensent apporter des solutions à un Moyen-Orient en crise. Or qu'on le veuille ou non, le monde musulman n'a pas la mémoire courte. On pourrait même qualifier de pathologique ce rapport incessant au passé, aux grandes dates de sa grandeur déchue, à celles aussi de ses humiliations récentes. On ne peut certes pas exiger des autres d'être aussi fatigués du fardeau de l'histoire que le sont les Européens, ou de n'en avoir tout simplement pas, comme les États-Unis.

1. - Ebook-Gratuit.co

Six ans de conflit et d'erreurs

Alors que le conflit syrien est entré dans sa sixième année, les perspectives militaires et politiques sont désormais plus claires à dessiner. On assiste à une baisse sensible de la conflictualité générale qui avait caractérisé le pays depuis la crise : les niveaux de violence depuis la trêve et le cessez-le-feu de février 2016, négociés conjointement par les États-Unis et la Russie ont considérablement baissé. La reprise totale d'Alep par l'armée syrienne en décembre 2016, la réduction progressive des poches de résistance qui demeuraient dans la périphérie de Damas ont rejeté la rébellion dans des régions périphériques, rurales où leur avenir politique est nul. Restent des « points chauds », dont Deir Ezzor ou Palmyre, mais le temps où l'armée syrienne et ses alliés avaient à tenir plusieurs centaines de fronts simultanés est révolu. L'objectif politique que poursuit Moscou est en passe d'être atteint : il s'agit de mettre au jour l'ambiguïté de la « rébellion » dans ses rapports avec le groupe djihadiste le plus puissant après l'État islamique, *Jabhat Fatah al Sham*, ex *Jabhat Al-Nosra*, émanation directe d'Al-Qaïda. Alors que la coalition dominée par les États-Unis a fait de l'État islamique sa priorité, Moscou continue de privilégier la lutte contre ces éléments qui menacent directement les zones gouvernementales et la survie même de l'État syrien. Mais les États-Unis semblent converger vers cet objectif, à Idlib notamment, où les frappes de drones et de chasseurs se succèdent contre les cadres et les infrastructures de commandement de *Jabhat Fatah al Sham*, nouvelle appellation du Front *Al-Nosra* en Syrie. L'objectif politique de la trêve reste pourtant inatteignable : pour la Russie, il s'agit de mettre au jour

l'ambiguïté de la « rébellion » dans ses rapports avec le groupe djihadiste le plus puissant après l'État islamique, *Jabhat Fatah al-Sham*, ex *Jabhat Al-Nosra*, émanation directe d'Al-Qaïda. Alors que la coalition dominée par les États-Unis a fait de l'État islamique sa priorité, Moscou continue de privilégier la lutte contre ces éléments qui menacent directement les zones gouvernementales et la survie même de l'État syrien.

L'État islamique, un tigre de papier

La focalisation sur l'État islamique est un leurre. En réalité, l'organisation terroriste est un tigre de papier ou selon l'expression d'Obama « une équipe de basket de 3^e division », qui ne doit sa puissance qu'au fait que nombre d'acteurs dans la région ont intérêt à son maintien faute de pouvoir assumer eux-mêmes leurs objectifs. Monarchies du Golfe en tête, il s'agit d'empêcher que la seule force qui vient contrecarrer la puissance iranienne en Mésopotamie ne soit vaincue trop vite, afin que s'épuisent les Perses et leurs alliés. Pour la Turquie, l'objectif majeur est d'empêcher la constitution d'un État kurde dans la région : elle a depuis longtemps décidé de jouer la carte de l'État islamique contre les velléités irrédentistes des Kurdes syriens. Dans ce calcul d'un cynisme effroyable, les États-Unis se retrouvent piégés puisqu'ils sont quasiment les seuls à assumer le gros de l'engagement des avions de la coalition, surtout depuis le départ des Saoudiens et Qatariens, davantage préoccupés par la guerre faite par procuration à l'Iran au Yémen.

Le 25 mars 2015, la prise du site de Palmyre avait suscité un émoi planétaire, sans que personne ne s'interroge sur le fait qu'une colonne de quelques *technicals* en provenance du désert irakien ait pu, à découvert, parcourir des centaines de kilomètres sans être frappée par l'armada impressionnante de la coalition présente dans le ciel mésopotamien. Daech est ainsi devenu la figure absolue du mal. Ses vidéos sadiques furent abondamment commentées, ses messages simplistes épluchés : une aubaine pour l'organisation terroriste qui n'en attendait pas autant pour renforcer sa « marque ». Sans le savoir, notre société de l'information a contribué à aiguiller des centaines de recrues supplémentaires vers Raqqa ou Mossoul, à éclipser la stratégie beaucoup plus furtive d'Al-Qaïda en Syrie qui moins d'un mois plus tard, en avril 2015, réussira en douceur le tour de passe-passe de coiffer l'ensemble des groupes rebelles de la région d'Idlib et d'y installer un proto-émirat couvé par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie.

La rébellion syrienne, c'est aussi la nébuleuse de groupes comme *Ahrar al-*

Sham, *Jund al-Aqsa*, *Harakat Nurreddine al Zinki*, qui n'hésitent pas à coopérer ponctuellement avec les djihadistes. Or le narratif Occidental sur la « rébellion modérée » fut longtemps le principal argument permettant de justifier l'aide militaire apportée tant par les États-Unis que par la France à des groupes de l'armée syrienne libre, en réalité franchisés : ils livrèrent dans le passé presque immédiatement leurs armes aux plus radicaux au terme de ce qui s'avère avoir été l'une des plus grosses erreurs d'appréciation de ces dernières années, si tant est que certains responsables occidentaux n'aient pas considéré que tout était bon pour abattre Assad, y compris de s'appuyer sur Al-Qaïda^[8]. Un cynisme coupable entretenu par la naïveté ou la duplicité d'experts français, journalistes obscurs soudain révélés par la crise syrienne et qui plaidèrent inlassablement la cause de ces groupes, en étant persuadés de leur modération présente ou à venir. Tendre la main à *Al-Nosra*, filiale d'Al-Qaïda en Syrie, est ainsi une des recommandations constantes de certains analystes : il s'agit de trouver ces fameux « rebelles modérés », Al-Qaïda obtenant par la grâce de l'État islamique une sorte de brevet de modération, capable de donner une justification à l'entreprise de sape des structures étatiques qui demeurent encore tant bien que mal debout en Syrie. Lors du siège de la partie rebelle d'Alep, à l'est, les commentateurs et le ministre des Affaires étrangères lui-même, en vinrent à nier la présence d'Al-Qaïda (rebaptisée, à la suite d'un « divorce blanc », selon l'heureuse expression de Fabrice Balanche, *Jaysh Fatah al-Sham*) : ainsi les Russes et les Syriens ne viseraient que des civils^[9], ce qui permet de criminaliser le problème et d'évacuer la question politique.

Un état des lieux

Le scénario d'un effondrement brutal de l'appareil politico-militaire syrien, plausible durant l'année 2012, peut être écarté définitivement. Bachar el-Assad, après avoir repris le contrôle de l'ancienne capitale économique du pays, Alep, peut se maintenir au pouvoir. Il est d'ailleurs à noter que l'essentiel des opérations d'encerclement et de réduction de la poche rebelle d'Alep a été effectuée par des troupes syriennes ». L'intervention directe de la Russie depuis 2015 et l'installation durable de bases militaires en Syrie par Moscou à Tartous et à Mheïmim notamment, laissent penser que l'État syrien est sauvé. En revanche des signes inquiétants de la prorogation d'un conflit de basse intensité demeurent : les quantités d'armement déversées par tous les belligérants, souvent en provenance de l'étranger (livraisons russes, iraniennes, mais aussi matériel

offensif livré à la rébellion, y compris par les services occidentaux, français mais aussi américains) laissent augurer de potentialités de violence et d'une transformation radicale des conditions de vie à terme dans la région. D'autre part, le conflit syrien se distingue par l'internationalisation inédite de ses combattants, à des niveaux qu'aucun conflit n'avait sans doute atteints depuis la guerre du Liban. Russes, Turcs et Iraniens, Libanais et Saoudiens, Français, Américains et membres de l'OTAN se côtoient et se combattent parfois sur ce territoire stratégique de moins de 200 000 km². On vient d'Europe ou de Chine (le Parti islamique du Turkestan Oriental compte près de 2 000 adeptes entre Alep et Idlib, essentiellement Ouïghours), d'Afrique ou du Caucase. Officiellement, il s'agit de participer à l'affrontement eschatologique censé préparer le Jugement dernier, en combattant la Bête, le Dajjal qui doit être vaincu dans les environs de Damas selon des hadiths bien connus des djihadistes⁽¹⁰⁾. On vient aussi du Liban, d'Afghanistan ou d'Iran pour des motifs religieux de solidarité avec les chiites. Pour d'autres nations, la Russie et la Chine notamment, mais aussi pour les pays membres de l'Otan, il y va désormais d'une question de sécurité, le territoire syrien étant devenu le réservoir mondial d'un terrorisme dont les métastases ont tendance de surcroît à essaimer le long de l'« arc des crises », cet axe qui court du Pakistan à la Côte d'Ivoire désormais.

Dans ce *maelström* tragique, les forces loyalistes de l'armée syrienne comptaient en mars 2011, soit au début du conflit, près de 350 000 hommes, conscrits pour la plupart. L'insoumission de certains jeunes appartenant aux classes d'âges ultérieures à 2011, les défections et les morts au combat (environ 80 000) ont divisé ses effectifs quasiment par trois, les réduisant sans doute à peine 130 000 hommes. La résilience des forces loyalistes a été remarquable, malgré des pertes sévères comme déjà dit, mais surtout parce qu'à partir de l'été 2014, on estime que les armées gouvernementales étaient engagées simultanément sur près d'une centaine de fronts. Le gouvernement a cependant réussi à lever une armée supplétive d'environ 10 000 hommes, la Force de Défense nationale (*Quwat ad-Difa'a al-Watani*), avec l'aide de plusieurs milliers d'instructeurs russes présents dans le pays, et sur certains autres fronts, de plusieurs centaines d'instructeurs iraniens, sous la supervision de Qassem Soleimani, le commandant iranien de la Force *al-Qods*. Il faut aussi ajouter plusieurs milices, dont celle formée par le parti *Baas*, à laquelle il faut adjoindre 5 000 combattants affiliés au Parti Syrien National Social et une autre composée de rebelles et de déserteurs, à la fois repentis et amnistiés, ainsi que sur des unités tribales, pour un total d'environ 25 000 hommes. L'apport étranger n'est pas négligeable avec au plus haut environ 7 000 hommes du Hezbollah libanais, pas loin de 10 000 Gardiens de la révolution iraniens, près de 3 000 miliciens

chiites irakiens, 3 000 miliciens chiites afghans Hazaras et environ 2 000 combattants palestiniens.

Du point de vue militaire, s'il est vrai que l'espace contrôlé par le gouvernement syrien reste limité à environ 30 % du territoire national, il faut préciser tout de suite qu'une assez large majorité de la population syrienne vit encore dans ces zones, soit 60 à 70 % des Syriens. Si près d'un habitant sur deux, environ 11 millions, a dû quitter son domicile, ce sont les zones gouvernementales qui ont accueilli la majorité des déplacés : l'agglomération de Damas a vu ainsi doubler sa population en cinq ans tandis qu'une grande ville côtière comme Lattakié, présentée parfois abusivement comme « alaouite », a vu progresser sa population de plusieurs centaines de milliers de personnes supplémentaires, confirmant au passage son statut de ville majoritairement sunnite. Au total, la rébellion, éclatée en de multiples groupes, contrôle une population de près de 4 millions d'habitants. Chassée des villes, l'insurrection se radicalise autant qu'elle se ruralise. La province d'Idlib, marquée par la prédominance du Front *Fatah al-Sham* (*ex Jabaht Al-Nosra*, longtemps affilié officiellement à Al-Qaïda), est aussi le refuge des combattants issus des autres branches de l'insurrection après leur reddition à Daraya puis à Alep. Près d'un million d'habitants vivraient dans cette province administrée chaotiquement par des chefs de guerre et différents groupes djihadistes. L'est de la Syrie, de Deir Ezzor à Palmyre, se caractérise par la persistance de la menace de l'État islamique jusqu'à Raqqa. L'issue de la bataille de Mossoul pèsera directement sur les équilibres dans cette partie de la Syrie.

Le nord de la Syrie, d'Afrin à Hassakeh est sous contrôle des forces kurdes du PYD mais fait déjà les frais de la guerre d'influence que la Turquie lui mène.

Au Sud enfin, autour de Deraa, épiscentre du soulèvement, se trouve une zone réduite mais caractérisée par l'existence d'un important effectif combattant (environ 20 000 hommes) sous l'égide du « Front Sud », groupement de brigades disparates assignées par la Jordanie avec l'accord des États-Unis et de l'Arabie saoudite, à une tâche de garde-frontière contre les groupes affiliés à l'État islamique. Tant que durera ce soutien financier, ces kataeb (pluriel de katiba en arabe) obéiront à la main qui les nourrit.

Le monde a changé

Au début des années 1990, le monde est entré dans une nouvelle ère. L'affrontement indirect auquel s'étaient livrés les États-Unis et l'URSS pendant

près d'un demi-siècle prend fin. Ce fut l'achèvement d'un cycle caractérisé selon le mot de Raymond Aron par « la paix impossible, la guerre improbable ». Les États-Unis s'engagent alors dans une séquence diplomatique nouvelle, qualifiée parfois de « moment unipolaire ». Une Amérique triomphante pour laquelle l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine forgera en 1999 le terme d'*hyperpuissance* et qui ne semble avoir aucune limite à son action. Servis par une économie dynamique dans les années 1990, capables d'intervenir partout sans entraves, les États-Unis se heurtent après le 11 septembre 2001 à des résistances. Ils se réfugient alors dans un unilatéralisme brutal dont témoignent leurs guerres en Afghanistan et en Irak. Depuis l'élection de Barack Obama, elle revoit sa position au Moyen-Orient. Barack Obama n'a jamais fait confiance aux puissances sunnites du Golfe, traditionnelles alliées. Pour lui, et en particulier depuis le 11 septembre, ils sont apparus comme des partenaires déloyaux et surtout encombrants, mettant la puissance américaine au service de leurs luttes religieuses face à l'Iran⁽¹¹⁾. Deux facteurs ont amené les États-Unis à ce changement qui fut très tôt perceptible et que les responsables français n'ont apparemment pas vu venir : leur moindre dépendance énergétique grâce à l'industrie du gaz de schiste mais surtout à une diversification de leurs sources d'approvisionnement qui avait vu dès les années 1990 passer sous les 10 % la part du brut moyen oriental. Ensuite, la méfiance de plus en plus grande envers ses alliés sunnites du Golfe et notamment le royaume d'Arabie saoudite. Pratiquement, c'est la notion de *smart power* qui prévaut, un terme revendiqué par Hillary Clinton en 2009 lors de son audition devant le Sénat américain pour le poste de Secrétaire d'État : il s'agit de réduire l'empreinte, s'appuyer sur les autres pour porter le fardeau et garder l'essentiel, c'est-à-dire la capacité d'innover et de définir les règles. Il est probable qu'Hillary Clinton n'ait jamais cru à cette doctrine et que son éviction en février 2013 du poste de Secrétaire d'État en soit la conséquence. Avec John Kerry, l'Amérique retrouvait des canaux de discussion avec la Russie en la personne de Sergueï Lavrov, alors même qu'il n'existait aucune sympathie entre le président américain et son homologue russe. Cependant, Barack Obama avait pris acte d'une certaine paralysie de l'action militaire et paradoxalement aussi de la nécessité de tenir compte – enfin – du contexte : l'accord de juillet 2015 sur le nucléaire iranien en est la preuve éclatante et prévisible. Jusqu'au bout la diplomatie française péchera par manque de réalisme en tentant, aux côtés d'ailleurs des Saoudiens, de faire échouer la levée de l'embargo.

Ce monde qui a changé c'est aussi l'avènement d'un univers relativement multipolaire, permis ou subi par l'Amérique. Des puissances comme la Chine ou la Russie disposent de marges de manœuvre et martèlent sans cesse leur volonté

de parvenir à un ordre international où la souveraineté, la coopération prennent le pas sur l'ingérence, l'unilatéralisme et tentent d'en finir avec la fiction d'une « communauté internationale » qui se réduit en fait à l'Occident. Le décalage avec les gesticulations de la diplomatie française ces dernières années sur le dossier syrien n'en est que davantage pathétique. Ainsi le 8 octobre 2016, François Hollande avertissait que « tout pays qui mettrait son veto à la résolution de la France sur Alep serait discrédité aux yeux du monde ». S'il ne reste que la morale pour convaincre, c'est que la diplomatie française est devenue insignifiante. Car à la vérité, il n'y a plus d'ordre international. La « communauté internationale » est devenue un mot creux, une fiction dangereuse, prétexte à tous les excès guerriers en ce début du XXI^e siècle : et c'est ce moment précis que les élites françaises ont choisi pour se rapprocher de façon inédite des États-Unis et faire assaut d'atlantisme alors que le multilatéralisme est devenu une nécessité et que l'élection de Donald Trump risque de faire de Paris la dernière capitale néoconservatrice du monde occidental. La capacité à prendre en compte l'altérité, à dépasser les discours globalisants, simplistes est un impératif. Y renoncer c'est se condamner à plus de violence et à l'inefficacité. On voit certes bien que cela fait les affaires des dirigeants politiques, dépossédés du pouvoir réel de gouverner et toujours prompts à réagir à coups de menton quand les affaires intérieures leur échappent totalement, eux qui ont accepté la servitude volontaire des logiques supra étatiques. Les « cygnes noirs », événements imprévus, attaques terroristes et reconfigurations politiques, sont amenés à multiplier leurs apparitions dans un ciel international où déjà semblent régner de curieux embouteillages, comme au-dessus de la Syrie et de l'Irak où les chasses de près d'une dizaine de nations se partagent avec des sueurs froides les créneaux aériens. Dans ce contexte, il était vain d'implorer l'Amérique d'intervenir en septembre 2013, suite à l'emploi présumé d'armes chimiques par les forces régulières syriennes, comme beaucoup (surtout à Paris) l'espéraient. La guerre de Syrie a révélé la fin d'un cycle : celui des « politiques chimériques » (selon l'expression d'Hubert Vedrine), du droit de l'hommisme et de *l'irréalpolitik*. Pis encore, ces politiques, encore récemment menées en Libye ont abouti à un résultat catastrophique, bien pire que la situation précédente. Le Mali est devenu un bourbier où les Forces françaises essuient des pertes inquiétantes, aux prises avec des groupes en possession d'armes en quantité sorties des arsenaux de Kadhafi ou, ce qui est plus grave, fournies gracieusement par certains de nos alliés du Golfe comme le Qatar^[12].

L'ordre international aurait besoin de démocratisation, il est nécessaire de mener des politiques qui fassent avant tout progresser les droits humains nous dit-on. En Syrie, les inquiétudes de Washington comme de Paris quant à

l'intervention russe ne semblent ne porter que sur le fait que Moscou réussisse probablement à sauver la peau de Bachar el-Assad. Le discours sur les droits de l'homme reste d'actualité, et résonne comme un aveu de faiblesse. Quel désaveu de voir que toutes les guerres menées depuis dix ans dans ce but ont abouti à des violations massives des droits de l'homme, à des centaines de milliers de morts, au développement de foyers de terrorisme puissants et territorialisés. Le monde a d'abord et avant tout besoin de stabilité, le Moyen-Orient en particulier. Ce que recherchent les populations qui fuient c'est avant tout la sécurité, l'ordre. On peut accuser les accords « Sykes Picot⁽¹³⁾ » d'avoir dépecé la région de façon arbitraire. Mais, outre que la complainte habituelle sur les frontières « artificielles » n'a aucun sens – que l'on cite des frontières qui ne le soient pas, mise à part celles de certaines îles, cet ordre peut être injuste de Sykes-Picot avait le mérite d'être un ordre, reflet d'un système international qui assurait une stabilité à la région sur les décombres de l'Empire Ottoman. Or un nouvel accord sur de nouvelles frontières internationales ne serait plus possible de nos jours. Qui garantirait cet ordre régional nouveau et ses frontières ? Qui le peut et surtout qui le veut encore ? Les États-Unis ne tenteront plus aucune aventure de maintien de l'ordre dans la région, cela fait partie des certitudes. La Russie ? Certainement pas non plus : elle se bornera à assurer ses intérêts. C'est dans cette configuration qu'il faut envisager la question kurde, en Irak et en Syrie. Les Kurdes ne seront soutenus par aucune grande puissance s'ils tentent d'accélérer le processus légitime qui verrait enfin reconnu le droit d'un peuple de près de 30 millions d'individus à se doter d'un État. À coup sûr ce serait déclencher des forces locales – le puissant appareil militaire turc – sans pouvoir en contrôler les conséquences. D'ailleurs, le rapprochement russo-turc de l'été 2016 s'est réalisé essentiellement sur le dos des Kurdes qui ont fait l'amère expérience de l'échec d'un jeu consistant à avoir fait confiance à trop d'acteurs à la fois...

Nous ne sommes pas en guerre

Le chaos qui règne au Moyen-Orient tient à la décomposition de la forme classique qu'avaient prise les relations internationales depuis deux siècles : celles d'États censés être rationnels et que le droit international encadrait dans la mesure du possible. Or le paradigme a changé, si bien que l'on constate que c'est l'affaissement de la forme étatique qui est à l'origine de la plupart des conflits que connaît le monde contemporain. Les attentats de Paris en 2015, de Bruxelles en 2016 ont légitimement ému les Européens : des capitales européennes

frappées en leur cœur, qui plus est avec un *modus operandi* – l'attentat suicide – inédit sur le Vieux continent, devraient entraîner aussi une réflexion qui n'appartienne pas seulement au registre des larmes ou de la posture martiale dont se délectent les hommes politiques, en particulier en France. Comme le souligne Marcel Gauchet « la petite guerre est le moyen pour nos responsables de renouer un instant avec la grande politique dont ils se tiennent assez éloignés habituellement⁽¹⁴⁾ ». Qu'il s'agisse de la Bosnie, de l'Irak de la Libye ou de la Syrie, c'est l'affaiblissement voulu ou entretenu des cadres étatiques, déliquescents ou déjà faillis, qui à chaque fois a permis que se constituent des sanctuaires pour le djihadisme. Tout se passe comme si nous n'avions rien appris de l'histoire et que les Occidentaux se condamnaient à chaque fois à subir les conséquences de leurs politiques étrangères hasardeuses. La mondialisation a marginalisé le rôle des États ; elle a poussé à son paroxysme toutes les logiques transversales, supra étatiques ou infra-étatiques, qu'elles soient légales (le commerce) ou illégales (la criminalité). À l'échelle locale, celle des quartiers devenus emblématiques comme Molenbeek ou des villes comme Trappes, c'est également le retrait de l'État qui est à l'origine de la constitution de ces foyers de non-droits qui se font les relais du djihadisme. Et ce n'est pas parce qu'il n'a pas déversé des milliards dans ces zones que l'État a échoué. C'est en abandonnant à la gestion clientéliste et communautariste des élus l'illusion de la paix sociale, une tranquillité obtenue en réalité en dehors des cadres régaliens essentiels de l'État, au premier rang desquels la police et la justice.

Pourtant l'Occident continue de répondre à la menace par des interventions militaires *à contre siècle*⁽¹⁵⁾. L'à-peu-près stratégique est devenu la norme dans la définition des objectifs de la part des dirigeants occidentaux, en particulier français. « Notre ennemi, c'est le terrorisme », telle est sans doute l'expression la plus tragique de cette absence de vision sur le dossier moyen-oriental. Car en visant ce qui n'est en réalité qu'un mode opératoire, un instrument, il empêche de poser les véritables termes du débat. L'État islamique ou Al-Qaïda qui sont derrière ce terrorisme sont la résultante d'erreurs passées, de la liquidation de l'État irakien en passant par l'affaiblissement concerté et voulu de l'État syrien. Les dirigeants français renouent ainsi avec la rhétorique obsolète d'un G. W. Bush au nom d'une famille occidentale qui n'existe plus. Force est de constater que cela ne fait pas une politique et ne permet aucunement de rendre le monde plus sûr. Un véritable travail de réflexion stratégique s'impose mais dont semble-t-il l'urgence continue d'échapper à ceux qui sont en charge de la mise en œuvre d'une politique dans ce qu'elle a de plus noble : décider, désigner clairement les menaces et pour cela mettre en œuvre aussi une diplomatie entendue comme un outil de circulation de l'information et de prise en compte des autres, qu'ils nous

plaisent ou non. Nous ne sommes pas « en guerre » comme nous le ressassent à l'envi les responsables politiques français à chaque attentat terroriste : on ne fait pas la guerre à une zone grise ou à une mafia. Ou alors si on la fait, il faut y mettre les moyens. Michel Goya rappelle que « l'effort supplémentaire consenti fut de 900 millions d'euros pour la seule année 2015, soit un effort correspondant à 0,041 % du produit intérieur brut, ce qui reste loin de la mobilisation générale⁽¹⁶⁾ ». L'urgence est aussi en amont par l'emploi de méthodes qui s'apparentent davantage à celle de la police que de l'armée : avoir des yeux sur place, être capable de se mettre dans la tête des terroristes. Mais pour cela il faut être présents, au plus près de ceux qui depuis le cockpit d'un Rafale ou d'un F16, mènent ce combat. Si le terrorisme profite de la mondialisation, diminuant du coup la signification de la souveraineté étatique, il n'efface pas l'importance des territoires, des sanctuaires et du soutien étatique qu'il requiert pour accomplir ses objectifs. Par conséquent, le terrorisme n'est pas entièrement déterritorialisé. Il ne peut agir sans les bases arrières que lui procurent de fait des États « déliquescents ». Ou des États néopatrimoniaux, oligarchiques, où le privé et le public sont imbriqués, comme la plupart des États du Golfe sur lesquels nous alignons pourtant.

Naufrage de la diplomatie française

La France disposait d'une longue tradition diplomatique dans la région, faite de mesure et d'équilibre. Elle s'est abaissée à un niveau médiocre par la faute d'hommes politiques, de droite comme de gauche, que la complexité rebute... Longtemps incontournable dans la région dès qu'il s'agissait de négocier et de rapprocher les points de vue, elle était vue comme la puissance qui permettait d'éviter le terrible face-à-face avec les Américains, tardivement arrivés au Moyen-Orient et peu à même de naviguer avec tact dans un environnement si complexe : sur la question israélo-palestinienne, sur le Liban et plus récemment sur l'Irak en 2003, la France fit longtemps entendre sa petite musique dissonante mais appréciée de tous, tout en restant l'alliée loyale de l'Amérique. Aujourd'hui, qui est capable de parler avec tous, Saoudiens, Turcs, Iraniens, Syriens et Israéliens ? C'est Moscou. La diplomatie c'est prendre acte des réalités sur le terrain. Passe encore qu'il puisse s'être agi d'une erreur d'appréciation de départ. Dans l'euphorie des Printemps arabes, Bachar el-Assad était donné sur le départ sous quelques jours voire quelques semaines. Peu importe qu'un certain nombre d'experts de la région aient assuré qu'il n'en serait rien. Que Bachar el-Assad

disposait d'un soutien populaire qui allait bien au-delà de la base communautaire alaouite. Que nous n'avions pas de plan B en Syrie. Ils ne furent pas écoutés. Peu importe même que le propre ambassadeur de France à Damas, Éric Chevallier, ait averti du contraire. On lui intima l'ordre de se taire et de ne présenter qu'une version qui convenait au ministre d'alors. Mais le temps passa. Bachar el-Assad était toujours là. Il se paya même le luxe d'être réélu en juin 2014. Quand l'État islamique fut proclamé quelques jours plus tard, le monde fut stupéfait. Et l'alternative – la seule en fait depuis le début – apparut alors dans sa cruelle vérité : il fallait choisir – enfin. Prioriser notre action, hiérarchiser enfin les acteurs. Ce qui n'empêche pas de se souvenir que les relations de la France avec Damas ont été chaotiques par le passé : tout se passe comme s'il ne pouvait y avoir de voie moyenne dans les relations entre ces deux pays. En 1981, la Syrie est responsable de l'assassinat d'un de nos ambassadeurs, Louis Delamare à Beyrouth. Damas ferme les yeux sur les préparatifs des attentats spectaculaires qui détruiraient notamment le QG des forces françaises l'année suivante, faisant près de 60 victimes, pour la plupart des parachutistes. Au Liban toujours, elle chasse le général Aoun du pouvoir en 1990 et établit un protectorat de fait sur le pays du cèdre, principal point d'appui de la diplomatie française au Levant. Mais la France est aussi capable d'idylles passionnées avec Damas : en 2000, Jacques Chirac est le seul chef d'État occidental à se rendre aux obsèques d'Hafez el-Assad à Damas et en 2008, son fils Bachar sera reçu avec tous les honneurs lors du défilé du 14 juillet, en marge d'un sommet sur la Méditerranée. Il faut le dire : le système en vigueur à Damas cumule le double héritage historique du clientélisme clanique et des méthodes soviétiques. La brutalité de la répression, les méthodes d'infiltration, de retournement des adversaires, la torture et la propagande grossières sont encore là. Ces modes opératoires sont d'ailleurs en partie à l'origine du succès de la reprise des quartiers est d'Alep. Mais il est tout aussi vrai que ce n'est pas nouveau : nous avons entretenu de bonnes relations avec Damas par le passé en toute connaissance de cause. D'autre part, il est incontestable que la génération politique qui entoure Bachar el-Assad depuis son accession au pouvoir n'a plus grand-chose à voir avec les cadres *baasistes* d'antan. De remarquables techniciens, bons connaisseurs de l'Occident peuplent les ministères. Le ton est plus volontiers à la critique, concernant le discours officiel, certaines méthodes sont même dénoncées en privé, auprès d'interlocuteurs étrangers, ce qui était inconcevable encore il y a une décennie. Ce qui ne change pas, c'est le profond nationalisme de ces acteurs, cet attachement à l'idée d'une nation non plus arabe (le panarabisme est mort et enterré depuis longtemps, par les bons soins des leaders arabes eux-mêmes) mais syrienne, et au mode de vie qui est son corollaire davantage qu'une « laïcité » qui

n'a pas vraiment de sens en Syrie. Qui nous menace ? Est-ce Bachar el-Assad ? Laisser se constituer une multitude de zones grises à cinq heures d'avion de l'Europe, était-ce une bonne idée ? Il paraissait évident que, comme au Sahel, le retrait total de toute autorité étatique de pans de territoires entiers deviendrait aussitôt un havre pour le terrorisme. Ce que nous avons fait – à juste titre – et en posant un diagnostic clair, au Mali ne serait soudain pas valable pour la Syrie ? Face à ce positionnement bancal, face à cette véritable schizophrénie de la diplomatie française, deux événements successifs sont pourtant venus clarifier la situation et auraient dû nous aider enfin à trancher. Le premier fut l'apparition de l'État islamique et la proclamation d'un « Califat » en juin 2014. Encore une fois, l'événement était clairement prévisible. Le groupe État islamique fut d'abord le résultat direct de l'aventurisme de l'Amérique de Bush. Les États-Unis portent une lourde responsabilité dans la déstabilisation de la région et en particulier de l'Irak par cette intervention réalisée au mépris du droit international et sous des prétextes fallacieux. En faisant cela, Washington offrit à l'islamisme politique le résultat dont rêvaient les fondamentalistes de la région du temps du nationalisme arabe. En particulier, la funeste décision prise sous le conseil de Paul Bremer, qui consista à démanteler intégralement l'appareil politico-militaire irakien. Ainsi, en détruisant l'État *baasiste*, certes dictatorial mais qui assurait une stabilité au pays, les Américains ont jeté une partie des sunnites d'Irak et en particulier ceux qui avaient occupé les postes les plus élevés dans l'appareil sécuritaire dans les bras du djihadisme : actuellement, une partie du commandement militaire de l'État islamique est composé de ces hommes qui ont mis immédiatement leurs compétences au service de ce projet millénariste et terroriste⁽¹⁷⁾. Or quelle fut la position de la France au sein de la coalition internationale constituée dès la fin de l'été 2014 ? Paris, suivant en cela ses alliés du Golfe, annonça que ses frappes aériennes ne se cantonneraient qu'à l'Irak, afin, de « ne pas favoriser Bachar el-Assad ». Obscène découplage qui faisait semblant d'ignorer que le quartier général de l'État islamique, sa capitale autoproclamée, se trouvait à Raqqa... en Syrie. Cette première occasion manquée ne fut rattrapée que tardivement et de façon insignifiante qu'en septembre 2015, date à laquelle François Hollande ordonna quelques frappes symboliques dans le désert syrien.

L'autre occasion fut donnée en septembre 2015 par l'entrée directe de la Russie dans le conflit aux côtés de Bachar el-Assad. Le signal fut très clair. La Russie ne laissera pas s'effondrer l'État syrien et, s'étant porté à son secours, Moscou devient le maître du jeu politico-militaire dans la région. La médiation russe, la nécessité d'inclure le Kremlin dans la résolution du conflit étaient incontournables dès 2011. Et pourtant, Alain Juppé, alors ministre des Affaires

étrangères, avait parlé du soutien russe à Bachar el-Assad comme d'une « faute morale ». Les États-Unis, qui refusèrent de l'admettre jusqu'en septembre 2013, conclurent pourtant un pacte avec Moscou qui aboutit au démantèlement de l'arsenal chimique syrien. La France persista jusqu'au bout et continue de s'offusquer que les frappes russes visent d'autres cibles que l'État islamique, c'est-à-dire en grande partie des groupes liés à Al-Qaïda. Ce hiatus devient de plus en plus intenable avec le temps mais le Quai d'Orsay, à l'unisson avec les monarchies du Golfe, continue cette litanie qui fait peu de cas de la réalité du terrain. D'ailleurs, le silence gêné du Quai d'Orsay lors de la reprise de Palmyre en mars 2016 en dit long sur l'impasse stratégique dans laquelle se retrouve la France. À part envoyer en service commandé quelques experts pour expliquer qu'Assad avait livré volontairement Palmyre en mai 2015 à l'État islamique, la diplomatie française n'a rien compris à ce qui se jouait. Car demain, lorsque Raqqa tombera avec l'aide des Russes, de l'armée syrienne et des Kurdes syriens, aidés par le Pentagone, Paris sera définitivement hors-jeu sur la question syrienne et plus généralement au Moyen-Orient. Actuellement, cette absence de choix contribue à l'isolement croissant de Paris et risque même de compromettre ses chances de participer au règlement du conflit. Il est probable que les États-Unis reprendront contact avec le gouvernement syrien avant la France : ils se sont réservé cette possibilité en chargeant l'ambassade tchèque, seule ambassade d'un pays de l'Union Européenne encore ouverte à Damas, de représenter les intérêts consulaires américains le cas échéant. Le ministre des Affaires étrangères tchèque déclarait ainsi en janvier 2016 :

En Europe, il y a eu une prise de conscience du fait qu'on ne peut pas se permettre de répéter le scénario irakien. Là-bas, l'administration de l'ancien régime a été entièrement liquidée. Ce n'est qu'après coup, qu'on s'est rendu compte qu'il était, de ce fait, très difficile d'unifier le pays et de former un gouvernement inclusif qui parvienne à gérer l'ensemble du pays. Aujourd'hui, on se rend compte que s'il existe en Syrie une administration prête à nous aider, alors elle doit être intégrée au processus de résolution, il faut discuter avec ces gens qui peuvent éventuellement nous aider à acheminer l'aide d'urgence [...] D'une certaine façon, on voit là se concrétiser ce que nous disons depuis le début. Nous avons toujours affirmé que nous considérons impossible toute solution politique sans le concours de l'actuelle administration. Elle doit être un partenaire dans toutes les discussions. J'en ai d'ailleurs parlé avec Federica Mogherini et elle m'a assuré qu'un consensus sur le sujet existe aujourd'hui, au sein de l'UE⁽¹⁸⁾.

La position française, qui n'a pas varié d'un pouce depuis les débuts du conflit, est en train de porter ses fruits amers : la France est définitivement hors-jeu et risque d'être la grande absente du règlement de la crise et de la reconstruction.

Après la reprise d'Alep, en décembre 2016, quelle politique pour la France sur le dossier syrien ? Le Quai semble décidé à empêcher toute initiative visant à

utiliser le « levier économique » (c'est-à-dire une reconstruction financée par les Européens) pour stabiliser la Syrie. Cette reconstruction est vue comme un moyen de chantage de Damas sur la communauté internationale pour faire cesser émigration et terrorisme. En d'autres termes, Paris se fixe comme objectif de freiner l'UE dans ses velléités de reconstruction et maintenir l'embargo pour ne pas légitimer Assad. Pour offrir une alternative, Paris préconise des « actions concrètes de développement et de reconstruction » uniquement dans les zones rebelles en s'appuyant sur « des acteurs fiables et identifiés » (sic). Bref, il s'agirait pour Paris de conjurer la « tentation » croissante de l'UE de se résigner au rôle de financier post conflit. Ainsi toute normalisation des relations avec le régime est un danger pour les objectifs stratégiques de la France dans la région, une France qui est plus que jamais décidée à se poser en protectrice des intérêts des Arabes vis-à-vis de l'Iran ainsi que d'Israël. Isolé par le processus russo-irano-turc, Paris préconise de se rapprocher d'Erdogan pour l'empêcher d'être le seul parrain de l'opposition, mais pour cela, il eut fallu s'y prendre plus tôt. Six ans après les débuts du conflit, alors que la France n'a jamais réussi à identifier les rebelles « modérés » sur lesquels s'appuyer, que les structures civiles qu'elle a financées ont été incapables d'administrer les territoires prétendument libérés, le Quai d'Orsay réfléchit encore à « apporter un soutien aux zones qui échappent au contrôle de Damas, notamment au Nord, au Sud et un jour (sic) à l'Est (Rakka) ». Paris proteste de sa volonté de maintenir l'unité du territoire syrien et dans le même temps craint qu'un accord politique national rétablisse en principe l'autorité du régime sur l'ensemble du territoire. Retour à la case départ de 2011. Plutôt que d'envisager, comme le fait Federica Mogherini, de réactiver le soutien financier européen à Damas, la diplomatie française en est à préconiser d'approfondir (nous sommes en 2017 !) sa réflexion sur les moyens de convertir une éventuelle réduction de l'intensité des combats en soutien concret d'un rétablissement d'une forme d'administration civile acceptable, condition d'une relance de l'aide étrangère.

Car Bachar el-Assad est toujours là. Toutes les enquêtes de terrain montrent qu'à défaut d'un enthousiasme délirant pour sa personne, le peuple syrien reste dans son écrasante majorité attachée à l'ordre que garantit l'État syrien. Le chaos irakien voisin, la catastrophe libyenne agissent comme des repoussoirs pour ces populations qui n'aspirent qu'à la paix. Il faudra bien choisir son camp. Choisir le camp de la stabilité et de l'ordre certes imparfait qu'assure encore un État qui s'est maintenu et une armée qui résiste encore malgré des pertes gigantesques. Cet ordre, qu'on le veuille ou non, c'est Bachar el-Assad qui l'incarne. C'est ignorer complètement le contexte moyen-oriental que de penser faire de sa personne un préalable à tout règlement de la crise. En politique, c'est le rapport

de force qui compte et c'est précisément parce qu'Assad est un acteur de ce rapport de force que sa légitimité est réelle, certes parmi ses partisans mais aussi auprès de ses ennemis. Céder au moralisme et prétendre, de l'extérieur imposer son départ, est une illusion qui augure mal de la position française dans les négociations à venir. La diabolisation du président syrien, la criminalisation de sa fonction n'ont aucune chance d'aboutir. Le monde a changé : les vieilles ficelles de l'ingérence au nom du droit et de la morale, dans la mesure où elles ont été utilisées parfois comme d'hypocrites paravents d'intérêts mercantiles ou géopolitiques, ne font plus recette⁽¹⁹⁾. L'activisme droit de l'hommiste a déconsidéré l'Occident parmi nombre des nouveaux partenaires qui ont émergé sur la scène internationale depuis les années 2000. C'est également une illusion de croire que la puissance américaine suivra la France sur ce terrain : les États-Unis n'ont jamais ratifié la Cour pénale internationale et ne sont pas près d'en prendre le chemin...

2.

« Survivre, c'est vaincre » : l'État syrien à l'épreuve de la guerre

Dictature et terrorisme

Le terrorisme prospère sur les lambeaux des sociétés décomposées. Les contrats sociaux préexistants, si imparfaits fussent-ils, qu'on pense à la Libye de Kadhafi ou à l'Irak de Saddam Hussein ou à la Syrie d'Hafez el-Assad, furent les garde-fous – certes ambivalents – de ce déchaînement anarchique de violence et d'arbitraire qui caractérisent les États faillis ou en déliquescence : nul étonnement de voir comment au Sahel, en Somalie ou en Syrie, cohabitent et s'entretiennent des phénomènes à proprement parler mafieux et des logiques eschatologiques et politiques portées par le djihad globalisé. Et l'on a beau jeu de prétendre que c'est l'oppression dictatoriale ou les régimes militaires qui en sont la cause. Comment expliquer alors la radicalisation des milliers de jeunes européens partis combattre en Syrie ou commettant des attentats en Europe alors qu'ils vivent au sein de sociétés qui restent, aux dernières nouvelles, démocratiques, ayant depuis longtemps conjuré le spectre de l'autoritarisme et assurant la pleine liberté de circulation, d'expression et de culte à tous ?

Si la répression féroce des régimes militaires a pu renforcer encore la détermination de certains militants, cela n'épuise pas la question de la radicalisation dont les sources sont idéologiques et géopolitiques. Que l'on considère la vague de terrorisme anarchiste qui toucha l'Europe et en particulier la France à la fin du XIX^e siècle : la réponse particulièrement brutale qui fut celle

de la République à partir de 1893 et les fameuses « lois scélérates » débouchèrent dans un premier temps sur une radicalisation de la « propagande par le fait » (assassinat du président Sadi Carnot en 1894, attentats au Palais Bourbon), mais amenèrent aussi très rapidement l'éradication du phénomène qui migrera en mutant profondément vers l'action syndicale ou politique légale.

Avant la crise majeure qui a touché la région à partir de 2011, les pressions amicales de l'Occident s'étaient portées sur le sort fait aux prisonniers politiques dans des pays comme l'Égypte, la Syrie ou l'Irak. En 2010, Amnesty International avait même publiquement interpellé le gouvernement belge pour obtenir la libération d'Oussama Atar, ressortissant belgo-marocain emprisonné en Irak, lors d'un de ses séjours qui n'avait rien de touristique. Or ce dernier vient d'être identifié comme l'un des cerveaux des attentats de Bruxelles... Les gestes de bonne volonté attendus, encouragés par des chancelleries elles-mêmes aiguillonnées par des ONG qui leur servent de conscience morale, se sont traduits par l'élargissement de centaines d'opposants qui, parce qu'ils étaient dans leur grande majorité des islamistes, ont permis de remettre dans le circuit les pires activistes qui opèrent désormais. Et l'arrivée au pouvoir du Maréchal al-Sissi en Égypte a depuis été accueillie avec un lâche soulagement par les mêmes qui avaient célébré le moment « Tahrir » et le Printemps égyptien, oubliant vite que dès février 2011, Youssef al-Qaradawi, prédicateur salafiste vedette d'Al Jazeera, avait dirigé la prière sur cette même place, au lendemain de la chute d'Hosni Moubarak. Le messianisme occidental faisant la courte échelle aux fondamentalistes, sous l'aimable visage d'un Kenneth Roth ou d'une Samantha Power, pour le plus grand malheur des populations locales, c'est à ce genre d'impasse que sont parvenus les derniers tenants de la « communauté internationale ». Dans ce petit monde de l'entre-soi, la force est abhorrée quand elle émane de régimes qui déplaisent mais est requise à grandes intonations martiales quand il s'agit de les renverser. Là réside le paradigme néoconservateur qui a fait tant d'émules en Europe : un savant mélange de brutalité guerrière et de postures humanitaires, de relativisme et d'essentialisme tout à la fois.

État de barbarie ou barbarie sans État

À l'« État de barbarie » selon la formule de Michel Seurat, qui date, il faut le rappeler, de la guerre froide, se substitue à présent une barbarie sans État, issue de sociétés décomposées, usant aveuglément du terrorisme. Cet ordre injuste et oppressif au pouvoir de nuisance protéiforme, renvoie à un état de nature plus

proche de Sa majesté des Mouches et de Hobbes que de l'harmonie promise par les tenants du libre-marché et du village planétaire. Les alertes furent pourtant nombreuses et les logiques bien connues : concernant le Tchad encore tout récemment, un document du SGDS, organe de prospective dépendant de Matignon et diffusé par *Mediapart* insistait sur la nécessité de conserver au pouvoir Idriss Déby, « qui incarne et fédère un pays depuis 25 ans », au nom de la stabilité d'un pays pivot pour la sécurité du Sahel tout entier. Y étaient aussi mentionnés en creux les progrès spectaculaires d'une arabisation vectrice du wahhabisme, stimulée par l'action puissante d'ONG de la péninsule arabique et les menaces qu'elle faisait peser sur l'influence de la France et la stabilité du pays⁽²⁰⁾.

Ce qui a évité à la Syrie de devenir un chaos général c'est précisément cette structure étatique dont il faut admettre qu'elle a préservé, par sa résilience qui en a étonné plus d'un, la majorité de sa population et une partie de la région, notamment le Liban, des métastases de l'anarchie généralisée, au prix certes d'une violence brutale. Porté à bout de bras par l'Iran, la Russie et les ressources de ses propres structures, il a évité à l'Occident le spectre d'une seconde Libye à ses portes.

Cette question de l'État est d'autant plus importante dans le cas syrien que la notion de « régime syrien » est souvent substituée à celle d'« État syrien » dans les discours occidentaux. Les hommes politiques et les journalistes qui ont pris l'habitude d'utiliser ce terme ont-ils conscience de participer de fait à une entreprise de délégitimation qui passe aussi souvent par la négation même de celui qui l'incarne, le président syrien qualifié de « boucher » voire de « monstre » ? Il ne s'agit pas de faire ici une « défense et illustration » du « régime syrien », ou de l'État syrien, mais de présenter une vision contrastée dans un contexte théorique dominant, depuis les années 1980 où l'État est devenu en quelque sorte l'ennemi à abattre. En Syrie, on peut certes évoquer une sorte d'« État zombie », mais qui s'est maintenu malgré la grave remise en cause de ses prérogatives et au premier rang desquelles l'usage de la violence armée à un degré inégalé. Le territoire contrôlé par le gouvernement syrien est devenu un sanctuaire dans la mesure où une stratégie de sécurisation de la « Syrie utile » a été patiemment mise en œuvre : une Syrie qui va du sud de Damas à la côte méditerranéenne jusqu'à la frontière turque en passant par Damas et Homs, en attendant la reconquête totale d'Alep. La vie y semble presque normale et il est étonnant de constater combien cette Syrie semble en total décalage avec l'image que l'on peut en avoir de l'extérieur. Ainsi en est-il à Tartous, Lattaquié, Banyas, Hama, Soueida et en particulier à Damas, sorte de vitrine de la normalité⁽²¹⁾ et capitale d'un État qui tient et ne semble pas vouloir renoncer à son existence. Les

responsables syriens semblent avoir mis en pratique le principe de survie dans un milieu hostile, aussi vrai que comme le pensait Raymond Aron, « survivre, c'est vaincre^[22] ». Le visiteur est étonné de voir combien la vie des Damascènes semble normale. Ainsi, les enfants des écoles, reconnaissables à leurs blouses, se pressent près des cars de ramassage. Les étudiants s'égayent autour de l'esplanade de l'Université de Damas. Une seule chose a changé : ce sont les plots de béton repeints aux couleurs du drapeau syrien qui séparent en deux les grandes artères. La voie de droite est réservée aux véhicules officiels et de secours. Les contrôles sont réguliers le long de ces axes et ne pénètrent dans la vieille ville, proche du quartier rebelle de Jobar, que les véhicules enregistrés. Il s'agit de limiter le risque d'infiltration de rebelles et surtout celui des voitures piégées. La guerre est larvée, celle, ininterrompue, de la ville contre sa ceinture de banlieues où la misère rurale s'est déversée depuis une dizaine d'années du fait des sécheresses à répétition et des effets de la libéralisation économique engagée par Bachar el-Assad. Damas accueille à présent le double de sa population d'avant-guerre du fait des centaines de milliers de réfugiés qui ont fui l'anarchie et l'effondrement de l'autorité dans les zones tenues par les rebelles. Comment les infrastructures sous-dimensionnées peuvent-elles encore fonctionner ? C'est le grand exploit de cette économie syrienne qui, malgré le coût humain et financier prohibitif de plus de cinq ans de conflit, est capable d'assurer encore l'approvisionnement permanent de sa capitale en denrées alimentaires ou en produits pétroliers. Adib Mayaleh, nommé ministre de l'Économie en juillet 2016 après avoir gouverné la Banque centrale pendant dix années, affirme que la Syrie commerce encore avec près de quatre-vingt-sept pays du monde^[23]. Les vendeurs ambulants pullulent, chose inédite à Damas, les marchés improvisés s'étalent au grand jour, sans doute parce que les autorités ferment les yeux sur ce phénomène et ont d'autres priorités. Les restaurants sont ouverts et les magasins affichent leurs produits comme en temps de paix, l'inflation en sus. Le réseau téléphonique et l'internet sont également en état de marche malgré des baisses soudaines de débit. Malgré tout, le secteur touristique est totalement sinistré ? : dans le vieux Damas, les vendeurs d'antiquités, de *kilims* et de marqueterie ont fermé leurs rideaux et vivent on ne sait trop sur quelles réserves accumulées au cours des années précédentes, à l'époque où Bachar el-Assad avait décrété que le tourisme avait vocation à devenir le moteur de l'économie du pays. Il est vrai que l'année 2010 avait atteint des records... Un point noir à ce tableau ? : l'approvisionnement électrique et hydraulique dont les réseaux ont été fortement sollicités par le gonflement démographique de la capitale. Les coupures sont fréquentes, qu'il s'agisse du courant comme de l'eau. Alors c'est le système de la débrouille auquel étaient déjà habitués les

Damascènes durant les mois d'été : les récipients de toutes sortes sont sollicités et les générateurs prennent le relais lors des coupures intempestives. La livre syrienne a connu une très forte inflation : le dollar valait 50 livres avant la crise, il en vaut à présent près de 500. Mais l'État continue de subventionner le prix du pain. L'approvisionnement en produits pétroliers n'a pas cessé mais l'inflation est énorme : le grand paradoxe est que les produits continuent de circuler dans le pays, certes de façon plus onéreuse du fait des commissions mais parce que tout est sujet à compromis quand il s'agit des besoins de base.

Démographiquement, si la majorité des rebelles syriens sont bien des sunnites persuadés d'avoir été marginalisés par l'État « nusayri^[24] », la majorité des habitants vivants dans les zones loyalistes sont aussi des sunnites. Dans le *souq* Hamidyieh, les commerçants (pour la plupart sunnites) gardent leur rideau ouvert et ne cachent pas leur soutien au gouvernement, en exhibant çà et là drapeaux syriens et portraits du président. La stratégie des responsables syriens, dès les débuts de la guerre, a été d'assurer une continuité de l'État notamment à travers le paiement des fonctionnaires. Même dans les zones rebelles, où il n'est plus possible d'exercer, les serviteurs de l'État ont continué à percevoir leurs traitements. Cette continuité concerne également les services publics.

Crise et mutation du *baasisme*

Cette résilience de la société syrienne tient aussi à des facteurs qui ont précédé le conflit et qui expliquent tout aussi bien la contestation d'une partie de la population. Il faut pour cela revenir sur la *asabiyya*^[25] alaouite et l'arrivée au pouvoir de Hafez el-Assad à partir de 1970, correspondant à sa prise de fonction effective avec le mouvement dit de « rectification », coup d'État de plus dans la longue série qui a jalonné l'histoire de la Syrie indépendante. Hafez el-Assad était issu d'une communauté minoritaire, la communauté alaouite, communauté montagnarde issue du *djebel ansaryié* (montagne alaouite) sur la côte, où elle a longtemps vécu recluse, persécuté et subissant une forme de quasi-esclavage de la part des grandes familles sunnites des villes littorales. C'est à travers l'institution militaire, soutenue par l'URSS dès les années 1950, que la communauté finit par atteindre le sommet de l'État. Il ne faudrait pas pour autant identifier la *asabiyya* alaouite comme l'élément responsable de ce qui s'est produit en 2011, le « clan Assad » accaparant tous les postes et justifiant ainsi une « révolution ». En réalité, cette *asabiyya* avait été élargie au fil des années à d'autres composantes de la société : les minorités chrétienne et druze, mais aussi

les sunnites. Dès les années 1980, Hafez el-Assad avait entamé une politique d'*infitah* (ouverture économique) permettant une distanciation vis-à-vis de la ligne socialiste, ce qui arrangeait les affaires d'une bourgeoisie urbaine essentiellement sunnite. Cette inclusion passait donc par une politique clientéliste que Bachar el-Assad a accentuée dans les années 2000.

Avec la relative libéralisation de l'économie syrienne, à cette époque, et son ouverture à la mondialisation ont sapé une partie des fondements de l'État syrien qui s'est ainsi aliéné une partie de sa clientèle habituelle. Au début des années 1970, il pouvait s'appuyer sur un socle d'adhésion issu des zones rurales grâce à des coopératives agricoles inspirées du modèle socialiste, mais ce sont ces zones – largement sunnites – qui ont fait les frais de l'ouverture à la mondialisation et du désengagement de l'État. Cette évolution, associée à d'autres facteurs et au contexte d'un monde arabe en proie à des soubresauts inédits, explique les soulèvements de 2011. La résilience de l'État syrien s'explique en retour par le soutien des minorités et de la bourgeoisie urbaine qui est demeuré solide et a sans doute empêché l'effondrement brutal du système.

Que reste-t-il de cet État après plus de cinq années de conflit ? Peut-on encore parler d'État *baasiste* ? La question peut être envisagée selon trois niveaux d'analyse : un niveau politique, un niveau militaire et un niveau spatial. Le bouleversement du cadre politique a été spectaculaire et peu commenté à l'extérieur : car dans le contexte de crise extrême que connaît la Syrie, les évolutions constitutionnelles ont été importantes, même si l'environnement sécuritaire empêche d'en voir encore tous les effets. Tout d'abord, le parti *Baas* a perdu son monopole sur la vie politique syrienne et le multipartisme a été officiellement instauré. Avant même la nouvelle constitution de février 2012, un décret présidentiel d'août 2011 prévoyait ce changement. Officiellement, le parti *Baas*⁽²⁶⁾ n'avait déjà donc plus ce monopole. Ce décret contenait également un certain nombre de conditions exigées pour tout nouveau parti qui se constituerait : respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme, absence de bases religieuses ou tribales, absence de filiation avec une organisation non-syrienne ou un parti non-syrien, absence de formation militaire ou paramilitaire publique ou secrète et transparence concernant les sources de financement. Dès le printemps suivant, mai 2012, des élections législatives multipartites eurent lieu, durant lesquelles le taux de participation avait atteint les 52 %. Deux tiers des sièges furent obtenus par une coalition de partis appelée « Union nationale », comprenant notamment le parti *Baas*, et un tiers constitué de députés indépendants. Parmi ces députés, certaines figures furent propulsées dans le gouvernement : Ali Haidar, ministre d'État à la Réconciliation nationale, et Qadri Jamil (communiste proche de Moscou, interlocuteur acceptable pour une partie

de l'opposition, finalement évincé en 2013).

La constitution de 1973 a été remplacée par un nouveau texte, soumis à un référendum populaire. Au-delà du multipartisme, un certain nombre d'éléments importants méritent d'être signalés : la jurisprudence islamique a le statut de source essentielle de législation ; l'idée de « liberté religieuse » est remplacée par celle de bien-être personnel, de protection et de respect des groupes religieux... Bref, les fondements *baasistes* sont égratignés assez largement. Les élections d'avril 2016 ont pourtant vu à nouveau le *Baas* arriver en tête et certains candidats indépendants que l'entourage de Bachar el-Assad avait mis en avant, comme la députée de Damas Maria Saadeh, pourtant élus en 2012, ont été battus en 2016 à la surprise générale. Nul doute que la transparence de ces élections laisse à désirer et qu'elles aient été objectivement truquées à certains endroits. Les partis les mieux structurés, comme le *Baas* ou le Parti Social Nationaliste syrien, disposant d'une puissante milice qui a infiltré largement le parti *Baas*, sont sortis vainqueurs. Il n'est pas sûr que Bachar el-Assad s'en réjouisse. Il faut noter d'ailleurs que les candidats indépendants en ont appelé au président suite à ces fraudes parfois massives selon les bureaux de vote. Bachar el-Assad, qui avait méticuleusement tenté de faire du *Baas* une coquille vide et de couper l'herbe sous le pied de tous ses relais syndicaux et populaires, n'a visiblement pas encore réussi à s'appuyer sur des personnalités ou des structures capables de prendre le relais.

Du point de vue militaire, la situation a connu des évolutions notables, autour de la question cruciale du monopole de la violence. Certes, la cohabitation entre des groupes paramilitaires et l'armée syrienne n'est pas nouvelle. Elle remonte aux années 1970, mais la tendance s'est exacerbée dans le cadre du conflit à tel point que le « monopole de la violence légitime » au sens wébérien semble échapper à l'État syrien. Cette dissémination de la force militaire côté gouvernemental, si elle est nécessaire au maintien du pouvoir, risque bien de l'affaiblir et les responsables syriens en sont conscients. Dès la fin de l'année 2012, l'État a voulu institutionnaliser des groupes armés afin de s'assurer leur loyauté et pour mieux les contrôler : les comités populaires devinrent rapidement des unités de « Forces de défense nationale » avec l'aide d'un général de brigade comme coordinateur national. La première de ces unités fut formée à Homs à la fin de l'année 2012. Par la suite, c'est sur ce modèle que furent formées et équipées d'autres unités sur le modèle des *Bassidjis* iraniens⁽²⁷⁾. Le recrutement se fait au sein des groupes paramilitaires et concerne aussi les femmes. Les miliciens perçoivent une solde de 15 000 livres syriennes (150 dollars environ), en plus de ce qui peut être obtenu par des pillages dans les zones rebelles. L'engagement est plus simple et plus rémunérateur que dans l'armée syrienne, et

ces unités ont considérablement crû : en mai 2013, les « Forces de défense nationale » atteignaient les 60 000 hommes. En mai 2014, le nombre de miliciens atteignait les 100 000, soutenus par 3 500 à 5 000 combattants du Hezbollah libanais et quelques milliers de chiites afghans hazaras recrutés en appoint. Ainsi, l'armée syrienne se bat régulièrement aussi bien aux côtés du Hezbollah que de ces « Forces de défense nationale ». Si le phénomène n'est pas nouveau, l'expérience sous Hafez el-Assad a montré ses limites, comme en témoigne l'exil du son propre frère Rifaat^[28]. La question se pose avec plus d'acuité s'agissant de l'implication des officiers de la Force al-Qods (unité d'élite des Gardiens de la révolution islamique iraniens) dans la formation et l'armement des comités populaires. Ce rôle central peut faire craindre une stratégie militaire décidée par l'Iran, ce qui pose un problème de souveraineté. Il y a eu vraisemblablement des tensions au sein de l'État entre partisans d'une ligne nationaliste attachés à l'unité territoriale et les partisans d'une organisation iranienne dont la priorité est la circulation des armes vers le Liban sud. Mais c'est la première option qui semble l'avoir emporté : l'Iran a été prié de réduire sa présence au sol^[29]. Les dirigeants syriens semblent plus à l'aise avec les Russes sur le terrain du fait d'une meilleure connaissance du partenaire : de nombreux officiers syriens parlent le russe et la dimension nationale, et assez peu religieuse, de l'engagement russe en Syrie entre davantage en résonance avec la culture militaire locale.

Quoi qu'il en soit, le pouvoir syrien sait jouer au mieux sur les deux registres de ses deux puissants alliés, russe et iranien. Comme il l'a toujours fait, il a su imposer ses vues en faisant de sa faiblesse une force à monnayer, un pouvoir de nuisance en creux reposant essentiellement sur sa géographie dans la région. On reconnaîtra à certains contempteurs du « régime syrien » et du cynisme de ses dirigeants un bon diagnostic : ils ont su décrire précisément cette capacité stratégique à se rendre indispensable plutôt que réellement offensif envers l'extérieur, à jouer sur les logiques transversales qui ont toujours permis à la Syrie *baasiste* de retourner les menaces contre ceux qui les brandissaient. Palestiniens, Kurdes et Druzes du Golan pour ne citer qu'eux, font partie de la panoplie des outils stratégiques de Damas. La situation méridionale de la ville de Damas à elle seule empêche que la capitale syrienne puisse tomber aux mains d'extrémistes qui menaceraient alors Tel Aviv, Beyrouth ou Amman : aucune des grandes puissances ne l'accepterait et Bachar el-Assad et son entourage le savent. Mais plutôt que de condamner et de déplorer ce prétendu cynisme, reconnaissons qu'il s'agit tout simplement de politique, certes celle d'un « monstre froid » mais auquel il est permis d'identifier nombre d'États dans la région et même au-delà : la recherche d'une grande stratégie n'est jamais affaire de transparence et de bons

sentiments.

Quant à la question spatiale, elle est clairement posée par les risques d'une partition de la Syrie. Du point de vue gouvernemental, des annonces faites en avril 2015 envisageaient une forme de fédéralisme pour les Kurdes syriens, mais au sein d'un État syrien. Et ce n'est pas sous la pression des événements récents puisque dès mai 2011, Damas avait fait revenir le leader kurde Saleh Muslim, chef du PYD, la branche politique du PKK, pourtant en exil en Irak. De son côté, l'armée syrienne s'est assez vite retirée des zones kurdes, notamment Qamishli, au nord-est du pays, laissant penser que l'État comptait sur eux pour se défendre contre les infiltrations djihadistes venues de Turquie et encouragées par Ankara. Immédiatement les Kurdes syriens saisirent l'occasion pour relancer leur projet d'unification d'un Rojava, Kurdistan syrien qui a l'avantage une fois constitué d'être une zone tampon le long de la frontière turque de Syrie, en fermant le corridor d'Azaz à Afrin, principal couloir d'approvisionnement de Daech. Si les forces kurdes participent à la reprise de Raqqa, elles devraient encore pouvoir justifier de leur droit à l'autonomie. Mais Damas ou d'autres puissances pourront toujours jouer sur les Arabes qui peuplent encore cette partie de la Syrie qui présente de nombreuses solutions de continuité dans le peuplement kurde. Et la réconciliation entre Poutine et Erdogan à l'été 2016 condamne à moyen terme ce Rojava que les Kurdes pensaient constituer : il n'est même pas sûr qu'ils seront autorisés à déferler dans Raqqa en cas d'assaut final sur la capitale politique de l'État islamique. La reprise d'Alep par l'armée syrienne condamne l'avenir fédéral de la Syrie : incapables de se doter d'une capitale et en l'absence de zone d'exclusion aérienne, tant réclamée mais impossible à mettre en œuvre depuis l'intervention directe russe, les factions djihadistes, repoussées dans leur fief d'Idlib finiront par s'entre-déchirer ou par rendre les armes. Évitant à Damas de devoir partager l'espace et le pouvoir.

Le nombre et l'espace

Il faut partir de cette donnée fondamentale que le type de système en place à Damas est confronté depuis son origine à deux contradictions majeures : celle du nombre et celle de l'espace.

La contestation qui éclate en 2011, dans la foulée des bouleversements intervenus en Tunisie, en Égypte et en Libye, voit les deux données se retourner contre le pouvoir. Issu d'une communauté minoritaire, les Alaouites, et gouvernant avec d'autres groupes minoritaires, y compris la bourgeoisie sunnite,

l'État *baasiste* manque d'un socle suffisant. Il lui est donc nécessaire de négocier quand c'est possible et de frapper brutalement quand il le faut, c'est-à-dire la plupart du temps. Cette fragilité congénitale est ancrée dans l'histoire de la stabilisation de l'État syrien dans les années 1960, après deux décennies de coups d'État et de quasi-anarchie. En fait depuis plusieurs années, la contestation aurait pu venir de partout : des anciens cadres marginalisés comme de l'embryonnaire société civile éprise de réformes démocratiques. Elle est venue en fait de la plus grosse partie des mécontents, les populations des petits bourgs ruraux et des campagnes, véritablement sacrifiés sur l'autel des réformes économiques et ce paradoxalement alors que le *Baas* avait fondé ses succès et son arrivée au pouvoir sur cette ruralité. C'est la Syrie périphérique, celle des bourgs ruraux délaissés par l'État et sacrifiés au profit des métropoles qui se soulève brutalement.

Cette fragilité est aussi géographique : la Syrie est peut-être le pays du Moyen-Orient qui est le plus mal configuré dans ses frontières issues de la période mandataire. Outre les contrastes entre l'étroite région littorale méditerranéenne et la majorité désertique (*badia*) mais riche en ressources, la situation de la plupart des régions syriennes est celle de voies de passages et de logiques spatiales continues que l'État tente vaille que vaille de border et de capter, ainsi au sud et à l'est vers la Jordanie et l'Irak, l'espace du tribalisme transfrontalier. Même logiques en direction de la Turquie : la confiscation d'Alexandrette, accordée la Turquie par la France en 1938, donne à Ankara le contrôle des crêtes tandis qu'en allant vers l'est se trouvent les principales régions kurdes de Syrie. Quant au chaos irakien, qui avait servi d'assurance-vie à la Syrie, il se retourne contre Damas. Dès les premières semaines, Damas avait perdu le contrôle de toutes ses frontières, à l'exception de celles du Liban mais il devra compter sur l'intervention du Hezbollah libanais au printemps 2013 pour les sauver *in extremis*.

Bachar el-Assad que l'on disait condamné à partir vite, très vite même, est toujours en place à Damas. En juin 2014, il est réélu avec 88,7 % des voix lors de la première élection multipartite de la Syrie contemporaine. Bachar el-Assad comme la Syrie sont sortis transfigurés du conflit. Tout se passe comme si la Syrie utile encore contrôlée par le gouvernement syrien (30 % du territoire, 60 % de la population) coïncidait presque avec le projet politique des années 2000, celui d'une Syrie plus urbaine, littorale, ancrée dans la mondialisation et dont l'activité économique est encore, au prix d'incroyables acrobaties, assurée. Mais une Syrie où la verticale du pouvoir s'est considérablement affaiblie : la dissémination de l'outil militaire, les milices d'autodéfense et le fonctionnement quasi autocentré de ces territoires augurent mal de la perpétuation des idéaux

unitaires bassistes. Quant à la répression qui s'est exercée sur les territoires ou les quartiers rebelles, elle a en quelque sorte fait le tri entre ceux qui acceptent cet ordre « injuste » et ceux qui lui préfèrent le désordre « juste ». Un tri impitoyable qui signifie pour certains qu'ils ne reviendront jamais chez eux.

L'avenir de cette entité n'est pas encore tranché et dépendra aussi des parrains de Damas : les Russes penchent pour une solution fédérale tandis que les Iraniens appuient une formule faisant davantage de place au parlementarisme. Quoi qu'il en soit, toutes les formules mettant de côté la tradition centralisatrice et le nationalisme puissant de la vie politique syrienne s'avéreront improductives pour assurer la stabilisation de la Syrie. Les illusions du Quai d'Orsay, qui en 2017 songe encore à promouvoir des « structures locales de gouvernance » et de décentralisation s'apparentent à une impasse, étant données la culture politique et l'histoire de la Syrie contemporaine. Le sentiment national très fort et la place centrale de l'État restent une tendance historique lourde qu'il sera difficile d'ignorer dans les efforts de stabilisation et de reconstruction du pays.

3.

Nos erreurs face à l'État islamique

Le 11 juin 2014, deux jours après le début de sa spectaculaire offensive en Irak, l'État islamique diffusait sur Internet des photos de djihadistes aplanissant au bulldozer un mur de sable entre la Syrie et l'Irak et désignant nommément la fin du tracé colonial issu des accords Sykes-Picot de 1916. Cette référence à un partage effectué il y a près d'un siècle est à la fois révélatrice des ambitions de Daech mais aussi de la superposition de deux types de conceptions du territoire et de ses limites, l'une historique, et l'autre à base communautaire et eschatologique.

Le mythe « Sykes Picot »

Durant la Première Guerre mondiale, parallèlement à leurs négociations avec les Hachémites à qui ils promettent la constitution d'un grand royaume arabe, les Britanniques avaient entamé des discussions secrètes avec leur allié français. Elles aboutirent à la signature, en mai 1916, d'un accord portant les noms du conseiller diplomatique britannique Mark Sykes et du premier secrétaire français de l'ambassade à Londres François-Georges Picot. À cet accord se rallieront par la suite Russes et Italiens. Paris et Londres s'y engagent à « reconnaître et à soutenir un État arabe indépendant ou une confédération d'États arabes [...] sous la suzeraineté d'un chef arabe ». Mais ces accords furent loin de satisfaire les vœux du chérif Hussein : il faut dire qu'il fut conclu dans son dos. Français et

Britanniques excluaient du futur État arabe deux zones dont ils s'arrogeaient l'administration directe : le littoral libanais (zone Bleue) pour la France et la basse Mésopotamie (zone Rouge) pour la Grande-Bretagne. Par ailleurs, l'indépendance du futur État arabe était relativisée par la délimitation en son sein de deux zones d'influences sur lesquelles Français et Britanniques entendaient conserver un droit de regard : la Syrie intérieure et de la province de Mossoul (zone A) pour Paris et de la Jordanie et du sud de l'actuelle Syrie (zone B) pour Londres. La Palestine (zone Brune) devait pour sa part devenir une zone internationalisée. Seule la péninsule arabique pourrait donc devenir pleinement indépendante, la présence des lieux saints musulmans rendant difficilement envisageable une quelconque ingérence européenne. En réalité, les accords Sykes-Picot n'ont jamais été appliqués à la lettre. Toujours est-il que demeura l'idée d'une trahison de l'Occident qui laissa des traces durables chez les dirigeants et les populations arabes. En effet, dès l'année 1917, ces accords furent même dénoncés. Arguant des changements provoqués par la révolution russe, les autorités britanniques prirent leurs distances avec l'accord Sykes-Picot. Le pacte censé rester secret est par ailleurs rendu public et ouvertement dénoncé par les nouvelles autorités de Pétrograd en 1918. Outre qu'elle contraind Paris et Londres à abandonner l'accord signé en 1916, cette divulgation a un effet dévastateur pour l'image des Européens dans le monde arabe. La mise en place des mandats de la SDN en 1920 assure la domination franco-britannique sur l'Orient arabe. Dans son article 22, le pacte de la SDN adopté à Versailles en avril 1919 prévoyait que les colonies et possessions des puissances vaincues leur seraient retirées. Mais n'étant pas jugées aptes à accéder immédiatement à une pleine indépendance, ces régions sont placées provisoirement sous la tutelle de puissances mandataires désignées par la SDN. La France obtient ainsi le contrôle de la Syrie. La Grande-Bretagne se voit quant à elle confier les mandats sur la Palestine et la Mésopotamie. En 1921, Faysal que les Français ont expulsé de Damas est placé par les Britanniques à la tête de leur mandat irakien avec le titre de roi. Mais le partage ne s'arrête pas là. Le 25 juillet 1920, le général Gouraud, haut-commissaire de France, rentre à Damas et chasse le roi Fayçal. Un arrêté du 31 août forme aussitôt quatre États : Grand Liban, Damas, Alep et État des Alaouites ; le 24 octobre 1922 est créé l'État du Djebel-Druze, tandis que l'autonomie est reconnue au sandjak d'Alexandrette, cédé finalement à la Turquie en 1939. Le 1^{er} janvier 1925, les Français fusionnent les États d'Alep et de Damas et maintiennent l'autonomie de l'État des Alaouites. Enfin, le 5 décembre 1936, la fédération syrienne est annulée et l'État des Alaouites rejoint l'État de Syrie en même temps que l'État du Djebel-Druze.

Il est évident que ce bricolage frontalier était destiné à empêcher que se

reconstitue un espace de continuité géographique où se déploierait la principale force révolutionnaire d'alors portée par les tenants d'un royaume arabe sunnite. Et si l'on y regarde bien, les indépendances non seulement ne remettent pas en cause l'ordre frontalier colonial mais vont accentuer encore, en Syrie et en Irak ses intentions de départ : empêcher l'émergence d'un État sunnite puissant au cœur du Moyen-Orient. Au cours des années qui suivent, la minorité sunnite d'Irak parvient à se maintenir au pouvoir au prix de coup d'États incessants et d'une lutte sans merci contre les autres composantes de la population au premier rang desquelles les chiites qui furent longtemps, bien que majoritaires, de véritables citoyens de seconde zone en butte à des vexations durant des décennies⁽³⁰⁾. En Syrie, c'est finalement un groupe issu de la communauté alaouite, appuyé sur les autres minorités, qui s'empare du pouvoir dès la fin des années 1960. Le choc des nationalismes syrien et irakien fait même éclater le panarabisme porté par l'idéologie *baasiste* et condamne à terme toute réunification de la « patrie arabe ».

L'État islamique, entre eschatologie et nationalisme

C'est donc sur cette situation de minorité – démographique dans le cas irakien, politique dans le cas syrien – que capitalise l'État islamique, d'autant que cette frustration a été encore aggravée en Irak par l'intervention américaine de 2003 qui a abouti à donner le pouvoir aux chiites. Comme le rappelle Joby Warrick, prix Pulitzer en 2016,

les responsables américains n'avaient pas anticipé l'effondrement des autorités civiles que provoquerait leur intervention. En outre, la décision de dissoudre l'armée irakienne et d'exclure les membres du parti *Baas* des postes de responsabilité fut aussi délibérée que mal avisée⁽³¹⁾.

L'État islamique sert ainsi de catalyseur millénariste à une vieille aspiration déçue et explique le ralliement des populations sunnites d'Irak, dans une moindre mesure de Syrie, à l'idée d'un État transfrontalier qui laverait l'humiliation coloniale, abolirait l'hérésie des États-nations, considérée par les islamistes comme une idolâtrie, et redonnerait la dignité (*karama*) aux sunnites. La politique de nettoyage ethnique entamée avec fracas dès l'été 2014 par l'État islamique est d'ailleurs totalement cohérente avec ce projet : Kurdes, Yézidis, chrétiens et chiites ne peuvent avoir de place dans cet État dont les bases ethniques et confessionnelles restent fondamentalement arabes et sunnites. Le nationalisme arabe d'anciens cadres *baasistes* irakiens recyclés dans le

commandement militaire de Daech n'y est pas étranger certes, mais il faut également lui superposer la dimension eschatologique que revêt la géographie de l'espace contrôlé par Daech. « Le Shâm^[32] est le lieu de l'ultime rassemblement ainsi que la terre de la résurrection » proclame un hadith attribué à Abu Dhar Al-Ghifari, pour ne citer qu'un seul de la centaine de hadiths qui mentionnent cette région du Shâm. Sayyed Qutb lui-même, le théoricien des Frères musulmans, écrivit dans *Ma'alim fi tariq* (« Jalons sur la route »). « la *Hijra* (l'émigration) n'est obligatoire que dans le cas où elle permet le regroupement des musulmans au sein d'un espace où culminera la vérité ». Échappant à toute pesanteur étatique, ce nouvel espace en formation répond pleinement à la condamnation révolutionnaire de toute autorité politique non-islamique dont Qutb fut le chantre : « L'obéissance aux lois et aux jugements des hommes est une sorte d'idolâtrie et celui qui fait cela est considéré comme hors de l'islam. » Il agit comme un aiguillon pour des milliers de musulmans dispersés, hors des terres d'islam ou non, et dont l'acculturation, c'est-à-dire le progressif alignement du mode de vie sur les standards du consumérisme occidental, les pousse vers un islam horizontal, hors-sol, véritablement « réformiste » c'est-à-dire pur (en arabe le terme « islamisme » se traduit par *islah*, c'est-à-dire « réforme »). Frustration, nationalisme, millénarisme : un cocktail détonant qui constitue pour les milliers de djihadistes européens une motivation supplémentaire. Nous sommes là en face d'un des avatars monstrueux de la mondialisation. L'État islamique utilise les codes de la mondialisation, la fluidité de l'espace, les réseaux sociaux et surtout le constat de l'acculturation croissante des musulmans aux valeurs des sociétés occidentales. Car la matrice essentielle du djihadisme est le salafisme. Or le salafisme, contrairement à une idée reçue, n'a rien de rétrograde dans le schéma de pensée de ses promoteurs : il est au contraire une forme de modernité rationaliste, visant à débarrasser l'islam des strates exogènes qui se sont constituées avec le temps, avec son lot de superstitions et d'accommodements aux traits culturels des sociétés dans lesquels l'islam s'est incarné^[33]. Privés d'un islam culturel, enraciné, gavés de civilisation marchande et consumériste, les jeunes musulmans croient ainsi renouer avec leurs racines alors qu'ils n'embrassent en fait qu'une idéologie globalisante que le wahhabisme saoudien a contribué à diffuser depuis trente ans à coups de milliards de pétrodollars^[34]. Il faut à cet égard pointer les véritables responsabilités de l'émergence du radicalisme musulman dans la région et en particulier sous la forme de ses branches certes concurrentes mais parfaitement siamoises que sont Al-Qaïda (dans sa version syrienne *Jabhat Al-Nosra*, aujourd'hui *Fatah al-Sham*) et l'État islamique. Certes, comme tout phénomène global, les facteurs sont multiples et agissent parfois en différé. Mais si l'on veut bien considérer avec sérieux les

faits, on écartera d'emblée la ridicule litanie de la diplomatie française, soufflée par certains conseillers exclusifs du Quai d'Orsay, qui consiste à répéter que l'État islamique serait la résultante du machiavélisme des services secrets syriens qui l'auraient créé afin de détourner le regard de la communauté internationale^[35]. En réalité, deux phénomènes ont été déterminants : l'un plus ancien, rampant, celui de l'islamisation par le bas des sociétés moyen-orientales ces quarante dernières années ; l'autre, sorte de détonateur, qui fut le choix délibéré des États-Unis en la personne de Paul Bremer qui provoqua la déstabilisation de la région en détruisant l'État irakien.

Vie et mort du nationalisme arabe

Dans le monde musulman, le concept d'État-nation unitaire et souverain entre en collision avec le dogme de la souveraineté exclusive d'Allah et de la supériorité de la *Oumma* sur toute autre instance humaine. En toute logique l'islam rejette l'État-nation au profit de l'unité confessionnelle. Pour le théoricien de l'islam politique égyptien, Sayyed Qutb, il n'existe pas de « citoyenneté autre que celle de la foi islamique, selon laquelle l'Arabe, le Byzantin, le Perse sont égaux sous la bannière de Dieu ». L'islam, suivant une logique binaire ami-enemi, ne reconnaît que l'existence de deux mondes : le *Dar al Islam* (monde de l'islam) et le *Dar al Harb* (monde de la guerre). Cette conception conflictuelle du monde est le moteur de son expansion et de son organisation unitaire. Mais si l'islam contient dès ses débuts une dimension expansionniste et une volonté de régénérer la société préexistante (la théologie islamique la désigne par le terme de *Jahilya*, « ignorance »), la plupart des courants dits « islamistes » se sont constitués à la charnière des XIX^e et XX^e siècle dans le contexte de la pénétration des idées européennes dans le monde musulman et de la situation coloniale. En particulier, l'abolition du Califat en 1924, suite à l'instauration de la République en Turquie, a laissé l'islam orphelin d'un magistère qui est censé intervenir pour l'au-delà, mais aussi pour le monde d'ici-bas : *islam din wa dunya*, l'islam est foi et loi.

Le premier courant islamiste d'importance apparaît au XVIII^e siècle avec Muhammad bin Abd al-Wahhab, natif d'Arabie qui propose une doctrine à la fois simple et révolutionnaire : le retour à l'islam originel des compagnons du Prophète. La jonction de cette tendance religieuse avec le projet politique de la dynastie des Saoud sera à l'origine de l'unification d'une grande partie de la péninsule Arabique autour du royaume d'Arabie saoudite. Mais la première

théorisation de l'islamisme est due à un instituteur égyptien, Hassan Abd al Rahman al-Banna, fondateur en 1928 des Frères musulmans (*al Ikhwan al Muslimin*), organisation égyptienne dédiée à la consolidation de l'islam dans les sociétés musulmanes et rejetant les régimes laïcs comme impies (*kouffar*).

Son principal théoricien, Sayyed Qutb mettra par écrit la doctrine d'al-Banna dans un livre intitulé *A l'ombre du Coran* rédigé à la fin des années 1950. Traduit dans de nombreuses langues et très lu, véritable manuel de l'islamisme, cet ouvrage développe l'idée de *kufr* jusqu'à ses conséquences extrêmes : pas de compromis politique avec les pouvoirs en place et violence politique. Cette radicalisation s'accompagne d'une radicalisation idéologique. En effet, Qutb reprend le concept de *takfir* (« assimilation aux infidèles ») qui permet de déclarer infidèle un gouvernement qui ne fonde pas son action politique sur des principes intégralement islamiques, et ce même s'il se déclare musulman. Il légitime par conséquent la guerre civile et l'utilisation de tous les moyens pour le renverser. Les émules de Frères musulmans furent dès les débuts durement réprimés (al-Banna fut assassiné en 1949 et Qutb pendu en 1964 par les autorités égyptiennes) et les dirigeants syriens, irakiens et tunisiens notamment n'auront de cesse que de chercher à les éradiquer.

L'autre courant d'importance est le salafisme qui se caractérise donc par la nécessité d'imiter le mode de vie et la piété des premiers temps de l'islam. Il peut néanmoins prendre un aspect djihadiste, comme en Afghanistan avec les talibans ou en Syrie où de nombreuses brigades salafistes opèrent comme Ahrar al Sham, ne répugnant pas à coopérer avec les djihadistes du Front *Al-Nosra*, comme lors de la prise de Raqqa en 2014.

Le nationalisme arabe est quant à lui beaucoup plus récent. On peut le faire remonter à l'expédition d'Égypte qui constitua l'une des premières rencontres entre la pensée révolutionnaire européenne et le monde arabe mais c'est véritablement sous impulsion égyptienne qu'avait vu le jour, en 1945, une première ébauche d'organisation panarabe : La Ligue des États arabes. Elle réunit alors, outre l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Syrie et le Yémen du Nord. Simple organe de concertation, elle est loin de répondre aux attentes des militants panarabes partisans d'une union de type fédérale. La chute de la monarchie hachémite irakienne consacre la victoire de l'axe égypto-syrien qui tente alors de mettre sur pied un embryon d'État panarabe : la République arabe unie (RAU). Créée en 1958 à l'initiative du charismatique leader égyptien Gamal Abdel Nasser et avec l'aval de la direction du *Baas* syrien, la RAU réunit en un seul État l'Égypte et la Syrie, bientôt rejointes par le Yémen du nord. L'expérience prend cependant fin dès 1961 avec le retrait de la Syrie qui s'estime lésée par une union qui s'est surtout faite au profit d'une

Égypte dont les hommes accaparent tous les postes clés. Le *Baas* rencontre cependant les mêmes difficultés que Nasser à passer de la théorie à la pratique : arrivées toutes deux au pouvoir dans les années 1960, ses branches syriennes et irakiennes entrent vite en conflit. Dans les années 1970, le libyen Kadhafi tente sans grand succès de reprendre à son compte l'idéologie panarabe : son projet d'une « fédération à liens souples » associant son pays à l'Égypte et à la Syrie ne voit jamais le jour, et le « guide de la Révolution » se convertit au panafricanisme. Mais à partir des années 1970, l'échec des stratégies socialisantes est acté et l'ensemble de la région s'engage dans une mutation libérale. Le désengagement de l'État de l'économie et la libéralisation de celle-ci se traduisent par une diminution des recettes fiscales et donc des capacités étatiques à assurer une assistance sociale efficace. Là encore, ce sont les islamistes qui en tirent le plus grand bénéfice en se substituant à une puissance publique défaillante pour proposer une forme d'État-providence privé, financé par la *zakat* (l'aumône légale) ou par des fonds venus des pétromonarchies du Golfe, qui leur attire en retour la sympathie de la population. Modèle du genre, les Frères musulmans égyptiens étaient à la tête de vingt-trois hôpitaux qui soignaient, dans des conditions bien meilleures que leurs homologues publics, deux millions de personnes par an, à quoi s'ajoutent l'organisation de soupes populaires, des distributions de produits de première nécessité ainsi qu'un réseau d'écoles islamiques. De plus, les Arabes se divisent face à la question de Palestine avec les traités de paix avec Israël signés par l'Égypte (1978) et la Jordanie (1994). En 2003, l'invasion américaine met fin à l'un des deux seuls régimes arabes se revendiquant encore du panarabisme en interdisant le *Baas* irakien. Son homologue syrien est le seul et le dernier à se maintenir dans le monde arabe et a perdu officiellement son rôle de parti unique avec la nouvelle Constitution adoptée en 2012.

Le changement de modèle économique engagé à partir des années 1970 a certes porté rapidement ses fruits en termes de croissance économique, mais n'a donné lieu qu'à de maigres retombées, voire à des régressions, en termes de développement. Quant à son bilan politique, il s'avère dévastateur dans la mesure où il a retiré à l'État le peu de légitimité qui lui restait et a offert aux mouvements islamistes l'occasion de se rendre utile en palliant le désengagement de la puissance publique du secteur social. Et ce d'autant plus que la libéralisation de l'économie ne s'est pas accompagnée d'une libéralisation politique. L'islamisme politique se tenait en embuscade...

La charia et les pétrodollars

Dans le monde musulman, les constructions étatiques font face à un déficit de légitimité parce qu'elles sont souvent le fruit arbitraire des ingérences européennes, et parce que leurs frontières ne recoupent pas celles des groupes humains qu'elles abritent. Mais à la vérité il en va de même pour à peu près toutes les aires géographiques.

En réalité, c'est la conjonction extraordinaire du pétrole et de la géopolitique de l'Occident qui a permis la réislamisation des sociétés moyen-orientale et l'affaiblissement de ces structures étatiques : les États-Unis, davantage préoccupés par le rapprochement des dictatures arabes avec l'Union soviétique et faisant de l'Arabie saoudite leur principal appui dans la région malgré son caractère politiquement archaïque, ont laissé le royaume saoudien inonder le monde arabo-musulman de propagande religieuse wahhabite à coups de pétrodollars. La richesse décuplée après le choc pétrolier de 1973 donne à l'Arabie saoudite un poids démesuré dans la politique régionale. Fort de son pétrole et de son intégrisme religieux, longtemps confiné à la péninsule arabique depuis son apparition au XVIII^e siècle et que l'Empire Ottoman avait lui-même combattu vigoureusement, le royaume saoudien put ainsi pratiquement prétendre à la succession ottomane. Paradoxalement, alors que le cœur vibrant du monde arabe se trouvait sur ses franges égyptienne et syrienne, que Le Caire et Damas et Beyrouth donnaient le ton dans la diffusion des grandes idéologies qui agitent le monde arabe postcolonial, c'est de la péninsule arabique, marginalisée depuis longtemps culturellement, que vient la matrice idéologique nouvelle qui va éclipser tout le reste. Les milliards de dollars accumulés furent un levier puissant pour répandre, dans les sociétés arabes, la culture de l'intégrisme religieux le plus rigoriste, celle du wahhabisme, qui plus est associée à la réussite matérielle la plus indécente. Dès 1979, ces aspirations radicales agirent comme un effet d'entraînement sur la région dans la mesure où désormais la concurrence pour l'hégémonie sur les sociétés moyen-orientales passait par l'islamisme : la Révolution islamique en Iran allait marginaliser en apparence le nationalisme et prétendre à son tour exceller dans la diffusion d'un islam intégral, chiite celui-là, en réaction au wahhabisme.

Nous sommes ainsi devant une tendance de long terme mais les responsabilités américaines durant la dernière décennie sont écrasantes. Car la décision d'envahir l'Irak en mars 2003 a été le détonateur du chaos islamiste régional. La fameuse « théorie des dominos » appliquée par les néoconservateurs américains en Irak en 2003, censée permettre la diffusion de la démocratie à toute la région, fut un échec tragique. Plus encore que l'invasion elle-même, les

décisions qui suivirent donnèrent l'occasion unique à ce qui restait du nationalisme arabe d'opérer sa jonction avec l'islamisme le plus radical. Ainsi, le 23 mai 2003, Paul Bremer, tout juste nommé gouverneur d'Irak promulgue l'« Ordre N°2 » qui licencie toutes les forces militaires irakiennes. Une bonne partie des officiers irakiens rejoint alors les multiples groupes armés qui se constituent en réaction. Parmi eux, l'État islamique en Irak qui deviendra l'État islamique en 2014. Liquider l'appareil politico-militaire *baasiste* et organiser des élections, aboutit rapidement à deux résultats largement prévisibles : le chaos d'une part, entretenu par tous les anciens cadres démobilisés et avides de revanche et le basculement de l'équilibre politique de l'Irak au profit des chiites, soutenus par l'Iran voisin.

Les accords de Sykes-Picot sont devenus, avec la destruction symbolique de la frontière syro-irakienne en juin 2014, les boucs émissaires de tous les maux du Moyen-Orient. Ils sont évidemment d'abord la cible de la propagande islamiste qui, au passage, montre sa capacité à recycler une forme de tiers-mondisme à travers la dénonciation des héritages de la colonisation, une colonisation pourtant révolue depuis longtemps ou même absente historiquement de zones pourtant touchées par le djihadisme. Ce thème a pu trouver quelque écho dans la recherche universitaire en Occident, dont des réflexes tiers-mondistes n'ont pas totalement disparu. Faute de dénoncer l'imposture des revendications fondamentalistes et sous couvert d'expliquer le phénomène par la frustration des populations face à un ordre injuste hérité, où l'Occident une fois de plus porterait le poids de la culpabilité, une sorte de quitus est accordé à l'émergence de cet islamisme totalisant, unificateur, y compris si ce projet se réalise en exterminant – au sens premier du terme – des millions de citoyens, y compris des musulmans n'adhérant pas à ce projet. Les « néocons » eux-mêmes commencent à évoquer la fausse bonne idée d'un Sunnistan^[36], validant de fait une partie de la stratégie de l'État islamique qui prétend justement parler au nom de tous les Arabes sunnites.

Au-delà de la déconstruction

Il est aisé de déconstruire l'idée de nation au Moyen-Orient : les frontières ayant été découpées au cordeau, elles correspondent à des rivalités passées entre grandes puissances, comme en témoigne la rétrocession dès 1920 du wilaya de Mossoul par la France au Royaume-Uni pour des questions pétrolières. Néanmoins, au-delà de la déconstruction, on peut s'interroger sur le sens qu'ont fini par prendre ces constructions étatiques. Le découpage opéré par les grandes

puissances a institué des entités étatiques qui se sont structurées avec le temps sur de nouvelles forces sociales. Comme le rappelle Georges Corm,

les frontières tracées par la colonisation n'ont pas été plus artificielles que d'autres, le problème étant souvent l'hétérogénéité à l'intérieur des frontières d'un seul État, car la vie des sociétés du Proche-Orient s'est historiquement cristallisée autour de grandes villes qui ont toutes eu leur heure de gloire. Ainsi en Syrie, Alep et Damas ; en Irak Bagdad et Mossoul^[37].

Contestés par le panarabisme et travaillés par l'islamisme global depuis des décennies, ces États ont finalement résisté pour deux raisons principales. C'est d'abord le cas parce que le sentiment d'appartenance aux entités que recouvrent ces États est vivant. Il existe incontestablement en Irak comme en Syrie un sentiment identitaire qui recouvre *aussi* le fait d'être Syrien ou Irakien. On serait avisé de ne pas assimiler tous les sunnites à un « Sunnistan » dont la création deviendrait urgente sous prétexte que l'État islamique travaille à le créer. La majorité des habitants qui vivent encore dans les zones tenues par le gouvernement syrien sont d'obédience sunnite. Accepteraient-ils pour autant d'être associés à un État qui regrouperait les sunnites d'Irak alors même que le sentiment d'appartenance nationale est encore bien vif et que les dialectes parlés dans les deux pays pour ne prendre qu'un exemple sont très différents ? Un sondage effectué en janvier 2016 pour le compte de la Fondation émiratie Tabah par l'institut Zogby Research Services est à cet égard sans appel^[38]. À la question suivante : « Qu'est-ce qui constitue votre principale identité ? » la majorité des sondés a répondu prioritairement : « Mon pays, le fait d'être Libanais, Jordanien, etc. »

Ensuite, on doit observer que la « fiction étatique » des deux États sus cités est devenue une commodité de langage qui ne recoupe pas entièrement la réalité. On distingue une tendance au fédéralisme au sein de ces deux pays : en Irak, cette évolution est actée, en Syrie elle est en cours du fait de la dissémination de l'outil militaire aux pouvoirs locaux. La question du monopole de la violence légitime conditionnera le maintien *a minima* d'une structure étatique (c'est déjà le cas en Irak) et d'interlocuteurs pour les puissances tutélaires intéressées par les (dés) équilibres stratégiques de la région. Il ne faut ainsi pas enterrer trop vite les États au Moyen-Orient. Leurs cadavres bougeront encore de nombreuses années.

4.

La Russie et l'Iran dans le grand jeu syrien

Les années 1990 ont été vécues par la diplomatie russe comme une « décennie noire », correspondant à un incontestable déclin des positions du pays face à une Amérique « hyperpuissante ». L'intervention de l'OTAN en 1999 en Serbie et l'imposition d'un Kosovo souverain et indépendant ont été perçues comme une humiliation sans précédents à Moscou. La Russie était parvenue à revenir dans le jeu mondial depuis 2000, esquisant même un rapprochement de circonstance avec les États-Unis après le 11 septembre 2001, au nom d'une lutte commune contre le terrorisme : la gestion du dossier tchétchène, essentiel dans l'approche russe du conflit syrien, ne parvint pas à bannir la Russie de l'ordre international.

Les enjeux de l'intervention russe en Syrie

S'il est exagéré de dire que la Syrie représente un intérêt stratégique vital pour la Russie, on a eu tort de sous-estimer ce qui reste des positions russes. En septembre 2015, un proche conseiller de l'Élysée avait confié à un journaliste qu'il ne croyait absolument pas que les Russes « bougeraient ». Le démenti fut cruel quelques jours après.

Tout d'abord, le maintien de la base navale de Tartous, seule fenêtre maritime méditerranéenne de la marine russe constitue un enjeu important. La confirmation de la présence massive des forces russes depuis l'été 2015, non

seulement à Tartous mais également à Lattaquié, où la chasse russe utilise l'aéroport de Hmeimim, n'a fait qu'illustrer cet ancrage. Mais il faut aussi chercher les raisons de la rigidité de la position russe dans le précédent libyen de 2011. Suivis par les Chinois, ils avaient négocié et finalement décidé de s'abstenir « pour des raisons de principe » la résolution 1973 du 17 mars 2011 instaurant une zone d'exclusion aérienne en Libye, pour autant qu'elle ne préjugait pas d'un changement de régime par la force. Or la responsabilité directe de l'intervention de l'OTAN dans la capture puis l'exécution de Mouammar Kadhafi a été perçue comme une violation de ladite résolution. C'est dans ces dispositions que la Russie avait abordé durant l'année 2011 les discussions au Conseil de sécurité touchant le dossier syrien : trois veto et refus d'accepter toute résolution sous chapitre VII concernant la Syrie.

Dans la droite ligne de ce que l'on a baptisé le « consensus de Pékin », la position russe dans les relations internationales se veut « réaliste », une sorte d'actualisation wébérienne⁽³⁹⁾ de l'éthique de responsabilité que Moscou oppose à une éthique de conviction que constitueraient les invocations humanitaires, les indignations, jugées sélectives, et la « morale » des Occidentaux⁽⁴⁰⁾. Pour Moscou une intervention extérieure et un renversement brutal de Bachar el-Assad viendraient encore ajouter au chaos ambiant.

La Russie a tout fait depuis les débuts du conflit pour soutenir son allié syrien et lui éviter d'abord une asphyxie économique, soumis très tôt à plusieurs embargos de l'Union européenne. C'est ce sur quoi comptaient dès le début les chancelleries occidentales en permettant sur le terrain la mise en place d'un conflit de basse intensité. Les experts pariaient sur un écroulement de l'État et notamment de l'armée, non pas tant faute de motivation suffisante mais du fait de l'impossibilité de continuer à payer les traitements des fonctionnaires en général et des soldats en particulier. Dès les débuts, Moscou a consolidé deux domaines principaux : l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés et les réserves en devises de la Banque centrale de Syrie. En août 2012, était conclu un accord de livraison en essence et en gasoil alors que l'embargo décidé par l'Union européenne avait commencé à s'appliquer dès septembre 2011.

L'objectif principal de la diplomatie russe fut donc de s'en tenir au respect de la souveraineté de la Syrie et au maintien du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. La question du *regime change* est donc le cheval de bataille de Moscou dans le conflit syrien, ainsi que Sergueï Lavrov l'a rappelé lors de son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015. C'est à l'aune de ces principes que doit se comprendre la réaction russe à la reconnaissance unilatérale par la France de la Coalition nationale formée à Doha le 11 novembre 2012, qualifiée par Dmitri Medvedev

d'« inacceptable ». L'objectif de cet embryon de « gouvernement provisoire » incluait un départ d'Assad et écartait la possibilité d'une négociation directe avec le gouvernement syrien^[41].

Plus fondamentalement, les Russes, qui tiennent à un règlement politique de la crise, avaient alerté dès le début des risques de militarisation du conflit et attiré l'attention sur l'ascendant de plus en plus visible que prenaient les groupes armés d'inspiration djihadiste dans l'offensive contre les forces gouvernementales. Alors même que cette réalité était minimisée voire dénoncée comme fantaisiste encore jusqu'en 2013, les Russes y voyaient un danger sur le long terme, y compris pour l'Occident lui-même. Par la suite, la Russie a été capable de mettre en application ses principes. Quoi qu'on pense du personnage, Vladimir Poutine a une stratégie, des objectifs et met des moyens pour parvenir à ses fins. À l'été 2015, elle juge que les forces gouvernementales syriennes risquent l'effondrement. Au printemps précédent, suite à la mise sur pied de l'Armée de la Conquête (Jaysh al Fatah), un regroupement concerté de différentes brigades rebelles, chapeauté par *Al-Nosra*, le tout grâce à une coordination officielle entre Qatar, Turquie et Arabie saoudite, c'est la région de Lattaquié qui est menacée à partir de la province d'Idlib. Poutine ne veut pas voir s'affaiblir l'État syrien et décide d'intervenir directement, à la demande du gouvernement syrien. La Russie se montre ainsi apte à monter des opérations complexes. Elle fait la démonstration de sa capacité de projection de forces, en utilisant toutes sortes de vecteurs, y compris les plus spectaculaires : ainsi de ces missiles de croisière, tirés depuis la mer Caspienne ou par sous-marin, ou encore l'entrée en scène du bombardier stratégique Tu-160 qui a semble-t-il fortement marqué les états-majors occidentaux : parti de Mourmansk, l'avion a contourné l'Europe avant d'entrer en Méditerranée via Gibraltar pour délivrer ses missiles de croisière en Syrie, après un vol de seize heures et plusieurs ravitaillements en vol. La Syrie, terrain d'expérimentation grandeur nature, marque un saut qualitatif : il s'agit de tester « en réel » l'efficacité des bombardiers et chasseurs de dernière génération ou encore celle du Centre de commandement à Moscou. La Russie a aussi déployé en Syrie un système mobile de défense antiaérienne et antimissile, le S-400. Une arme capable de viser simultanément 300 cibles et qui oblige de fait, par son caractère imparable, toute aviation à se coordonner avec la Russie pour pénétrer l'espace aérien syrien. En septembre 2016, les premiers S-300, véritable « joker » de la panoplie russe ont été installés en Syrie, près de Tartous notamment^[42]. Mais derrière tout ceci, c'est le volet politique qu'il faut considérer : la Russie se pose en acteur majeur de la recomposition du Proche-Orient, tout en garantissant ses intérêts stratégiques, notamment l'accès aux mers chaudes et à leurs ports. En l'espace de quelques semaines, Moscou avait atteint ses

objectifs : stopper le recul de l'armée syrienne, consolider l'autorité de Bachar el-Assad et relancer une dynamique du côté du pouvoir syrien, revenu dans le jeu diplomatique et militaire, avec une progression remarquable sur le front d'Alep et surtout vers l'Euphrate, où la chute de Palmyre annonce l'assaut vers Deir Ezzor et Raqqa. Et Poutine pouvait ainsi tranquillement annoncer un retrait partiel de ses forces le 15 mars en donnant l'impression de faire des concessions.

La cohérence et l'efficacité de l'appui russe en Syrie apparaissent à juste titre comme remarquables. Relative économie de moyens, pertes limitées^[43] et faible risque d'enlèvement avec, à la clé, une capacité à penser politiquement la suite : la réduction de la rébellion à Alep, après neutralisation de la Turquie et ensuite l'éradication de l'État islamique dans son propre fief de Raqqa. À l'échelle régionale, ce sont à présent l'Égypte et la Libye du général Haftar qui se sont rapprochées de Moscou.

L'autre volet de l'intervention russe est aussi politique et peu y ont prêté attention. Depuis le printemps 2016, Washington et Moscou tentaient de converger sur ce qui a été la préoccupation première des Russes dès le début : séparer la rébellion « fréquentable » (les Russes n'utilisent jamais le terme de « modérés ») de ses liens étroits avec *Al-Nosra*, c'est-à-dire Al-Qaïda en Syrie. Les observateurs et les diplomates ont eu raison dans les premières semaines de l'intervention russe : la chasse de Moscou ne frappait pas prioritairement l'État islamique mais ces zones où s'entremêlaient, dans la plus grande confusion politique, les groupes se réclamant de l'armée syrienne Libre coordonnés avec *Al-Nosra*, véritable fer de lance de la rébellion. Les armes perfectionnées livrées par les Occidentaux transitent d'ailleurs sans mal de ces groupes à d'autres mains djihadistes. Après quelques semaines de protestations molles de la part des États-Unis, la trêve et le cessez-le-feu conjointement négociés par Moscou et Washington ont été globalement appliqués d'un commun accord entre les grandes puissances, chacune ayant son centre d'observation, les Russes à Mheimim et les Américains à Amman. Comme la trêve ne concernait ni l'État islamique ni *Al-Nosra*, les États-Unis étaient bien en peine de prouver que les groupes visés ne coopéraient pas avec les djihadistes. John Kerry lui-même reconnaissait que la situation était « compliquée » : par cela il fallait comprendre « laissons les Russes faire tout en feignant de les critiquer. » Par ailleurs, près de deux cents officiers russes opèrent en Syrie pour recevoir les redditions de chefs ou d'individus appartenant à la rébellion. Parfaitement arabisants, ces hommes sont chargés de recevoir les armes mais aussi de garantir l'immunité aux repentis. Le succès de l'opération est difficilement appréciable mais à l'été 2016, près de 60 redditions de katibas avaient été signées rien qu'à la base de Mheimim, où un bureau russe a été installé^[44]. À Quneïtra même, sur le Golan, les Russes se sont

payé le luxe d'installer leur cellule, à quelques encablures d'Israël. Sur le dossier alepin, malgré les gesticulations et les coups de mentons de la diplomatie occidentale, c'est-à-dire essentiellement américaine, française et britannique, nul n'a pu, à moins de prendre de très gros risques, empêcher la Russie de participer à l'offensive finale dans les derniers quartiers tenus par les djihadistes. La diplomatie française aura gesticulé, Boris Johnson appelé à manifester devant l'ambassade de Russie à Londres et la séquence médiatique se sera achevée.

L'Iran, le retour de la puissance perse

L'irrésistible ascension de l'Iran est une conséquence du nouveau Moyen-Orient américain. Idéalement situé au carrefour du Moyen-Orient, du sous-continent indien, du Caucase et de l'Asie orientale, l'Iran est l'héritier d'une longue histoire impériale qui alimente encore aujourd'hui son désir de puissance. Connu sous le nom de « Perse » jusqu'en 1935, c'est un pays de vieille civilisation, fort d'un territoire vaste, 1,7 million de km², et d'une population nombreuse, 77 millions d'habitants, qui en fait le pays le plus peuplé du Moyen-Orient après l'Égypte. Il ambitionne aujourd'hui de redevenir un acteur de premier plan sur la scène régionale et internationale.

La complexité de la stratégie iranienne sur le plan international tient à la cohabitation parfois complexe entre les deux composantes a priori contradictoires de son identité : le nationalisme et l'islamisme. Le pays est original puisqu'il est à la fois le principal peuple non indo-européen de la région, et le seul avec Bahreïn à être très majoritairement peuplé de chiïtes. Aussi les relations exécrables qu'entretient l'Iran avec ses voisins arabes du Golfe tiennent-elles à la fois d'une sorte de condescendance traditionnelle du monde perse envers les Arabes, et d'une sorte de mépris réciproque des musulmans sunnites pour les chiïtes, qui se considèrent mutuellement comme des hérétiques. L'Iran, bien sûr, est le principal État musulman chiïte dans la région.

Pour ce qui concerne le dossier syrien, il faut s'intéresser à la figure de Qassem Soleimani, l'« imam caché » de la stratégie iranienne à l'extérieur et qui semble être le grand ordonnateur de la stratégie de l'Iran sur le terrain. C'est à la faveur de l'été 2014 qu'est apparue en plein jour la figure du général Qassem Soleimani, commandant des forces spéciales (Al-Qods) au sein de l'armée d'élite des Gardiens de la révolution iranienne. Soleimani avait rejoint dès 1979 les rangs des Gardiens de la révolution après la chute du shah d'Iran. Il s'illustra lors de la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988. Devenu commandant de la force Al-Qods

en 1998, c'est lui qui a été la cheville ouvrière de la mise sur pied des opérations spéciales du Hezbollah libanais mais aussi qui s'est porté au secours de Bachar el-Assad en 2012 en dirigeant *de facto* les opérations militaires contre les rebelles en inspirant le modèle des Forces de défense nationale. Véritable bête noire des djihadistes mais aussi des services secrets occidentaux, ce personnage qui a cultivé longtemps le secret ne se prive pas depuis l'été 2013 d'apparaître régulièrement sur des photographies prises sur la plupart des théâtres d'opérations d'Irak ou de Syrie, sourire malicieux et tenue décontractée, ne répugnant pas à la mode des *selfies* en compagnie de miliciens chiites. Disparitions et réapparitions soudaines, culte du secret, une stratégie de communication au moins aussi payante que les conseils décisifs qu'il apporte : en mars 2015, le parlement irakien lui délègue la coordination de l'ensemble des forces de sécurité irakiennes contre l'État islamique. Sa mort est régulièrement annoncée sur les réseaux sociaux avant qu'il ne réapparaisse, en pleine forme, ici ou là, combinant l'art de la mise en scène et donnant une impression d'ubiquité. Un quasi-culte de la personnalité qui en irrite certains à Téhéran, qui craignent qu'il ne fasse de l'ombre aux dirigeants officiels. Soleimani est une sorte d'anti calife al-Baghdadi, tant il est vrai que ce qui se joue aussi est une bataille de communication, l'Iran réussissant à donner l'impression de son omniprésence en Irak. Lors d'un rassemblement en 2015 à l'occasion du 36^e anniversaire de la Révolution islamique en Iran, Soleimani déclarait non sans exagération : « Nous assistons à l'exportation de la révolution islamique dans toute la région. De Bahreïn à l'Irak et à la Syrie, du Yémen à l'Afrique du Nord. » Mais lorsqu'ils parlent de « Révolution islamique », les commentateurs ont tendance à se concentrer sur le terme d'« islamique » ce qui aboutit fréquemment à l'expression de « géopolitique du chiisme » voire d'« arc chiite », cette dernière expression ayant été vraisemblablement utilisée en premier par le roi Abdallah de Jordanie en 2005. Bien sûr, comme cela peut s'observer dans le conflit en cours au Yémen, les puissances sunnites de la région ont beau jeu de présenter le conflit comme faisant partie intégrante d'un grand affrontement quasi eschatologique entre les musulmans orthodoxes (sunnites) et les chiites. Certes, Téhéran cherche à imposer des normes religieuses strictes dans la société et tend vers l'établissement d'un système de gouvernement islamique. Toutefois, lorsque les responsables iraniens parlent de l'exportation de la révolution, il s'agit d'un modèle plus complet et de structures politiques qu'il s'agit de reproduire à l'extérieur. Ce sont ces structures, maintenant visibles du Yémen au Liban auxquelles faisait allusion Soleimani. La Révolution, plus que le chiisme, est le vrai levier de la puissance perse.

L'arc chiite : un épouvantail

L'Iran, bien sûr, est le principal État musulman chiite dans la région. À y regarder de loin, le conflit qui couve au Moyen-Orient ressemble à une lutte existentielle entre les avant-gardes chiite et sunnite, soit l'Iran d'une part et les pays du Conseil de coopération du Golfe de l'autre. Selon cette logique, l'Iran aurait mis en place un arc chiite utilisé comme une sorte de nouveau Kominform qui agiterait à distance et à l'envi les populations chiïtes, au nom d'un centralisme non pas démocratique mais bien révolutionnaire. Sans doute, de Washington ou de Paris cette représentation est bien commode. Mais si l'on descend au plus près, cette façon de voir les choses devient difficile à soutenir.

La Syrie, par exemple, où l'Iran soutient Bachar el-Assad est un État *baasiste* réputé laïc. Lorsqu'en 1973, le projet de nouvelle Constitution syrienne omit de mentionner que le président devait être musulman, de violentes émeutes éclatèrent. Or Hafez el-Assad était issu de la minorité alaouite et les échelons supérieurs du parti *Baas* en Syrie sont toujours occupés par des membres de la minorité alaouite, assimilée parfois hâtivement à l'islam chiite. Il aura fallu à Hafez el-Assad la complaisance de l'imam (chiite) libanais Moussa Sadr pour obtenir une fatwa faisant d'eux des musulmans, dans un pays où 70 % de la population est sunnite. Drôles de musulmans chiïtes que ces Alaouites sans mosquées, sans imams, croyant en la métempsychose et dont le corpus doctrinal (mal) connu articule des reliquats de néoplatonisme, d'aristotélisme et de gnose préislamique.

L'idée que le soutien de l'Iran à la Syrie se ferait sur des bases religieuses n'a aucun sens du point de vue anthropologique, même si l'alaouitisme est en effet issu d'une déviance du chiisme duodécimain. Du point de vue politique non plus en fait, le pouvoir syrien contrôlant encore les deux tiers de la population, dont des chrétiens, des Druzes, et une majorité de sunnites, en particulier la bourgeoisie marchande qui a largement profité de l'*infitah* (ouverture économique) permise sous Hafez et encore amplifiée par Bachar au tournant des années 2000. Tout se passe comme si l'Iran soutenait les Alaouites de Syrie, mais que le chiisme n'avait quasiment rien à voir là-dedans^[45].

Il en est de même pour la rébellion dite des « Houthis » ou des « houtistes », les forces insurgées chiïtes au Yémen qui se nomment en fait de façon beaucoup plus neutre « Ansarullah », c'est-à-dire les partisans d'Allah. Le terme Houthi tire son nom du patronyme de son récent fondateur, issu de la communauté chiite zaïdite du nord du Yémen. Problème : les Zaïdites appartiennent à une variante du chiisme différente du chiisme duodécimain majoritaire en Iran et en Irak et présentent davantage de ressemblances doctrinales avec le sunnisme qu'avec les

partisans d'Ali. Chez eux par exemple, on ne maudit pas les califes sunnites. Chez eux, pas d'ayatollahs. Ils sont parfois considérés comme la cinquième école du sunnisme. Mais au-delà de cela, le Yémen est un pays où les allégeances se font entre clans et tribus, indépendamment de leur confession : des tribus sunnites se battent d'ailleurs aux côtés des Houthis. L'intervention iranienne au Yémen est très grossièrement surestimée⁽⁴⁶⁾ pour justifier la coalition de pays arabes groupés autour de l'Arabie saoudite : seuls l'Irak et le Liban sont des pays où les réseaux iraniens sont implantés depuis longtemps, parfois depuis les années cinquante.

Exporter la Révolution islamique

C'est la juxtaposition des termes peuple/armée/résistance qui est la marque de fabrique de l'exportation du modèle révolutionnaire iranien, dont le Hezbollah libanais représente l'aboutissement, l'exportation la plus complète et développée du modèle iranien. Et c'est en ce sens que le Hezbollah conserve le titre de Révolution islamique au Liban – *Mouqawama alislamiya fi Loubnan* – qui désigne sa branche armée, dans sa titulature officielle. En imposant avec succès cette équation au Liban, le Hezbollah n'a fait que concrétiser une structure fondamentale de la Révolution islamique : des organes révolutionnaires agissant parallèlement à l'armée régulière et en même temps une détermination forte de ses membres, dans une logique révolutionnaire portée par le goût du martyr propre à la religiosité chiite. Au cœur de cette dynamique, se trouve le *Basij* (ou *Niruyeh Moghavemat Basij*, Force de mobilisation de la résistance), formé dès 1980 en Iran et véritable marque de fabrique de la Révolution islamique. Des « comités populaires » ont également été établis en Syrie en 2012, avec le même modèle du *Basij*, pour épauler les forces de sécurité et l'armée syrienne en particulier au sud et à l'ouest du territoire, de façon à sécuriser l'axe terrestre qui relie l'Iran au Liban sud, fief du Hezbollah libanais. Au cours de ces dernières années, l'Iran a ainsi opéré son déploiement en Syrie par la création d'une nouvelle organisation du Hezbollah en Syrie, ainsi que sur la présence directe des forces iraniennes en Syrie, en particulier sur les hauteurs du Golan. « 130 000 combattants iraniens *Basij* entraînés attendent d'entrer en Syrie », déclarait en 2014 le général Hossein Hamedani. Le chiffre est sûrement exagéré mais permet de donner le change à tous ceux qui dénoncent l'emprise chiite de plus en plus grande sur la Syrie

En 2014, l'Iran a saisi une occasion historique de renforcer son modèle en Irak. À la faveur de l'émergence de l'État islamique et avec la bénédiction des États-Unis rétifs à l'idée d'intervenir au sol, le général Hossein Hamedani, un des

commandants des *Pasdaran* (Gardiens de la révolution) déclarait qu'« avec le *Basij*, le troisième enfant de la révolution est en train de naître en Irak après avoir été mobilisé en Syrie et au Liban ». Hamedani faisait allusion à la « Force de mobilisation populaire de l'Irak » ou *Hashd al Chaabi* en arabe, l'équivalent de *Basij* en farsi. Ces unités, qui sont dirigées par Abou Mahdi al-Muhandis, un des lieutenants les plus proches de Qassem Soleimani forment avec les brigades du Hezbollah une structure parallèle aux forces de sécurité irakiennes, à côté des *Pasdarans* et d'autres milices de ce type. Rien d'étonnant à ce qu'Ali Akbar Velayati, le conseiller en politique étrangère du Guide suprême Ali Khamenei, ait récemment exprimé à une délégation Houthi à Téhéran son désir de voir le groupe *Ansar Allah* (l'autre nom des « Houthis ») « jouer un rôle similaire au Hezbollah au Liban ». Au Yémen, les Houthis ont été soutenus par l'Iran – de façon cependant moins massive qu'il n'a été dit. Le plan de Abdul Malik al-Houthi pour assurer la victoire de la « révolution » au Yémen intégrait en fait des éléments du modèle révolutionnaire iranien, à savoir le rôle des « comités populaires » pour « protéger la révolution » et « renforcer les bases de la sécurité » en visant ceux qui « agissent contre la révolution. » Ces « comités populaires », dont la fonction est de contrôler les rues et aider à consolider la révolution naissante, rappellent les divers instruments révolutionnaires appliqués en Iran, comme les « comités révolutionnaires », mais aussi la force paramilitaire *Basij*. Cela dit l'intervention iranienne au Yémen est de fait très grossièrement surestimée^[47] pour justifier la coalition de pays arabes groupés autour de l'Arabie. Surestimée également par les Iraniens, qui veulent laisser entendre qu'ils sont capables d'intervenir partout. Ainsi chacun se renforce mutuellement aussi vrai qu'« il ne saurait y avoir de politique sans un ennemi réel ou virtuel^[48] ».

Les enjeux du nucléaire iranien

Reste à savoir si cette géopolitique authentiquement perse et plus marginalement chiite aura un effet de levier pour les ambitions de l'Iran. Un des risques est de voir ses forces s'éparpiller et ses soutiens devenir autonomes. Mais n'est-ce pas aussi une façon d'exporter au loin les velléités révolutionnaires et de détourner l'attention d'une société iranienne écartelée entre la modernité la plus criante et la tradition la plus figée ?

Jamais la configuration régionale n'a été autant ouverte que depuis 2009. La désastreuse invasion de l'Irak par l'armée américaine en 2003 aboutit rapidement à deux résultats largement prévisibles : le chaos d'une part, entretenu par tous les anciens cadres militaires et politiques démobilisés et avides de revanche et le basculement de l'équilibre politique de l'Irak au profit des chiites, soutenus par

l'Iran voisin. L'arrivée au pouvoir de Barack Obama marque une prise en compte de ces deux phénomènes. Le traitement sera simple : les États-Unis veulent réduire leur empreinte, ou plutôt leur surface d'exposition, dans le monde et en particulier au Moyen-Orient et entament leur retrait en faisant partager le fardeau aux acteurs locaux, alliés comme ennemis. Dans ce dernier cas de figure, l'accord historique du 14 juillet 2015 avec l'Iran, mettant fin à plus de trente-cinq ans d'embargo et de sanctions s'inscrit dans une politique de réalisme qui traduit aussi une certaine déception envers les alliés traditionnels de l'Amérique depuis le 11 septembre... Cette décision va avoir des conséquences économiques gigantesques mais surtout stratégiques. L'accord signé à Vienne le 14 juillet 2015 consacre de fait le grand retour de l'Iran dans le jeu régional et mondial et constitue un événement majeur dont les conséquences sont incalculables pour l'avenir de la région à moyen terme. Le calcul d'Obama est double : laisser émerger une autre puissance régionale qui viendrait balancer des puissances sunnites vues comme de moins en moins fiables depuis le 11 septembre et parier sur une libéralisation du régime iranien qui serait la conséquence de son accès au commerce mondial. Une stratégie comparable au rapprochement des États-Unis avec la Chine communiste en 1973, sous l'impulsion de Richard Nixon et qui aura les mêmes conséquences toutes choses égales d'ailleurs que la réémergence de la Chine à l'orée des années 1980. Cet accord n'est pas sans susciter d'inquiétudes, exagérées par certains acteurs régionaux. Israël dénonça ainsi une « erreur historique » et demandera des garanties supplémentaires à Washington dont il craint le désengagement. Quant aux puissances sunnites du Golfe, elles se livrent à une surenchère sur l'influence iranienne dans la région et agitent la menace d'une course aux armements. Le risque lié à la bombe iranienne tient plutôt à la prolifération : si Téhéran franchit le seuil nucléaire, alors il y a fort à parier que nombre de ses voisins se sentiront obligés d'en faire de même, à commencer par l'Arabie saoudite, grâce à l'expertise du Pakistan qui a déjà proposé ses services. Malgré ses déclarations de campagne, il est peu probable que le nouveau président américain Donald Trump revienne sur cet accord qui réserve aux entreprises américaines une place de choix dans l'économie iranienne.

Progressivement réintégré au concert mondial, l'Iran sera la grande puissance régionale des années à venir. Outre sa population, ses potentialités économiques et son savoir-faire technique, l'Iran dispose d'une capacité d'influence originale et bien implantée : le fait que les États-Unis sous-traitent sans l'avouer la formation de l'armée irakienne aux Gardiens de la révolution iraniens montre combien la « méthode » iranienne a fait ses preuves. Au Moyen-Orient en particulier, « il faut traiter ses ennemis comme s'ils devaient être un jour ses amis et traiter ses amis

comme s'ils devaient être un jour ses ennemis », selon le mot de Napoléon à propos de Talleyrand. La maxime est en passe d'être appliquée par l'administration américaine.

Les perspectives ouvertes par l'accord passé entre les États-Unis et l'Iran marqueront une date dans l'histoire et la géopolitique du Moyen-Orient. La puissance américaine, désormais entravée et désireuse de se recentrer sur ses priorités laisse émerger une puissance majeure, l'Iran, et interférer de plus en plus avec le rival russe dans une région qui fut longtemps sa chasse gardée. De cette configuration, même s'il est trop tôt pour le dire précisément, sortira incontestablement un « nouveau Moyen-Orient », mais au prix d'un accouchement difficile. On peut prévoir aisément que des soubresauts violents l'agiteront encore longtemps avant que les différents acteurs n'aient pris acte de la nouvelle donne, en particulier les acteurs qui ont le plus à perdre dans ce rééquilibrage, les monarchies pétrolières en tête. Pour l'Europe, il existe une opportunité pour exercer une influence qui ne se limite pas à payer les dégâts des belligérants et suivre docilement l'allié américain. La France en particulier, qui se refuse à ce nouvel état de fait, risque de payer cher son absence de vision dans la région alors que l'Iran devient le marché le plus courtisé par les entreprises mondiales et constitue un formidable levier de croissance.

5. **Penser l'islam**

L'islam est la plus jeune des religions en France. Sa visibilité récente, que la question du voile islamique vient régulièrement révéler, mais aussi l'irruption dans la société française d'une violence terroriste se réclamant qu'on le veuille ou non de l'islam, se heurte à une impossibilité à penser, pour le moment, les défis qui attendent l'islam comme la société française elle-même.

La grande illusion

Depuis une loi de 1872, il est interdit en France de poser la question de la religion lors des recensements effectués par les organismes publics. La toute jeune III^e République estimait qu'il s'agissait d'une question privée, relevant du for intérieur. Un principe réaffirmé dans la loi du 6 janvier 1978 qui rappelait l'interdiction de « collecter ou de traiter des données à caractère personnel qui font apparaître, directement ou indirectement, les origines raciales ou ethniques, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses... » Aussi, le chiffre avancé d'une population de près de 5 millions d'individus de « culture » musulmane n'est qu'une estimation que d'aucuns jugent inadéquate d'ailleurs. Les instituts de sondage français qui s'appuient sur des questionnaires portant sur l'adhésion religieuse obtiennent des résultats beaucoup plus bas mais eux aussi divergents : l'IFOP en 2009 donnait le chiffre de 3,5 millions tandis que des organismes publics de statistiques comme l'INSEE et l'INED concluaient en 2010 à une

population de 2,1 millions de musulmans mais en se fondant sur l'origine géographique des individus. On le voit bien, entre for intérieur et origines culturelles, la France des statistiques hésite et là se trouve l'immense malentendu, ce que la démographe Michèle Tribalat, a appelé « l'inextricable désordre statistique^[49] ». Témoin de ce flou total, cette non-estimation datant de 2011 de la part de Claude Guéant, ministre de l'Intérieur et partant, en théorie l'homme le mieux informé de France : entre 5 et 10 millions de musulmans en France. Une chose est sûre toutefois, la France est le pays qui compte le plus de musulmans et dont la part relative de la population musulmane est la plus importante en Europe après celle de la Bulgarie. Le surgissement d'une immigration musulmane dans l'actualité est d'autant plus difficile à penser qu'il renvoie à nos propres catégories d'analyse, elles-mêmes en voie d'être marginalisées sous l'effet d'une sécularisation avancée de nos sociétés et de la diffusion d'une vision anglo-saxonne du phénomène multiculturel.

La laïcité à la française n'a jamais signifié l'interdiction ni même la négation du sentiment religieux. Mais elle a prétendu cantonner ce sentiment religieux à la sphère privée, au for intérieur, ce qui est en réalité une vision théologique du fait religieux. Une vision dont la matrice est profondément chrétienne dans la mesure où la distinction for interne/for externe est bien présente, même si elle est parfois combattue, dans la culture catholique. Demander le cantonnement d'une religion à la sphère privée est tout sauf une façon neutre d'aborder le religieux et par conséquent en réalité une vision chrétienne de la religiosité. Les ethnologues le savent, les historiens aussi : la religion, en particulier l'islam, est toujours « cosmique », c'est-à-dire qu'elle induit forcément une représentation du monde, de la vie, de la société et se traduit toujours par des habitudes, des normes et des lois dont le langage ou la culture sont le reflet. Ce que la laïcité française n'a jamais voulu dire, c'est qu'elle a pu exister parce que précisément il y avait consensus sur le fait que la société française était culturellement homogène. C'est du coup une laïcité que l'on pourrait qualifier paradoxalement de catholique : pour preuves, les jours fériés en France sont pour moitié de grandes fêtes du calendrier liturgique catholique et l'entretien par des fonds publics des édifices religieux qui sont dans leur écrasante majorité des lieux de culte catholiques et pourtant considérés par un tour de passe-passe comme des « monuments historiques ».

Cette incapacité à penser le phénomène religieux – nouveau – de l'islam français n'évite aucun des pièges de cette laïcité à la française. L'islam est par nature égalitaire et hostile à tout aspect hiérarchique ou magistériel. La réalité profonde de l'islam est celle d'une galaxie de sensibilités, de doctrines, d'écoles juridiques. Même s'il faut bien dire que depuis quarante ans, l'islam global est

fortement unifié doctrinalement par l'interprétation wahhabite que les monarchies pétrolières du Golfe ont massivement diffusée grâce à leur puissance financière, il se trouve encore des rivalités entre Frères musulmans, salafistes, rivalités encore accrues par l'horizontalité encouragée par les nouvelles technologies de l'information. L'internet global joue ici un rôle majeur dans l'accentuation de ce trait fondamental de l'islam qui est celui d'une défiance envers toute autorité humaine au nom du refus du *shirk* (l'idolâtrie) pour privilégier la relation directe avec Allah. À ce titre, l'islam est véritablement une religion du Livre et non le catholicisme qui érige précisément une barrière interprétative entre le fidèle et la Bible, le Magistère étant censé, grâce à la Tradition, parler seul valablement du texte.

Or que font les élites politiques depuis maintenant quinze ans ? Elles n'ont de cesse que de rêver à un islam de France, concordataire et « gallican », tout en répétant à l'envi que le djihadisme et le fondamentalisme musulman n'ont rien à voir avec l'islam. Comme le rappelle Wassim Nasr de façon malicieuse, « si les djihadistes ne sont pas musulmans, pourquoi chercher les réponses dans un islam de France, ou en formant des imams républicains ?^[50] »

Car islam et violence ont une relation structurelle. Pour des raisons historiques d'abord, comme le rappelle Gabriel Martinez Gros, « la guerre associée à la religion est un caractère propre de l'islam^[51] ». Le mantra du « pas d'amalgame » résonne de plus en plus faux, à mesure que les attentats repassent et que le djihadisme se présente comme un phénomène mondial et s'inscrit dans une séquence historique durable et étendue à une grande partie du monde musulman, souvent sans rapport avec un impérialisme occidental qui en serait la cause. Une pierre dans le jardin des tenants d'un « islamisme réactionnel ». « Ainsi le Bangladesh, l'Indonésie, l'Asie Centrale, la Corne de l'Afrique, voire le Xinjiang, où l'information sur les troubles se limite à en nier le caractère islamiste et à dénoncer l'oppression chinoise. [...] Là où l'Occident n'a pas passé, il ne se passe donc rien par définition^[52]. »

Ensuite parce que la vision fondamentale de l'islam est celle d'une séparation du monde en deux camps, celui de la mécréance (*kufr*), qualifiée de *jahiliya* (ignorance) quand elle concerne les siècles passés, et celui de *l'oumma*, communauté rêvée des croyants, parmi lesquels toutefois le combat est possible face aux renégats (chiïtes, les *rawafidhs*) ou aux hypocrites (*mounafiqin*). Cette séparation est culturelle, profondément ancrée chez les individus de culture musulmane, y compris les plus éloignés de la pratique religieuse. Magyd Cherfi, ancien membre du groupe Zebda, livre un témoignage précieux de l'état d'esprit des communautés maghrébines arrivées en France dans les années 1970 dans un livre au titre paradoxal, *Ma part de Gaulois* : « Ils [nos anciens] nous disaient :

“Sois français mais ne le deviens pas” ! Qu'on ait une place ici, oui, on ne vivra pas en Algérie. Mais on ne lâche pas cette part de nous-mêmes^[53]. »

Dans une interview, il résumait par une formule lapidaire la réaction de certains immigrés face aux tensions dans la société française concernant la place de l'islam : « puisque vous ne voulez pas qu'on soit musulman, on va l'être, même si on ne l'est pas.^[54] »

Aborder le texte coranique en parlant de « littéralisme » ou d'une « interprétation fondamentaliste du texte sacré » n'est qu'une façon de plaquer une grille de lecture inadaptée et en réalité chrétienne. Le texte sacré des musulmans a ceci de particulier qu'il n'est pas un simple texte inspiré mais se veut la parole d'Allah lui-même, dont les obscurités textuelles elles-mêmes sont voulues par Dieu et n'ont pas à être discutées^[55]. Il fait donc foi et *doit* être pris à la lettre, la distinction lettre/esprit étant une catégorie qui découle tout droit du christianisme. La confusion du débat sur l'islam en France part de ce biais fondamental qui fait passer la foi musulmane pour autre chose que ce qu'elle est et prétend lui substituer un fonctionnement qui n'est pas le sien. Il est à noter d'ailleurs que nombre de catholiques, souvent issus des milieux tiers-mondistes, sont à la pointe de cette opération de confusion mentale qui fait passer l'islam pour une sorte d'hypostase soufie et fait exister un islam fantasmé, adapté à leur discours, souvent au prix d'inexactitudes ou d'omissions intellectuellement inadmissibles. Certaines organisations musulmanes proches des salafistes n'ont aucune illusion sur le sujet. Ils considèrent que la coopération avec des mécréants, en l'espèce le dialogue interreligieux, est péché et voient bien en quoi cette vision d'un islam occidentalisé met en péril les fondements réels de leur foi. Le lavement des pieds par le pape François de musulmans syriens à Rome un Jeudi saint a ainsi provoqué un véritable tollé dans les milieux salafistes qui ont immédiatement vu une façon de diluer l'originalité du message de l'islam. D'autres organisations, plus habiles, parviennent à jouer de cette vision erronée et fantasmatique en présentant à l'occasion ce que nos sociétés apeurées veulent entendre. Ainsi en est-il de la sourate 5, brandie régulièrement depuis le 11 septembre et après chaque attentat meurtrier sous la forme : « quiconque tue un homme, c'est comme s'il avait tué toute l'humanité^[56]. » Or les spécialistes savent bien qu'il s'agit d'abord d'une citation tronquée^[57] et que l'immense majorité des commentateurs depuis plus de mille ans considère qu'elle s'applique de façon restrictive, en particulier envers les non-musulmans^[58]. Il serait d'ailleurs utile d'aller au verset 73 de la même sourate 5 pour comprendre l'« esprit » du texte, qui ne souffre d'aucune ambiguïté, envers les chrétiens par exemple :

Ce sont certes des mécréants, ceux qui disent : « En vérité, Allah est le troisième de trois. » Alors

qu'il n'y a de divinité qu'Une Divinité Unique ! Et s'ils ne cessent de le dire, certes, un châtiment douloureux touchera les mécréants d'entre eux.

C'est ce malentendu fondamental qui explique les vaines tentatives d'instituer un islam de France. Nicolas Sarkozy en 2003 fut en tant que ministre de l'Intérieur l'artisan de la mise en place d'une structure représentative de l'islam en se revendiquant d'ailleurs du modèle de la conférence des évêques de France. Mais face à un tel pluralisme, comment avoir un seul représentant ? Comment penser que le manque de représentativité du CFCM pourrait être évité et même contesté par d'autres organisations comme l'UOIF, proche des Frères musulmans ? Par ailleurs, l'islam de France est très dépendant des États étrangers (Maroc, Algérie, Turquie) qui veulent protéger leurs communautés respectives et défendre leurs intérêts sur leur territoire hexagonal tandis que des organisations comme l'UOIF sont financées directement par les pays du Golfe, à l'exception des Émirats arabes unis qui l'ont placé sur la liste des organisations terroristes. La France condamne ainsi des personnalités musulmanes comme Dalil Boubakeur ou Hassen Chalghoumi, ancien prédicateur proche du mouvement du *Tabligh*^[59] et à présent tenant d'un « islam républicain » à apparaître comme des marionnettes dociles d'un État « laïc » qui, en réalité, se mêle de religion. C'est donc un système inadéquat qui se retrouve plaqué sur les musulmans de France qui n'a de cesse que de creuser le fossé entre la base et son élite. Les prédicateurs radicaux n'ont aucune difficulté à s'improviser imams et à ouvrir leur propre salle de prière qui accueillera ceux que les mosquées « officielles » ont rejetés.

Sidération djihadiste et impuissance de la modernité

La question de la structuration d'un islam de France ne saurait épuiser pour autant le sujet de la place des musulmans dans la société française et de la radicalisation de certains. C'est en réalité sur la question du modèle républicain français qu'il faut s'interroger, au vu de son évolution d'un modèle dit d'« assimilation » à celui d'« intégration ». Ici aussi, la France ne peut être découplée des évolutions mondiales et de la circulation des modèles culturels, notamment anglo-saxons à partir des années 1980. Au même moment, les flux migratoires entrants sur le territoire français cessent d'être alimentés par une immigration dite de travail, longtemps pensée comme temporaire et postulant un retour au pays, et sont remplacés par une immigration diasporique, fondée sur le « regroupement familial » (décret du 29 avril 1976). Cette décision intervient alors que le modèle français commence à vaciller, tiraillé entre multiculturalisme

et idéaux républicains et que les sociétés européennes sont en proie au doute sur leur propre identité à travers le triptyque tiers-mondisme/culpabilité/haine de soi analysé par Pascal Bruckner^[60]. Ce n'est donc pas tant le décrochage économique de ces populations musulmanes immigrées dans un pays en proie à la crise économique et au chômage massif qui est en cause mais les doutes existentiels de la société réceptrice qui expliquent la radicalisation de certaines franges de la population musulmane : ni le chômage ni les inégalités n'expliquent complètement pourquoi les jeunes descendants d'immigrés, souvent détenteurs de la nationalité française, se montrent plus religieux que les immigrés âgés et précarisés. Dans les sociétés européennes marquées par le « post-isme » (post-historiques, postmodernes mais aussi post-tragiques), les défenseurs de l'esprit républicain laïque, universaliste et tendant de plus en plus vers une sorte d'indifférenciation des sociétés, rêvent d'intégrer les nouveaux venus sans tenir compte de l'importance du fait culturel et religieux dans l'histoire de l'immigration. Par une sorte de néocolonialisme persuadé d'une dilution des cultures dans le grand tout universel et faute d'envisager les attitudes religieuses des immigrés et descendants d'immigrés comme des constructions culturelles, à la fois morales et politiques, les élites françaises en sont réduites à échouer ou à s'étonner lorsque ce décrochage apparaît au grand jour, en particulier depuis les attentats qui ont touché la France depuis 2015. Comment passe-t-on de la petite délinquance au djihad ? Comment des gens apparemment intégrés, sans histoires, peuvent-ils emprunter un chemin rigoriste du jour au lendemain et se sacrifier pour une cause religieuse et politique à la fois ? Tant que nous ne prendrons pas en cause la dimension authentiquement religieuse de ces actes, tant que nous n'aurons pas terminé avec les explications psychiatriques ou sociologiques de la « radicalisation », il est illusoire de penser pouvoir vaincre ce phénomène.

« Expliquer c'est déjà excuser » aurait dit Manuel Valls après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Pourtant le travail d'explication s'avère nécessaire. Car les jeunes kamikazes de Paris ou de Bruxelles, enfants de nos sociétés qui se voulaient post-historiques ne sont pas des fous. À ce titre, la dimension spécifiquement eschatologique de leur combat est souvent niée, au nom des meilleures intentions : éviter l'amalgame avec les croyants musulmans, lutter contre l'« islamophobie » en découplant leur action de sa dimension religieuse, mais la plupart du temps avec le résultat inverse. Les chercheurs spécialistes du djihadisme, évoluant pour la plupart en dehors du champ universitaire^[61], ont beau rappeler cet aspect indispensable à la compréhension du phénomène, tout se passe comme si les sociétés occidentales ne peuvent pas le penser en dehors du registre de la psychiatrie semble-t-il. Car tout cela renvoie au propre vide

sidéral des sociétés développées sur les questions existentielles. C'est d'un décrochage culturel qu'il s'agit : l'effet de masse et la ghettoïsation de fait des populations musulmanes amènent à la constitution d'une contre-société où les références d'origine prévalent, où le contrôle social a davantage d'occasions de se concrétiser (notamment à travers la « protection » du corps des femmes).

Pourtant, face à la violence, notre société ne veut voir que la marginalité. Le djihadisme serait ainsi un sous-produit de la délinquance, de la frustration, voire une forme de folie. Ce refus de prendre au mot les djihadistes signe le vide abyssal des réponses à ce phénomène mondial et nous empêche de voir que notre postmodernité, liquidatrice du sacré, du tragique et donc de la mort alimente en retour cette expansion. L'incapacité à penser la dimension religieuse du phénomène, en l'évacuant ou en la minorant (on ne reviendra pas ici sur la thèse des tenants de l'islamisation de la radicalité), a ceci de tragique qu'elle s'accompagne simultanément d'un discours normatif sur la religion musulmane, à l'aune de nos valeurs postmodernes. Il ne semble étrange à personne qu'un Premier ministre ou un simple journaliste puisse expliquer que cette violence n'a rien à voir avec l'islam, endossant en passage sans vergogne le costume du théologien. En août 2016, l'ancien ministre Jean-Pierre Chevènement prend la tête d'une Fondation pour l'islam de France avec l'objectif ambitieux de lancer un « plan pour construire l'islam de France^[62] » (sic).

Pour qui a pu visionner les testaments vidéo de Larossi Aballa, l'assassin du couple de policiers de Magnanville ou d'Abdel Malik Petitjean, l'égorgeur de Saint-Étienne-du-Rouvray, la réalité est toute autre. Le ton est calme, les références religieuses (hadiths, sourates, invocations jaculatoires) sont omniprésentes et surtout le fond du discours est à des lieues du discours victimaire et revendicatif d'un rappeur de banlieue. Il y est question d'histoire (relue au prisme de l'inéluctabilité de la victoire de l'islam), d'eschatologie et de sacrifice : « Nous aimons davantage la mort que vous n'aimez la vie^[63] » se plaisent à répéter les djihadistes. Et ils ne mentent pas. Mais ceci est inaudible pour les sociétés européennes. *A posteriori*, tout est fait d'ailleurs pour disqualifier les auteurs de ces actes, au nom d'une vision de la religion qui est celle d'un vague christianisme édulcoré, où malgré le rappel récurrent des croisades, il est admis qu'elle amènerait à la paix et à une forme de fusion générale dans la tolérance indifférenciée. Ainsi la presse tentera de disqualifier Mohammed Merah, souvent dépeint en dealer et en *nightclubber*, ou Mohamed Lahouaiej-Bouhlel, le tueur de Nice, décrit comme un bisexuel, qui se serait « radicalisé rapidement » selon les mots de Bernard Cazeneuve qui se trompa lourdement en l'occurrence^[64]. Dans la peur panique qui suit chaque attentat en France, il est une priorité : déclarer que ces actes « n'ont rien à voir avec l'islam

». En niant la singularité de l'engagement des djihadistes, il s'agit d'en faire des produits de la modernité. Des hommes ordinaires en somme, aussi dépravés que nous. Ainsi la violence ne peut être que marginale, le fait de « loups solitaires », parce qu'il est impensable que l'Autre ne puisse adhérer à notre système de valeurs dont le cœur est précisément la relativité de toute valeur ! Si tout se vaut, si rien ne compte, si l'avenir radieux de l'humanité se limite à une fusion dans le grand tout consumériste et *cool*, alors quand le « barbare » fait irruption, y compris en notre sein, nous sommes incapables de le nommer. Nommer l'ennemi c'est précisément définir ce qui nous distingue, ce qui nous discrimine, c'est tracer une frontière, une limite même normative, c'est s'affirmer contre, toutes choses auxquelles la culture contemporaine a décidé de renoncer. « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus morts » avait prophétisé le regretté Philippe Muray.

Comment expliquer que le courant religieux le plus dynamique au sein de l'islam de France soit le salafisme ? Au départ, il y a bien sûr le désir de réforme (*islah* en arabe) qui est déjà présent dans le wahhabisme tel qu'il est apparu en Arabie dès la fin du XVIII^e siècle. Mais le malaise identitaire des musulmans de France, couplé à la circulation des modèles culturels anglo-saxons, à dominante multiculturaliste, a amplifié le phénomène depuis les années 1980. Contrairement à ce qu'espéraient certains spécialistes, l'islam en France, confronté au modèle des sociétés démocratiques, n'a pas évolué vers une acculturation dont Tariq Ramadan, prédicateur proche des Frères musulmans, s'est fait le chantre, non sans ambiguïtés. On peut même dire de ce dernier qu'il est inutilement montré du doigt alors même qu'il a vu son audience décliner au sein des musulmans européens et en particulier français. Car c'est l'inverse qui s'est produit : le découplage entre la société d'accueil et les musulmans n'a fait que s'intensifier avec le temps. Comme l'a montré Gilles Kepel, les individus appartenant à la 2^e ou la 3^e génération de descendants d'immigrés sont en moyenne plus pratiquants que leurs aînés. Et c'est davantage le concept de *al-Wala wa-l-Bara*, l'alliance ou le désaveu, qui s'est imposé. Cette praxis, définie au XIX^e siècle par l'un des petits-fils d'Abd al-Wahhab, Sulayman bin Abdallah Al ash-Shaykh (1786-1818) définit la position du musulman face aux sociétés infidèles ou mécréantes. Si pour les djihadistes ce dogme d'al-Walawa-l-Bara doit pousser à la confrontation avec les infidèles, les salafistes quiétistes n'y voient qu'un appel à une rupture symbolique avec l'Occident, notamment par leurs tenues vestimentaires et le rejet du mode de vie occidental. Au-delà des subtiles et parfois vaines distinctions entre quiétistes et djihadistes, ce que l'enseignement religieux salafiste implique, toutes tendances confondues, est un rejet global du mode de vie occidental et partant, des valeurs de la majorité des

Français : refus de la mixité, du contact avec une femme, exhortation à la polygamie, interdits alimentaires stricts. La banalisation du salafisme dans les banlieues françaises notamment ne peut qu'accroître le découplage culturel des populations issues de l'immigration et leur rejet massif des valeurs de la République. La porosité entre les deux courants est une réalité dans la mesure où le rejet des normes non-musulmanes peut amener à un désir renforcé de les combattre. La société de l'information mondialisée a fait le reste, à la faveur des crises géopolitiques des dernières années qui ont touché le monde musulman. À cet égard, le conflit israélo-palestinien n'a eu aucune peine à s'importer dans la société française, ainsi que Gilles Kepel l'avait fait remarquer en soulignant la virulence de l'antisémitisme et de l'antisionisme chez les personnes interrogées pour son ouvrage sur les banlieues françaises^[65]. C'est de ce mur d'incompréhension mutuelle, érigé discrètement depuis une trentaine d'années en France que sont venus se briser les caricaturistes de Charlie Hebdo. D'un côté une culture de l'irrévérence, matinée de tradition anarchiste, mais à vrai dire inaudible pour beaucoup de Français dans la mesure où la subversion des valeurs est devenue la norme de la « société du spectacle » depuis les années 1980 et de l'autre, le « littéralisme », la réponse dictée par une culture où la sacralité fait partie des référentiels et où le code de l'honneur, la vengeance, font partie, qu'on le veuille ou non, des normes sociales.

Djihad, globalisation et sentiment religieux

Les crises géopolitiques intervenues depuis plus dix ans au Proche-Orient et singulièrement en Irak (2003) et en Syrie (2011) n'ont fait qu'accentuer le découplage de cette contre-société. Comment expliquer qu'un jeune Français de vingt ans, souvent originaire du Maghreb et en général ignorant des réalités du Machrek, puisse d'emblée se sentir en empathie avec des enjeux apparemment si lointains ? Pourquoi les jeunes Français constituent-ils l'effectif le plus important parmi les djihadistes européens présents en Syrie ? En juin 2014 était proclamé un État islamique après une offensive fulgurante de ce groupe armé en Irak et en Syrie. Ce retour à un Califat, dont l'élaboration conceptuelle remonte aux débuts de l'islam apparaît comme une sorte d'utopie révélatrice de la profonde crise que traverse l'islam. Conçu comme le modèle devant assurer la succession (*khilafa*) du Prophète, le Califat joint le pouvoir politique au pouvoir religieux. Il s'était très vite brisé sur les dissensions au sein de l'islam des débuts, donnant naissance au premier schisme entre partisans de la Sunna (sunnites) et partisans (shi'a)

d'Ali, appelés plus tard chiites. S'il y eut bien un calife (turc) jusqu'en 1924, en réalité la fonction avait été largement vidée de son sens dès le Moyen Âge, sous l'action des différences culturelles et linguistiques présentes au sein du monde musulman. Du coup, la proclamation d'al-Baghdadi comme calife apparaît comme désuète, mais constitue en fait une formidable bouffée d'utopie d'autant que les terres convoitées par ce proto-État ont une résonance eschatologique dans les textes de l'islam, Coran et hadiths inclus. Cette dimension a un effet d'entraînement sur les populations musulmanes sunnites locales mais aussi pour cette jeunesse française qui ne se reconnaît pas dans notre modèle culturel : pour ces derniers, le djihad est aussi le moyen d'une forme de « régénération » par les lieux. La géographie joue ici un rôle majeur : il n'est que de consulter la littérature djihadiste pour constater combien la référence au « Shâm » (littéralement l'espace à gauche, contrairement au Yémen qui signifie aussi « à droite »), à l'« Irak » est prépondérante : elles furent celles précisément des premiers déchirements de l'islam (Hussein, fils d'Ali fut vaincu et tué à Kerbala en Irak) et seront celles du combat final contre Shaytan à la fin des temps (Damas ou Shâm). Or toutes ces références figuraient depuis longtemps en toute légalité sur nombre de sites francophones djihadistes, bâties autour d'un triptyque récurrent : régénération, émotion, renonciation. Régénération par le retour sur des terres historiques et apocalyptiques, émotion religieuse et effusions entre ces jeunes hommes qui reconstituent une *Oumma* concrète et enfin renonciation au style de vie occidental, souvent jugé corrompu et permissif. Les jeunes djihadistes, qui se sentent en opposition avec la société, avec leur famille, marquent leur différence en s'engageant dans un mouvement religieux extrême, critiqué et rejeté par la grande majorité des gens, très médiatisé et très spectaculaire qui les arrache de façon radicale et extrêmement contraignante à leur milieu et à leur mode de vie. Si pour les jeunes européens, on peut relier la force de ce sentiment religieux au rejet de la laïcité et du caractère permissif des sociétés où ils vivent, on peut aussi l'appliquer aux jeunes djihadistes maghrébins et saoudiens, qui vivent dans des sociétés où la religion est très présente mais la tension avec l'occidentalisation du monde est très forte. De ce point de vue, ils participent sans le savoir de la mondialisation de l'offre religieuse, horizontale, sans magistère, nomade et déculturée, épousant ainsi les formes de la globalisation de l'information permise par les réseaux sociaux et que l'on retrouve, toutes choses égales d'ailleurs, dans le mouvement évangélique né aux États-Unis et le phénomène des *born again christians*. Le succès de ce néofondamentalisme réside dans le fait que ce dernier fait l'apologie paradoxale de la déculturation qui permet de penser une « pure » religion indépendamment de toutes ses variations et influences culturelles. En quête

d'identité et prétendant refuser la mondialisation occidentale et les références culturelles de leurs pays d'origine, les djihadistes européens participent en réalité de cette globalisation qui institue un découplage entre culture et foi, sorte de schizophrénie qui se résout en violence apocalyptique.

6.

La France est-elle une puissance sunnite ?

Arabie saoudite et Qatar luttent ces dernières années pour s'imposer au sein du monde sunnite en usant d'un *soft power* largement inspiré du fondamentalisme soit wahhabite soit frériste. Partout les critiques se font sentir, jusques et y compris aux États-Unis, où le désaveu d'Obama dans ses derniers mois de présidence fut palpable même si le volume des ventes d'armes américaines à ces pays n'a jamais été aussi élevé depuis quarante ans. C'est le moment que choisit la France pour opérer un rapprochement marqué avec ces dits pays, où le *business first* semble être devenu le maître mot d'une diplomatie aux abois. Pour autant, les raisons de ce rapprochement inédit sont complexes.

France-pays du Golfe, une si courte histoire

Dans un premier temps, il est nécessaire d'évoquer la fameuse « politique arabe » de la France. Comme tout le legs symbolique du gaullisme, cette expression vise à prendre la partie pour le tout et à généraliser ce qui ne fut qu'une courte période de rattrapage entre l'expédition de Suez de 1956, désastreuse pour notre image dans le monde arabe, la fin de la guerre d'Algérie, tout aussi désastreuse, et la Guerre des Six jours : la petite phrase de De Gaulle sur « le peuple d'élite, sûr de lui et dominateur » passera à la postérité et l'on ne dira jamais assez combien elle permit miraculeusement d'oublier chez les Arabes les séquences précédemment évoquées. Longtemps, en fait, la politique d'un État

dans la région se jugeait à l'aune de sa position vis-à-vis du conflit israélo palestinien. De ce point de vue, la France parvint toujours à naviguer entre les écueils nombreux de la région en réussissant la prouesse d'apparaître alternativement comme le plus fervent soutien des régimes militaires arabes, supposément hostiles à l'État hébreu, comme l'Irak, et le meilleur ami d'Israël qui – on l'oublie souvent – doit essentiellement à la IV^e République d'être devenue une puissance nucléaire. En fin de compte, pour reprendre les mots d'Hubert Vedrine dans *Les Mondes de François Mitterrand* (Fayard, 2016), il faut se poser la question suivante : « Quand, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France a-t-elle vraiment joué un rôle clef au Proche Orient ? »

En réalité, Paris effectue surtout des « coups » : il n'existe pas de politique spécifique de la France mais plutôt une succession d'initiatives souvent symboliques, parfois contradictoires et suffisamment étalées dans le temps pour pouvoir frapper l'imaginaire, en particulier de la fameuse « rue arabe » : visite de Mitterrand à Beyrouth peu après l'attentat du Drakkar, Yasser Arafat soigné à Clamart jusqu'à sa mort, discours de Dominique de Villepin à l'ONU en 2003. Car concomitamment, une des constantes de notre pays est de ménager Israël et réaffirmer son droit à exister en tant qu'État. Même si le Quai d'Orsay compte à cette époque des diplomates chevronnés, fins connaisseurs du monde arabe et dont les sympathies envers la cause palestinienne étaient bien connues. Claude Cheysson, entre 1981 et 1984, fut sans doute le dernier ministre des Affaires étrangères (rebaptisé ministre des Relations extérieures) dont les sympathies pro-arabes étaient aussi prononcées : il fit ainsi prévenir les responsables libanais de la milice chiite Amal que leur caserne serait bombardée par la chasse française, en représailles à l'attentat du Drakkar. Effectivement, seule la mort d'un berger innocent fut à déplorer : il fut écrasé par une bombe inerte larguée par un avion, tandis que les autres aéronefs détruisaient des bâtiments vides, évacués peu de temps avant. Si cet épisode laissa un goût amer chez les militaires, il y avait pour les responsables français d'alors une volonté évidente de ne pas couper le contact avec les Syriens afin de ne pas insulter l'avenir. « A Beyrouth, avait déclaré Mitterrand au lendemain de l'attentat, tout le monde tire sur tout le monde », refusant par-là de désigner les coupables.

Même si les liens de la France avec les pays du Golfe sont anciens, en particulier dans le domaine de la vente d'armement, le volume récent des ventes et les partenariats presque exclusifs avec ces pays pour les investissements en retour posent inévitablement la question de notre dépendance commerciale. Et celle des contreparties politiques qui l'accompagnent. Tout se passe comme si la diplomatie française, sous l'impulsion notamment de Laurent Fabius, avait été uniquement préoccupée de signer des contrats avec ces monarchies et de mettre

les orientations de notre politique étrangère en accord parfait avec les leurs : à l'exception du Mali, toutes les prises de positions et interventions de la France en Afrique et au Moyen-Orient, en particulier au Yémen, témoignent d'un suivisme aveugle.

À l'origine se trouve la relation particulière, quasi fusionnelle, nouée par Jacques Chirac avec le Premier ministre libanais Rafic Hariri. Ce libanais sunnite, originaire de Saïda, fit fortune en Arabie saoudite dans le BTP avant de se lancer en politique au Liban. Il fut le candidat du royaume des Saoud, dont il avait aussi la nationalité, dans ce pays alors occupé par la Syrie. Ce fut l'époque de la reconstruction du Liban, suite aux accords de Taëf parrainés par Riyad, et l'empire Hariri déploya sa formidable machine affairiste dans le pays du Cèdre, où les intérêts privés s'identifient souvent avec les finances publiques. Hariri bétonne le centre-ville de Beyrouth et rafle, sans appel d'offres le plus souvent, les marchés publics ou les confie à des proches liés à l'Arabie saoudite. La société Sukleen, au cœur de la crise des déchets qui touche depuis 2015 Beyrouth et le Mont-Liban, aurait ainsi fait payer très cher ses prestations, sans concurrence, pour un montant de 150 millions de dollars annuels, le tout avec la bénédiction de l'homme d'affaires devenu Premier ministre. Son propre parti politique, le Courant du Futur, est d'ailleurs de notoriété publique financé par Sukleen. À la suite de l'attentat qui lui coûtera la vie le 14 février 2005, Jacques Chirac sera l'un des premiers à se rendre sur place. Celui qui avait été le seul chef d'État étranger présent aux obsèques d'Hafez el-Assad en 2000 devint tout à coup le pire ennemi de Damas : l'armée syrienne doit se retirer en avril 2005 d'un Liban qu'elle occupait depuis trente ans.

Plus tard, ce fut Nicolas Sarkozy qui s'enticha de l'émir du Qatar, francophone, et surtout grand concurrent de l'Arabie saoudite dans la géopolitique de la région. Il fut le premier chef d'État arabe reçu à l'Élysée et figurait à la droite du président lors du défilé du 14 juillet 2008. Une façon pour Sarkozy de prendre le contre-pied des chiraquiens sans doute, mais aussi parce que sa culture politique le prédisposait à une forme de fascination pour la réussite foudroyante de ce petit pays richissime. En janvier 2008, une convention fiscale franco qatarie fit de la France le pays le plus accueillant pour les IDE et les résidents du petit émirat, en particulier dans l'immobilier. Les contreparties stratégiques furent évidentes : Nicolas Sarkozy s'enticha du président syrien Bachar el-Assad au point que ce dernier assista lui aussi au défilé du 14 juillet. Cette passion soudaine fut aussi inspirée par le Qatar, qui entretenait à l'époque d'excellentes relations avec Damas et investissait massivement en Syrie, notamment via un projet de transport de gaz qui échoua finalement l'année suivante. Même suivisme français sur le dossier libyen en 2011. En Libye, le Qatar a investi plus de deux milliards

de dollars dans le soutien aux éléments les plus radicaux à Kadhafi. L'alliance totalement improbable entre l'OTAN, les islamistes, le tout sous la caution morale d'un Bernard-Henri Lévy aboutit à un soutien direct à la rébellion islamiste. Selon les journalistes Georges Malbrunot et Christian Chesnot, ce ne sont pas moins de vingt mille tonnes d'armes qui seront livrées par le Qatar en Libye⁽⁶⁶⁾. La technique est simple : le Qatar promet de payer des armes, françaises notamment, et les distribue à qui le veut bien : ainsi entre avril et octobre 2011, une vingtaine d'avions-cargos s'envolent du Qatar pour la Libye chargés de lance-roquettes, de fusils d'assaut, d'uniformes militaires et de pick-up. Que ce soient les islamistes qui aient reçu l'essentiel de ces approvisionnements, au détriment du CNT, ne semble pas avoir inquiété les Français, ni les Américains. Sur place, le Qatar s'appuie sur un homme qui va jouer un rôle important en Syrie : Abdelhakim Belhadj, 41 ans, originaire de Derna. C'est un ancien djihadiste, émir du Groupe islamique combattant en Libye, ancien d'Irak que la CIA avait fini par capturer et livrer à Kadhafi. Et c'est Al Jazeera qui l'impose peu après la chute de Tripoli en lui donnant une couverture médiatique inégalée qui fait de lui celui qui a vaincu Kadhafi. En 2010, ce dernier l'avait relâché en vertu d'accords de réconciliation du pays. « Le Qatar ne laisse pas le choix à ses partenaires. Il paie, il a choisi ses hommes et estime avoir le droit de faire comme il veut » rappellent les deux journalistes. Belhadj passera ensuite en Syrie dès l'été 2011 à la tête d'une *katiba* de Libyens, Katibat al-Battar al-Libi, où l'on retrouvera un certain Abdelhamid Abaaoud, belgo-marocain qui participa aux attentats de novembre 2015 à Paris qui firent 130 morts.

Quant à François Hollande : dès sa nomination, c'est une histoire passionnée qui commence avec le royaume saoudien. Le président français passe les fêtes de fin d'année à Riyad en décembre 2012 et c'est Jean-Yves Le Drian qui va mettre toute son énergie de ministre de la Défense au service des intérêts commerciaux de l'industrie d'armement française. Il n'a pas vraiment le choix car, ayant négocié âprement avec Bercy la Loi de programmation militaire 2014-2019, il lui faut trouver plusieurs milliards de « recettes exceptionnelles ». Le Qatar, puis l'Égypte (avec un financement saoudien) figurent au tableau de chasse du VRP Le Drian qui est devenu le premier ministre à avoir exporté le Rafale. En mai 2015, fait unique dans l'histoire du Conseil de coopération du Golfe, le président français était l'invité d'honneur de ce sommet des monarchies pétrolières. La France est vue comme un partenaire fiable et apprécié car elle soutient scrupuleusement leur politique régionale : fermeté appréciée sur le dossier iranien, soutien lorsqu'il s'est agi de « punir » Bachar el-Assad et appui diplomatique à la « sale guerre » menée au Yémen par le même Conseil de

coopération du Golfe. Pendant ce temps, sur le dossier syrien, la France continue à faire entendre sa petite musique dissonante dont les échos entrent en résonance totale avec ces monarchies. Qui sinon la France s'est prononcée avec une constance qui confinait à l'aveuglement pour l'exclusion de l'Iran des négociations ? Laurent Fabius avait d'ailleurs déclaré, sans rire, pour se justifier : « L'Iran est une puissance déstabilisatrice de la région, elle ne peut pas faire partie de la solution. » Les exécutions capitales, dont celle en janvier 2016 du cheikh chiite Nimr, une véritable provocation envers l'Iran, ne suscitèrent jamais que des commentaires très discrets de la part de la diplomatie française... Il aura fallu plusieurs jours pour que la France « déplore » l'exécution d'un « dignitaire chiite » (le nommer eût sans doute fâché Riyad). Une exécution qui prouvait d'ailleurs que l'Arabie perdait son sang-froid : ce dignitaire, exécuté en même temps que des djihadistes d'AQPA pour faire bonne mesure, n'avait rien d'un terroriste. Certains auraient même été inspirés en relevant que de surcroît, il n'avait pas suivi Téhéran sur la crise syrienne et avait dès les débuts du conflit condamné la répression brutale effectuée par les autorités syriennes.

Au-delà de la rupture néoconservatrice observée depuis plus d'une décennie chez les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay^[67], qui semble mettre fin à la tradition dite « gaulliste » de mesure et d'équilibre de la diplomatie française, c'est ce rapprochement quasi exclusif avec le Qatar et l'Arabie saoudite qui interroge. La France est donc devenue une partenaire majeure des États de la région qui tente d'éclipser une Amérique plus mesurée et en voie de retrait du Moyen-Orient, dynamique observée depuis la première présidence Obama et que Donald Trump amplifiera à n'en pas douter. Il est permis de douter que ces engagements forts aux côtés des puissances sunnites aient un quelconque intérêt stratégique à l'heure de la chute des prix du pétrole et au moment où ces pays, et en particulier l'Arabie saoudite, connaissent des difficultés sociales et financières sans précédent. Que cet engagement court-termiste aux côtés des régimes les plus archaïques qui soient tranche furieusement avec les idéaux dont se prévaut par ailleurs la France importe finalement peu. Ce qui est plus gênant est que cette *Ryalpolitik* est tout sauf une politique réaliste dans un Moyen-Orient en recomposition. Elle en dit long sur l'échec de la pensée stratégique française depuis plus d'une décennie.

Tout se passe comme si, à partir de 2007, la position de la France avait consisté à démanteler de façon minutieuse tout ce qui pouvait encore faire penser à la fameuse « politique arabe de la France ». Cette expression renvoyait à la réputation – malgré les réserves évoquées plus haut – de mesure et d'équilibre de Paris qui fut longtemps l'un des seuls acteurs de ce rang à pouvoir parler à tous et partant, de peser dans les affaires de la région. Depuis 2007, c'est vers la place

qu'abandonne progressivement l'Amérique dans la région que semblent lorgner nos dirigeants français. Devenue la meilleure amie des monarchies pétrolières, la France se retrouve alignée scrupuleusement sur les positions diplomatiques de ces dernières. Dans un mélange d'amateurisme, de *business first* (les contrats militaires français avec l'Arabie saoudite et le Qatar étaient censés se monter à plusieurs milliards d'euros) et de néoconservatisme pourtant passé de mode outre atlantique, le pays des droits de l'homme s'est retrouvé aux côtés des régimes les plus archaïques sur le plan de la gouvernance pour condamner l'arbitraire et justifier ses interventions au nom de considérations morales et humanitaires, à condition que cela ne concerne ni l'Arabie, ni le Qatar. En pointe sur le dossier syrien, freinant des quatre fers l'accord sur le nucléaire iranien, Paris se retrouve de fait aligné sur les positions des pays sunnites de la région.

Tout ceci a culminé récemment avec la remise de la Légion d'honneur, le 4 mars 2016, au prince saoudien Ben Nayyef, ancien ministre de l'Intérieur du royaume. Pour être juste, le personnage n'était pas le pire candidat à la décoration suprême : son action de renseignement contre AQPA fut coordonnée dans les années passées avec les services de sécurité des grands pays occidentaux et avait été précieuse. Mais l'Élysée s'est piégée elle-même en le décorant en catimini, et en laissant annoncer par la presse saoudienne le lendemain que la cérémonie avait eu lieu, à un moment où l'opinion publique française est de plus en plus perplexe vis-à-vis de cette *Ryalpolitik*.

Mais il faut cependant aller plus loin que les accusations de collusion financière ou de *business first* à courte vue. La « secte », celle de ce qu'il est convenu d'appeler les « néoconservateurs », a surtout une préoccupation majeure qui rassemble ses membres influents au sein des ministères des Affaires étrangères et de la Défense. La plupart de ses membres ont commencé leur carrière au sein de la Direction des Affaires stratégiques et du Désarmement. Leur obsession : la préservation de l'outil de dissuasion nucléaire français, la fameuse bombe « bleu-blanc-rouge ». Et l'Iran est leur cible principale, dans la mesure où le danger de prolifération est susceptible de marginaliser l'arme nucléaire française. Cette position fait converger nombre d'intérêts et, partant, de groupes de pression, qui se retrouvent sur la question iranienne : les atlantistes, qui souhaitent un arrimage fort à Washington (légèrement déçus par Obama cependant sur l'Iran mais plutôt confiants dans Donald Trump) ; le lobby de l'armement qui a intérêt à ce soutien sans faille aux Arabes du Golfe tétanisés par l'émergence perse ; les « humanitaires » inquiets des violations des droits de l'homme en Iran ; enfin, les amis d'Israël. Une sorte de convergence des luttes qui explique la belle unanimité des décideurs français. Une politique somme toute qui a le mérite de la cohérence mais qui, en fait de politique syrienne, n'est

que l'effet collatéral d'une position qui est d'abord farouchement anti-iranienne. Pour le Quai d'Orsay, la priorité est à la lutte contre la prééminence iranienne dans la région. Paris est plus que jamais décidé à endosser le costume de protecteur des intérêts des Arabes (du Golfe) vis-à-vis de l'Iran : sait-on dans quel engrenage cette lubie risque d'entraîner la France à l'avenir ?

7.

Géopolitique des chrétiens d'Orient : faux-semblants et malentendus tragiques

La question des chrétiens d'Orient est un serpent de mer de la géopolitique de l'Occident. Avec le terme même de « chrétiens d'Orient », nous sommes en face d'une forme de représentation du monde qui renvoie à la position hégémonique de l'Occident dans sa vision de la région. Car si on y regarde bien, ces chrétiens n'ont en effet rien d'« orientaux » : le foyer originel du christianisme – le Moyen-Orient – fut plutôt le lieu d'une centralité d'où il se diffusa vers l'Ouest, mais aussi vers l'Est dans les confins de l'Empire perse et même jusqu'en Chine dès avant le premier millénaire. L'actualité de l'été 2014 a braqué les regards sur cette communauté en Irak à l'occasion de la politique d'épuration ethnique à laquelle s'est livré l'État islamique dans la plaine de Ninive, mais il n'est pas sûr que l'Occident ait saisi tous les enjeux de leur présence millénaire dans la région.

Des victimes encombrantes

Depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale, la question du sort des chrétiens d'Orient est restée largement marginale dans les préoccupations des Occidentaux. Depuis que s'étaient instaurés ces régimes « laïcs » dans le monde arabe, régimes qui protégeaient de fait ces communautés, l'Occident s'interdisait toute interférence sur ce sujet, dans un contexte postcolonial tendu où toute

parole en ce sens prenait les apparences d'une intolérable ingérence dans les affaires intérieures d'États désormais affranchis du joug colonial. La sensibilité de la Turquie actuelle quant à la question du génocide arménien vient témoigner de cette défiance envers une Europe pourtant très timide dans ses demandes, mais accusée de manipuler la question à des fins politiques. Il faut bien reconnaître que cette période correspond *a posteriori* à une totale disparition des massacres et exactions dont les communautés chrétiennes étaient régulièrement victimes^[68]. Quoi qu'il en soit, ces régimes assuraient peu ou prou cette mission de protection, en permettant une forme d'intégration politique de ces communautés dans les sociétés arabes et en utilisant leurs relations étroites avec le monde occidental. Le durcissement intervient à la fin du xx^e siècle : l'islamisation rampante des sociétés depuis les années 1980, l'émergence du religieux dans la sphère politique, dont la Révolution iranienne fut le détonateur, commencèrent alors à produire leurs effets. Les communautés chrétiennes se sont senties menacées et leurs inquiétudes ont conduit à une prise de conscience dans certains milieux ecclésiaux en Occident. Mais c'est l'intervention américaine de 2003 en Irak qui a paradoxalement accéléré cette tendance : en livrant le pays à l'anarchie et au chaos suite au démantèlement des structures politico-militaires, les États-Unis ont entraîné un exode des chrétiens d'Irak dont on estime que les 2/3 des effectifs ont quitté le pays en une décennie, passant d'un million à moins de trois cent mille aujourd'hui. Du coup, la question connut à partir de là un regain d'intérêt : commémorations en tous genres, en des lieux symboliques comme ce colloque tenu en 2007 à l'EHESS en partenariat avec l'Institut du monde arabe, avec des intervenants inattendus comme Bernard Kouchner ou Régis Debray. Dans le champ de la recherche universitaire également, le sujet avait suscité un véritable engouement qui a contribué à une perception de l'Orient moins exclusivement centrée sur l'islam. Mais il était trop tard.

Qui sont-ils ?

Les chrétiens d'Orient peuvent être comparés à une galaxie ou, pour emprunter une métaphore géographique, à un archipel. Présents essentiellement sur un territoire qui s'étend de la vallée du Nil aux confins de l'Irak, ils présentent une discontinuité spatiale manifeste qui fait toute la spécificité de leur existence dans la région. Bien que les estimations démographiques soient toujours hasardeuses dans les pays considérés, on peut néanmoins estimer leur nombre total aux

environs de 10 millions, l'Égypte fournissant à elle seule près des trois quarts de l'effectif, avec une population copte estimée à 8 % de la population égyptienne, soit près de 8 millions. Le reste des effectifs se trouve principalement, par ordre décroissant, au Liban (où les chrétiens sont majoritairement catholiques comme en Irak), en Syrie et en Irak où les chrétiens étaient encore plus d'un million en 2003 et ne seraient plus que 300 000 aujourd'hui. En Syrie, selon toute vraisemblance, leur nombre actuel ne dépasse pas 500 000, beaucoup d'entre eux ayant activé leurs réseaux diasporiques au Liban, en Europe et au Canada.

Cette dispersion géographique tient à des facteurs historiques qui expliquent aussi leur extrême diversification culturelle. Entre les membres de l'Église autocéphale copte d'Égypte, les Maronites du Liban, les Assyro-chaldéens d'Irak, il y a certes la foi au Christ, mais ces communautés ont suivi des trajectoires culturelles, historiques très diverses. S'il est une chose qu'il faut poser d'emblée, c'est que ceux que l'on a coutume d'appeler les chrétiens d'Orient sont tout sauf une greffe de l'Occident. Là se trouve sans doute le premier malentendu qui leur coûta si cher par le passé. Ces chrétiens sont indigènes : certains mêmes se revendiquent comme autochtones, c'est-à-dire descendants des peuples qui habitèrent ces régions dès l'Antiquité. Ainsi des Coptes, dont le nom même renvoie aux Égyptiens anciens, ou des Assyriens (ou Chaldéens dans leur version catholique), ces chrétiens d'Irak qui revendiquent leur ascendance antique. Bien qu'ils n'aient jamais fait de leur antériorité par rapport à l'islam un argument irrédentiste, ils se trouvent à chaque fois assimilés à l'Occident, aux Croisés (*Salibiyun*), si bien que chaque intervention en leur faveur est perçue comme une trahison. Quand l'Occident se mobilise pour eux, il prend le risque de les assigner à une place que leur longue histoire dément, celle de supplétifs des appétits impérialistes de l'ouest dans la région. Cette réalité mérite d'être prise en compte au premier abord, car il y a dans les intentions généreuses à leur égard quelque chose qui tient à la fois de l'ignorance et du désastre, en particulier dans certains cercles protestants anglo-saxons.

Paradoxes occidentaux

Le traitement de la question par certains médias pourtant bien intentionnés ne fait que rajouter de la confusion à leur propre positionnement identitaire au sein d'un Moyen-Orient en pleine fièvre aiguë d'islamisme. Ainsi, les présenter comme « descendants directs des premiers chrétiens, qui parlent la langue du Christ » est certes très exotique et très vendeur. Mais c'est passer sur le fait que

dans leur immense majorité, ils sont arabophones, utilisent la langue arabe dans leurs liturgies et qu'ils n'ont eu de cesse d'illustrer la culture arabe, notamment à partir du XIX^e siècle. Même chose avec des expressions telles que « la France soutient depuis des siècles ces peuples » Quelle France ? Celle de François I^{er} et des fameuses « Capitulations » ? Quels peuples ? Alors qu'ils ont été sommés depuis si longtemps de montrer patte blanche, qu'ils ont été à l'origine de la notion d'arabité, que des intellectuels chrétiens furent les inventeurs et les promoteurs du panarabisme, on croit bien faire en les isolant de leur terreau de développement : de telles maladresses ne peuvent que renforcer les persécutions et les stigmatisations, surtout de la part des penseurs et prédicateurs de l'islamisme radical, qui sont pour la plupart originaires du Golfe où l'on ne connaît de présence chrétienne qu'exogène. Il y a un double paradoxe pour l'Occident à s'emparer aujourd'hui de la question des minorités chrétiennes d'Orient. Il est bien loin le temps où pour affaiblir l'Empire Ottoman, l'« homme malade » de l'Europe, les grandes puissances arguaient de la protection des minorités chrétiennes pour s'ingérer dans les affaires de la Sublime Porte. Ainsi les Maronites du Liban furent longtemps les clients de la France selon une tradition qui remonte à François I^{er}. Et la III^e République ne manqua pas de sacrifier à cette coutume lorsqu'elle reçut en mandat le Liban en 1920 : le Haut-Commissaire français fraîchement installé se devait d'assister à la messe du patriarche Maronite à Beyrouth pour commencer sa mission sous les meilleurs auspices. Les Autrichiens eux préféraient soutenir les Grecs catholiques (ou melkites) davantage présents en Syrie mais aussi en Palestine, tandis que la Russie s'appuyait sur les Grecs orthodoxes pour exercer un levier politique dans l'Empire déclinant. Mais à présent, les sociétés occidentales sont largement déchristianisées. Elles se veulent postreligieuses, et même la religiosité des États-Unis, où les valeurs bibliques restent fortement enracinées, n'a pas grand-chose à voir avec le christianisme de ces Églises vénérables, venues du fond des âges et que les missionnaires protestants ont totalement échoué par le passé à convertir^[69]. Tout au plus sont invoquées pour l'occasion, « les racines chrétiennes de l'Europe », terme que nombre de dirigeants européens et notamment français ont pourtant toujours combattu au motif que l'Europe ne pouvait être perçue comme un « club chrétien », mais comme un projet politique inédit et maladivement amnésique. Mais alors pourquoi se porter à leur secours ? Et c'est le second paradoxe. Vu d'Occident, il semble que c'est à travers le même prisme déformant que celui des islamistes que nous considérons la question. La vague de soutien aux chrétiens d'Orient qui a fleuri durant l'été 2014 sur les réseaux sociaux montre une fois de plus combien l'Occident marche sur des œufs dès qu'il s'empare de ce sujet. On se souvient que les djihadistes de l'État

islamique avaient apposé sur les maisons des chrétiens de Mossoul la lettre de l'alphabet arabe *noun* afin de les obliger à partir ou à se convertir. Le *noun* renvoie à *Nassara* qui est l'une des appellations coraniques fréquentes pour désigner les chrétiens, ici assimilés davantage à une secte, celle des Nazaréens. Un terme péjoratif, lourd de sens et qui témoigne d'une forme de culture du mépris face à des croyants dont toute la tradition islamique considère qu'ils ont été abusés et que si Issa (Jésus dans le Coran^[70]) a bien existé, il n'est que le dernier prophète avant Mohammad, sceau des prophètes. D'ailleurs, pour les musulmans, ceux qui affirment qu'il a été crucifié ont été victimes d'une illusion : un autre homme aurait été crucifié à sa place. En réalité, c'est le terme arabe *massihi* (de Massih, Christ) qui constitue la traduction exacte de chrétien.

Reprendre à son compte cette appellation coranique peut se comprendre comme une forme de dialectique visant à s'approprier pour mieux le neutraliser ce symbole discriminatoire mais qui a pour résultat de faire accroire une fois de plus que ces chrétiens sont des intrus au Moyen-Orient. L'opinion qui prédomine – à tort ou à raison – parmi les populations sunnites est que l'Occident ne semble pas s'être mobilisé pour éviter la répression des gouvernements syriens et irakiens à leur encontre, et cette mobilisation soudaine pour les chrétiens (et les Yézidis) ne fait que renforcer l'idée que ces populations sont fondamentalement allogènes. Ainsi s'effectue inconsciemment une convergence étrange entre les présumés victimes de notre empathie pour les minorités et le projet radical de l'État islamique qui vise à purifier et régénérer la région par une homogénéisation culturelle et religieuse, en gros l'expulsion de toute la diversité de ce que l'Orient avait pu encore conserver. À Mossoul, les djihadistes de l'État islamique appliquèrent aux chrétiens le statut coranique de la *dhimma* aux chrétiens, ce qui revient à en faire des citoyens de seconde zone, assujettis à de lourdes taxes. Ce statut vexatoire, inspiré des premiers temps de l'islam, est une invitation très forte à l'exode. À ce titre, la situation des chrétiens dans le royaume saoudien est comparable, toutes choses égales par ailleurs, en ce que toute manifestation extérieure du christianisme est interdite. Paradoxalement, l'Iran, bien qu'étant une république islamique, autorise le culte chrétien, la construction d'édifices religieux, la culture de la vigne et la consommation d'alcool aux chrétiens. Le pays prévoit même une représentation automatique de ces chrétiens (essentiellement arméniens) au sein du parlement. Cela dit, le prosélytisme leur est interdit et les conversions sont proscrites.

Autre paradoxe posé par certaines instances de l'islam en Europe. Le sort des chrétiens en Orient concernerait aussi la présence musulmane en Europe. Certains sont conscients que l'éviction de ces chrétiens amènerait, dans le climat actuel de défiance et de crise économique que connaît l'Europe, à une réaction

épidermique qui consisterait à remettre en cause la présence des musulmans sur le continent à l'aune du sort qui est fait aux chrétiens dans le monde musulman. Fausse symétrie en apparence, dissymétrie même dans la mesure où il est douteux que l'Europe soit encore aussi « chrétienne » que l'Orient est « musulman », mais qui remet au goût du jour cette erreur fondamentale qui consiste à considérer les chrétiens arabes comme des hôtes des pays musulmans.

Cette mobilisation soudaine du monde Occidental a révélé enfin une dernière contradiction qui concerne la dimension spatiale du soutien aux chrétiens d'Orient. Certes, la France s'est mobilisée en faveur d'un pont humanitaire envers les chrétiens d'Irak. Mais lorsqu'il s'agit d'évoquer le sort des chrétiens de Syrie, dont certains villages ont été attaqués, pillés et vidés de leurs habitants ; dont les lieux de culte ont été profanés et incendiés, comme Maaloula en septembre 2013 ou Kassab au printemps 2014, la contradiction est apparue clairement entre la question humanitaire et la nécessaire cohérence d'une diplomatie française qui prit soin de découpler la question irakienne de la question syrienne. En Syrie, les chrétiens sont des suppôts du régime, c'est une affaire entendue. En Irak, ils sont les victimes de l'État islamique.

Rester ou émigrer

Au XIX^e siècle, les chrétiens connurent une certaine croissance démographique, puisqu'en 1914, lorsque le géant turc s'effondra, ils représentaient 20 % de la population de l'Empire, atteignant même 33 % dans les pays de la « Grande Syrie ». Pourquoi une érosion si rapide ? Parce qu'en Irak comme du reste partout au Moyen-Orient, les chrétiens sont des populations particulièrement sensibles à l'insécurité dont la sûreté – d'ailleurs toute relative – n'a souvent dépendu que d'autres communautés comme les Kurdes en Irak, les Druzes au Liban et encore de façon très aléatoire : les Assyriens furent massacrés par les Kurdes à partir de 1915 et les Druzes, à deux reprises, se retournèrent contre les chrétiens, une fois en 1860, l'autre en 1983. Autre raison de cette érosion : ces populations, pour une bonne part, disposent de réseaux à l'étranger qui sont le fruit paradoxal de leur histoire. En effet, elles ont été, dès le XVIII^e siècle, mais avec une nette inflexion au XIX^e siècle, l'objet de toutes les attentions de la part des missions étrangères, en grande partie catholiques mais aussi orthodoxes et protestantes. Les écoles, les universités et les hôpitaux qui subsistent encore, en particulier au Liban, firent beaucoup pour l'ascension sociale de ces chrétiens et la « modernisation » des mentalités. À cet égard, les populations chrétiennes

d'Orient furent les premières à entamer leur transition démographique, c'est-à-dire leur alignement sur un régime moderne, moins fécond, favorisant l'éducation des enfants et leur migration vers des segments socioprofessionnels plus urbains. Il en a résulté la dispersion de ces chrétiens dans les grandes métropoles du Moyen-Orient ainsi qu'un solde démographique défavorable à partir du ^{xx}e siècle. Les puissants réseaux de la diaspora ont fait le reste et il faut reconnaître qu'il est tentant pour les pays d'accueil d'accorder avec facilité des permis de séjour à ces populations, pour la plupart instruites convenablement et qui sont perçues comme un atout économique pour les pays d'accueil. Au-delà de la générosité, il y va aussi, il faut le dire, de l'intérêt bien compris de pays comme la Suède, le Canada ou la France que d'accueillir ces chrétiens. La question de leur maintien sur place, sur ces terres qu'ils habitent depuis deux mille ans est infiniment plus complexe à résoudre sans doute...

En ce début de ^{xxi}e siècle, il faut le dire clairement : demain, un Moyen-Orient sans chrétiens est possible et peut-être, ce qui est pire, dans le berceau lui-même du christianisme que furent le croissant fertile et la région mésopotamienne. Certes, cet avertissement peut apparaître comme une rengaine mais les chiffres sont là : l'Irak, en moins de dix ans, a vu fondre les effectifs des chrétiens. Et beaucoup de chrétiens de Syrie, après six ans de guerre civile, n'attendent plus de retour à la normale. Les plus fortunés ont déjà fait leurs bagages. Les autres suivront. Les chiites de Syrie, aidés par la générosité de l'Iran qui tient à leur maintien sur place, rachètent leurs maisons dans le quartier chrétien de Damas, Bab Touma.

Géopolitique des chrétiens d'Orient

À l'origine, dès 2011 en Syrie, la Russie avait été la première à s'emparer du dossier des chrétiens d'Orient pour justifier en partie sa politique de soutien au gouvernement syrien, mettant en garde contre une déstabilisation politique qui se retournerait assurément contre les minorités syriennes et en particulier les quelque 7 % de chrétiens de Syrie. De ce point de vue, le *soft power* russe s'est avéré payant, tant la dimension historique de l'enracinement chrétien en Syrie a des résonances y compris en Occident. La France, elle, renonçant dans un premier temps à jouer sur la corde traditionnelle de la protection des chrétiens d'Orient, a été rattrapée par l'effarante politique menée par l'État islamique à Mossoul durant l'été 2014. Quand la localité chrétienne de Maaloula a été attaquée par le front *Al-Nosra* en septembre 2013, le Quai d'Orsay avait été pris

de court. Il est vrai que pour certains, les chrétiens de Maaloula étaient ces gens « qui portent des toasts à Bachar » et qui faisaient figurer des portraits des Assad à l'entrée de leur village. Du reste, cette dernière pratique était générale en Syrie, même avant le conflit, et ce quelle que soit la confession des habitants, ainsi que tous les voyageurs ont pu le constater. Et pourtant, nul n'ignorait la particulière vulnérabilité de ces communautés en cas d'effondrement du gouvernement syrien. Mais la « servilité » des chrétiens à l'égard du régime de Bachar el-Assad est une affaire entendue au Quai et leur sort n'entrait pas dans l'équation. Ceci constituait une certitude pour ces mêmes diplomates dont la vie nocturne aurait sans doute été différente lors de leurs séjours à Damas, s'il n'y avait eu *Bab Touma*, le quartier chrétien de Damas et ses *night-clubs* bien connus du personnel de l'ambassade de France. Certes, dans l'ensemble, le clergé chrétien s'est montré loyaliste. Certains responsables ont, sans ambiguïté, affiché leur soutien au gouvernement en place et soutenu certaines de ses initiatives, comme la création d'un ministère de la Réconciliation nationale en juin 2012, placé sous la direction d'Ali Haydar. Mais il faut se garder de juger de l'extérieur. Ces positions loyalistes correspondent à une attitude traditionnelle, celle d'une minorité très sensible historiquement, à l'insécurité qui caractérise son existence en terre d'islam : les chrétiens de Damas ont par exemple encore la mémoire des massacres de... 1860. En cas de partition et d'éclatement territorial de la Syrie ou de l'Irak, il ne faut pas oublier non plus que les chrétiens sont les seuls, contrairement aux Druzes, aux Alaouites ou aux Kurdes, à ne pas disposer d'un « réduit » territorial. En revanche, les vieux réflexes qui sont ceux des situations de guerre civile, avec leurs lots de règlements de comptes, de jalousies et d'anarchie touchent les chrétiens, véritables maillons faibles des sociétés moyen-orientales. L'idéologie islamiste qui imprègne la « révolution » en Syrie est formatée par ses bailleurs de fonds : les monarchies pétrolières du Golfe. Pour autant, il n'y avait pas au début de programme spécifiquement antichrétien porté par l'opposition en Syrie. Les groupes qui espéraient une aide de la part de l'Occident se sont bien gardés de mettre au goût du jour ce type d'agenda. Plus nettement, les représentations religieuses du conflit portent essentiellement sur la rivalité sunnites-chiïtes. Mais plus le temps passe, plus ces chrétiens deviennent des cibles désignées, bien sûr en Irak, mais y compris en Syrie : les prises de position occidentales tardives et surtout inefficaces devraient accélérer encore cette tendance. Alors que les chrétiens d'Irak deviennent des victimes à protéger, les chancelleries occidentales n'ont pas encore résolu le dilemme des chrétiens de Syrie. Sauver les chrétiens d'Irak, l'affaire est entendue à grand renfort de groupes parlementaires, de solidarité, de meetings. Mais les chrétiens de Syrie restent désespérément l'angle mort du sursaut de solidarité envers les chrétiens

d'Orient. Ces derniers sont accusés d'attentisme, voire de complicité avec un régime diabolisé depuis les débuts du conflit. Mais qu'attendre d'autre de la part de populations minoritaires ? Populations incapables de se défendre efficacement, comme l'a prouvé la fuite immédiate de tous les habitants de Maaloula lors de l'attaque du village en septembre 2013. Fallait-il qu'ils prennent les armes contre un pouvoir dictatorial en mars 2011 ou même avant ? qu'ils émigrent pour refuser l'arbitraire ? Installés dans nos certitudes occidentales, nous summons ces chrétiens d'être des héros. En somme, l'Occident postchrétien voudrait que les chrétiens de Syrie soient en quelque sorte, conformes à l'Évangile, c'est-à-dire « le sel de la Terre et la Lumière du monde ». Étrange hommage de la modernité rationaliste aux chrétiens d'Orient.

8.

Vaincre l'État islamique et après ?

La route de Raqqa passe par Mossoul

Alors que le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, évoquait avec optimisme l'année 2016 comme celle de la fin de l'État islamique et que les efforts militaires se concentrent sur son cœur mésopotamien, la recomposition de la région qui est en cours annonce des années de soubresauts violents. Une chose est sûre : la question syrienne, le nationalisme kurde, le borbier irakien et l'empire perse sont là pour des décennies. La reprise de Palmyre et les opérations en cours pour déloger l'État islamique de son fief mésopotamien, entre Mossoul et Raqqa, en marquent les premières étapes. Prenons soin cependant de distinguer les choses et surtout de découpler les dossiers syrien et irakien.

À Palmyre, il faut distinguer d'abord ce qui fut une opération avant tout symbolique quoique tactiquement menée avec beaucoup de moyens et une coordination remarquable du point de vue militaire entre forces syriennes, iraniennes et russes. On notera également qu'à Palmyre, les États-Unis ont frappé discrètement et très modestement durant les opérations russo-syriennes, ainsi qu'en attestera un communiqué du CENTCOM pour la journée du 24 mars 2016. L'État islamique, coupé depuis quelques semaines de ses lignes d'approvisionnement vers le nord n'a eu d'autre choix que de se replier plus à l'Est vers l'Euphrate. Étant donné les densités urbaines des zones tenues à Raqqa et Mossoul, il est évident que le scénario ne pouvait être le même : la dissimulation des centres opérationnels ou de commandement dans le tissu

urbain ne pouvait que donner les « dommages collatéraux » inévitables à ce type d'opération, mais qui sont devenues le principal problème des guerres modernes à l'heure de la société de l'information. Ajoutons que l'usage massif et très poussé de la communication informationnelle, à base d'intoxication ou d'images chocs, est une partition dont sait jouer à merveille l'organisation terroriste.

L'issue de ces batailles n'aura sans doute pas les mêmes conséquences de part et d'autre de la frontière syro-irakienne cependant. À cet égard, il est nécessaire de découpler géographiquement la question politique qui se posera inévitablement pour les Arabes sunnites. On se souvient que Mossoul fut prise en moins de quatre jours durant le mois de juin 2014 par une organisation qui disposait de nombreux soutiens au sein même de la ville. L'armée irakienne, peu aguerrie et surtout prisonnière des choix politiques désastreux du gouvernement al-Maliki, apparut comme une armée d'occupation face à des sunnites qui, depuis 2003, furent non seulement les grands perdants des décisions américaines mais aussi les victimes du sectarisme des nouveaux dirigeants irakiens, désireux de se venger de près de soixante-dix ans d'humiliations et de massacres à l'encontre de la majorité chiite. Même les forces sunnites baptisées Sahwa, au nombre de 90 000 combattants, qui avait été associées dès 2006 par les Américains à la lutte contre les djihadistes, furent neutralisées par le gouvernement central chiite qui n'a jamais eu confiance en leur loyauté. Mais comme le rappelle Pierre-Jean Luizard^[71], les tribus sunnites ont gravité durant toutes ces années par opportunisme entre Al-Qaïda, l'État islamique et le gouvernement central au gré de leurs intérêts à court terme, en particulier financiers. À Mossoul, l'État islamique n'a pas eu besoin d'instaurer une dictature obscurantiste comme on se plaît par sensationnalisme à l'imaginer depuis l'Occident, à grand renfort d'informations spectaculaires. Certes, les exécutions publiques sont légion, la police de la charia existe bien, mais le véritable ordre est assuré par la notabilité préexistante des clans sunnites, à condition de se conformer a minima aux règles austères de Daech : nul doute que les populations y trouvent leur compte tant que les besoins vitaux sont assurés et dans la mesure où la relative probité de ceux qui sont chargés de faire régner cet ordre tranche furieusement avec la situation précédente de corruption généralisée. Bien entendu, pour cela, encore faut-il être sunnite : l'exode forcé des chrétiens de Mossoul et des autres minorités fut la résultante tragique de cette prise de contrôle de Mossoul. Enfin du point de vue éthique, cet ordre prétendument « juste », entaché de violations flagrantes de la dignité humaine (déportations, exécutions, esclavagisme) est semble-t-il accepté par les populations qui avaient plus que tout un besoin de revanche à assouvir. Beaucoup d'experts invoquent pourtant l'injustice faite aux sunnites dans leur globalité, en expliquant que l'État islamique est venu leur redonner leur dignité.

Mais ce discours simplifie à outrance les alternatives dont disposerait la minorité sunnite d'Irak. Certes la volatilité de la loyauté des clans sunnites, leur situation qu'il faut considérer à l'aune de la longue histoire, où ils se comportèrent souvent en bourreaux à l'égard de leurs maîtres d'aujourd'hui, ne leur méritent pas la marginalisation dont ils font l'objet. Mais ces facteurs ne peuvent être négligés à l'heure où la compassion victimaire les fait passer de façon binaire pour des opprimés. Ce qui est sûr c'est que les retours de balanciers tragiques sont le fruit de l'histoire et de la complexité d'une région où les États n'ont toujours été considérés que comme des structures oppressives, la longue expérience ottomane ayant laissé des traces indélébiles dans la mémoire arabe. Mais imaginer reconstruire un État irakien sur des bases légitimes et représentatives relève de la gageure. Ce qu'il faut à l'Irak, c'est peut-être déjà un État tout court, qui assure ses missions régaliennes *a minima*. Le problème de l'État islamique en Irak est qu'il est en quelque sorte chez lui et que sa présence est vue comme légitime par nombre d'Arabes sunnites.

Il en est tout autrement de la Syrie, où Raqqa a été prise à l'issue d'un véritable assaut tactique contre les forces gouvernementales présentes dans la ville et menées d'abord par des unités de ce qu'on croyait être à l'origine la « rébellion modérée » de l'armée syrienne Libre, mais en réalité par *Al-Nosra* (Al-Qaïda) qui à l'époque travaillait en collaboration avec l'EIL qui deviendra ensuite l'EI. Comme le coucou dans un nid, l'organisation d'al-Baghdadi finira par éliminer tous ses rivaux mais devra attendre la prise de la base de Tabqa le 24 août 2014 pour installer sa capitale et pouvoir affirmer le contrôle de la totalité de la province administrative. La libération de Raqqa ne peut donc être perçue que comme le rétablissement de l'autorité étatique, quand bien même les forces kurdes, la Russie et les milices iraniennes auront participé à l'opération.

Le scénario de la deuxième guerre de Tchétchénie semble constituer un modèle de ce qui pourrait advenir dans les prochains mois. À cet égard, la Syrie n'est pas l'Irak. La majorité sunnite de la population n'est pas d'un bloc contre le pouvoir central qui a su depuis longtemps faire de la bourgeoisie sunnite une clientèle intégrée dans le jeu politique. L'« alouitisation » de l'administration, renforcée depuis les débuts du conflit, est un fait mais est restée sans commune mesure avec les erreurs et la politique anti-sunnite du gouvernement al-Maliki en Irak, lui-même contesté par sa clientèle traditionnelle chiite. La politique menée par le gouvernement syrien vise en effet à « renationaliser » la lutte, en profitant de la lassitude de certains rebelles et passe par la dénonciation des « étrangers » djihadistes qui combattent en Syrie. Nul doute que des conférences sur le format d'Astana en janvier 2017 auront lieu dans les mois à venir : mais la rebellion manque cruellement de cadres et de légitimités tribale ou clanique.

Le problème se pose de la même façon pour les voisins de la Syrie et même l'Europe. La priorité est à l'éradication de l'État islamique certes, alors que se profilent des batailles sanglantes dans la vallée de l'Euphrate. Mais que faire de tous ces combattants étrangers ? Les pays émetteurs comme la France, la Tunisie ou l'Arabie saoudite devront alors s'attendre à une vague de retour qu'il sera extrêmement difficile de contrôler. Plus sûrement, l'essaim des djihadistes se déplacera sur un autre sanctuaire, probablement africain dont la Libye et le Sinaï offrent déjà les garanties en termes d'impunité et de réseaux. Au niveau local, pour certains combattants syriens et les civils qui soutiennent la politique de l'État islamique, il faudra en passer par une politique de main tendue, avec attributions de places politiques ou économiques en échange de leur inclusion dans le nouveau système. Une fois de plus, le clientélisme vient en renfort du politique. Tout cela aura un coût financier évidemment et politique assurément. Mais le problème est aussi géopolitique : comment penser que le salafisme wahhabite, qui a connu un déploiement conceptuel massif grâce à l'argent des pétrodollars et la constitution d'un réseau mondial de relais sous-forme d'ONG, d'écoles et de mosquées, présentes en Afrique, dans les Balkans, en Asie et en Europe pourra cesser d'influencer l'islam global sans une remise en cause théologique et politique de la part de ces mêmes États qui l'ont instrumentalisé et qui commencent à en subir les effets « Frankenstein » ? C'est en premier lieu vers l'Arabie saoudite que se portent les regards critiques, y compris – chose impensable encore ces dernières années – de la part de l'administration américaine. Mais la Turquie elle-même devra être confrontée au même questionnement étant donné son rôle actif dans l'instrumentalisation du salafisme en Syrie face au nationalisme kurde.

Vers un Moyen-Orient post étatique

De nouvelles légitimités politiques ont déjà émergé, d'autant plus légitimes qu'elles ont pris part au combat militaire. La violence mettra des années à s'estomper tant la circulation des armes et des combattants ont été intenses. Elle renvoie évidemment, comme au Liban, au monopole de la violence légitime par l'État. La région entière n'échappe pas à cette tendance historique lourde de destruction et d'affaiblissement du paradigme étatique. Difficile d'imaginer que de nouvelles structures étatiques arbitrales puissent émerger pour les collectivités humaines dans leur globalité : l'« entrepreneuriat milicien » qui avait caractérisé la longue guerre civile libanaise paraît devoir s'imposer au moins à court terme

comme le paradigme principal de ces pays. La même analyse qu'au Liban doit s'appliquer ici : le biais qui a longtemps empêché de comprendre ce qu'était la guerre civile libanaise a été ce que Georges Corm a appelé « la rationalisation de la violence » par les observateurs locaux ou internationaux. Au Moyen-Orient, les conflits ont tendance à être lus comme rationnels, c'est-à-dire qu'ils obéiraient à des logiques en tous genres, essentiellement religieuses et politiques mais jamais mafieuses ni féodales : sunnites contre chiites, « islamo-progressistes » contre conservateurs chrétiens durant la guerre du Liban, islamistes contre laïcs, djihadistes contre rebelles modérés, civilisation contre barbarie. Cette vision a l'avantage de conforter les logiques politiques locales, d'y impliquer à l'occasion les puissances voisines, enfin de permettre l'afflux d'armes et de susciter l'enthousiasme des volontaires nécessaires à la boucherie générale. La violence dont les civils font essentiellement les frais, les nombreuses tueries de masse qui reçoivent le nom générique de « massacres » viennent ainsi accréditer et renforcer les sentiments des uns et des autres, sommés de choisir et surtout de rejoindre leur camp, où ils deviennent ainsi les obligés et les clients d'un système au fonctionnement féodal. Les ressources douanières aux frontières, les barrages informels et *check points* rapportent gros, tandis que se diffuse une privatisation de la sécurité, marché lucratif qu'auto-entretiennent les différentes forces en présence. Le trafic de drogue, de pétrole ou de coton devient un moyen privilégié de financement des différentes milices en plus des taxes et impôts levés sur les territoires dont ils s'assurent le contrôle. Comme durant la guerre du Liban, les forces en présence et leurs milices constituent un puissant outil de promotion sociale d'autant plus rapide que le niveau de violence imposé est grand : de véritables fortunes peuvent s'édifier, en attendant les honneurs politiques à la fin des hostilités... Au Liban en tout cas, depuis 1990 et les accords de Taëf qui mirent fin à la guerre civile, ce sont les seigneurs de la guerre d'antan qui se sont maintenus et continuent de monopoliser à leur profit les dividendes de la guerre. En Syrie, le modèle politique unitaire a été profondément ébranlé par la crise. Après l'abrogation de la loi d'urgence en 2011, la fin du parti unique en 2012, on voit mal ce qui pourra subsister du dessein de Michel Aflaq : les circonstances voient déjà de fait la Syrie se « cantonner » en zones individualisées, parfois à base ethnico-religieuse, dans un contexte de violence de basse intensité. La Syrie est-elle gouvernable dans un contexte d'autonomies locales ? En réalité, le *baasisme* est déjà mort. Au sein même de l'appareil politique gouvernemental comme chez les rebelles, ce sont ceux qui auront entretenu une force militaire qui exerceront les responsabilités dans la Syrie de demain. La possibilité qu'émerge un réduit, en partie littoral, partant de la province de Lattaquié jusqu'aux frontières de la Jordanie n'est pas

seulement certaine : elle est d'ores et déjà avérée. Le contrôle des axes vitaux et les transferts de populations font de cet ensemble nouveau le cœur de la Syrie de demain, avec ses énormes besoins en termes d'infrastructures numériques, de production électrique et de réseaux d'approvisionnement, notamment énergétiques, qui devront trouver d'autres voies sécurisées : à cet égard, les sociétés étrangères, dont Gazprom, qui lorgnent sur les réserves de gaz *offshore* en Méditerranée orientale font sans doute un bon calcul tant les besoins seront immenses sur un territoire qui regroupe à présent près d'un tiers d'habitants supplémentaires. L'adaptation économique du modèle aux conditions drastiques de la guerre a déjà eu lieu et perdurera selon les mêmes logiques y compris si l'intensité du conflit s'atténue.

L'échec américain : erreurs ou stratégie délibérée ?

Il est une chose sur laquelle s'accordent tous les analystes du conflit syrien : la politique d'Obama a été un échec complet en Syrie. Pour les tenants du droit d'ingérence et de l'interventionnisme, la timidité du président américain a empêché que Bachar el-Assad ne chute rapidement, notamment lorsqu'il existait une possibilité de frapper les forces syriennes en septembre 2013 et que cette occasion fut refusée par Obama. Ceux qui tiennent ce discours, membres ou soutiens de l'opposition syrienne en exil, n'hésitent pas à dire que la responsabilité morale de l'ancien président serait même engagée. Par ses hésitations, ses atermoiements, il aurait permis en quelque sorte le maintien au pouvoir d'Assad et prolongé le conflit. Mais faut-il incriminer Obama uniquement ? Lancé au début de l'année 2015 par les États-Unis, le programme de formation et d'équipement du Pentagone, doté de 500 millions de dollars, devait concerner environ 5 000 rebelles syriens par an pour combattre en Syrie le groupe État islamique. « Le Pentagone reconnut en septembre que seuls 4 ou 5 de ses recrues combattaient toujours l'EI ; quelques jours plus tard, 70 d'entre eux « firent défection » pour rejoindre *Jabhat Al-Nosra* juste après avoir franchi la frontière syrienne⁽⁷²⁾. » À 100 millions de dollars le combattant, l'Amérique inventait ainsi le soldat le plus cher de l'histoire de la guerre... L'élection de Donald Trump en novembre 2016 aura une conséquence immédiate : la fin du soutien militaire et politique de l'Amérique à l'opposition syrienne. Car malgré le fiasco du programme évoqué, les livraisons d'armes se sont poursuivies. En ce sens la nouvelle administration mettra en œuvre ce qu'Obama n'avait pu faire faute d'avoir tranché entre les différentes options présentées par l'appareil

militaro-sécuritaire. Le président ne pouvait pas ne pas être au courant des rapports transmis par le général Michael « Mike » Flynn, qui fut directeur de la DIA, l'Agence de renseignement du ministère de la Défense de 2012 à 2014 avant de devenir un proche conseiller de Donald Trump. Durant les deux années passées à la tête de l'Agence fédérale, Flynn n'eut de cesse que de mettre en garde contre la domination des djihadistes au sein de la rébellion et de la responsabilité de la Turquie dans le soutien à *Jabhat Al-Nosra* puis à l'État islamique. Plus généralement, pour une grande partie de l'État-major interarmes américain, le départ d'Assad ne pouvait être un préalable dans la mesure où il n'existait aucun « plan B » pour le remplacer. Cela dit, Obama lui-même a toujours entretenu une relation ambivalente avec le Moyen-Orient et le monde arabo-musulman. Bien qu'issu d'une famille de culture musulmane par son père, portant lui-même un prénom arabe, le président américain était pourtant porteur des représentations américaines classiques sur le monde musulman. En d'autres termes, une vision lointaine, naïve (comme l'a démontré le discours du Caire de 2009, entre bons sentiments et erreurs d'appréciation). Les États-Unis, dans leur histoire, n'ont été que rarement confrontés à cet Autre (le premier arabe arrivé sur le sol américain au milieu du XIX^e siècle était très probablement un syro-libanais chrétien) et leur géographie insulaire les met à bonne distance des soubresauts de ce monde.

Mais sur un plan personnel, la méfiance est de mise pour Obama qui s'en était ouvert à plusieurs reprises avec le journaliste Jeffrey Goldberg dans un article d'avril 2016, « The Obama Doctrine » paru dans *The Atlantic*. Obama s'y révélait particulièrement dur envers le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, affirmant que tant qu'il serait au pouvoir, l'espoir de voir se constituer un jour un véritable État Palestinien resterait vain. Concernant la Syrie, le président américain, qui avait pourtant défini une « ligne rouge » dans le conflit, s'y vantait de n'être pas intervenu suite à l'attaque chimique d'août 2013 (« j'en suis fier »). Plus loin, il laissait transparaître sa lassitude à l'endroit des alliés régionaux de Washington, Arabie saoudite en tête, qualifiés de *free riders* (resquilleurs), les accusant d'utiliser les États-Unis pour mener leurs guerres confessionnelles. À la question : « Les Saoudiens sont-ils vos amis ? » « C'est compliqué », répondait Barack Obama, qui s'est mis à dos le royaume saoudien, mais aussi Israël, en décidant de conclure l'accord nucléaire avec l'Iran. Un Obama réaliste donc, qui qualifiait l'intervention en Libye menée principalement par les Européens de *shit show* et y décrivait François Hollande comme l'un des plus âpres va-t'en guerre de tous les dirigeants occidentaux.

La responsabilité américaine dans le conflit réside plutôt dans l'influence démesurée qu'exercent les groupes de pressions financés par les pays du Golfe, à

travers divers *think-tanks*, comme la Brookings Institution ou par le biais de fondations, au premier chef desquelles la Fondation Clinton qui fut généreusement abondée par l'Arabie saoudite en particulier. C'est là sans doute l'erreur et la responsabilité d'Obama : avoir laissé Hillary Clinton faire des promesses aux « amis de la Syrie », alors même qu'il était incapable de les tenir si tant est qu'il en ait même eu la volonté. En toute connaissance de cause, Washington a laissé faire ses alliés – Saoudiens et Turcs – déployer leurs propres agendas radicaux dans la région, participant de fait à la déstabilisation de l'ensemble du Moyen-Orient. Le calcul de certains cercles outre-Atlantique fut de considérer qu'une démocratisation immédiate de la région (et la dimension islamiste de l'insurrection syrienne fut rapidement reconnue comme telle) était impossible et qu'Assad valait toujours mieux que les Frères musulmans en Syrie. Mais le conflit en Syrie avait au moins un avantage : celui d'épuiser sur le moyen terme l'Iran et la Russie qui mobiliseraient des ressources colossales pour maintenir leur influence dans la région. La confessionnalisation du conflit, le sort de millions de civils et le risque terroriste ne pouvaient concerner l'Amérique que de façon très lointaine. Un héritage que l'administration Trump devra assumer au prix de douloureux arbitrages...

Djihadistes : le cauchemar du retour

Avec l'élimination du sanctuaire mésopotamien de l'État islamique se pose évidemment la question des milliers de djihadistes qui tenteront de rentrer dans leur patrie d'origine. Cela concerne en premier chef l'Europe dont les contingents présents sur place sont considérables. Pour penser le phénomène, il faut avoir présent à l'esprit le caractère hybride du terrorisme islamiste : la criminalité ou la marginalité sociale, nourrie de discours tiers-mondiste, alimentées par une « islamophobie » qui vient donner une onction victimaire à la démarche, n'a pas besoin du retour des mercenaires du djihad pour faire des émules sur le sol européen. Il faudra à coup sûr compter sur les deux sources, interne et externe, pour faire de la fin du Califat un moment douloureux pour les pays européens. Plus inquiétant, de la même façon que la proclamation du Califat fut un acte hautement eschatologique, la fin de l'État islamique sera apocalyptique : l'hypothèse de la préparation ou de la survenue de « bombes sales » ou d'attentats chimiques est hautement probable. Enfin, il ne faudra pas oublier que la focalisation sur l'État islamique a laissé prospérer et s'enraciner au nord de la Syrie une proto-administration sous la houlette de *Fatah al-Sham*, filiale d'Al-

Qaïda^[73]. Fin janvier 2017 naissait l'Organisation de Libération du Sham, coalition entièrement djihadiste incluant plusieurs groupes autrefois soutenus et financés par Washington comme Harakat Nourreddine al-Zinki. Dans la province d'Idlib, conquise grâce à la complicité de la Turquie, les manuels scolaires font l'apologie d'Oussama Ben Laden et la sharia est appliquée prudemment mais progressivement. Qui est capable de dire que cette organisation ne frappera pas à l'extérieur un jour ? Cette préoccupation est également celle de la Russie mais aussi de la Chine. Aux prises avec une rébellion islamiste au Xinjiang, Pékin suit le dossier syrien avec attention dans la mesure où la Turquie d'Erdogan a aussi joué la carte des Ouïghours, populations turcophones de Chine, contre Assad. Le 30 août 2016, un attentat suicide était perpétré contre l'ambassade de Chine à Bichkek au Kirghizistan, vraisemblablement commandité de la Syrie où se trouvent plusieurs milliers de djihadistes du Parti islamique du Turkestan et leurs familles. Le PIT est clairement affilié à *Fatah al-Sham*, nouveau nom de la franchise d'Al-Qaïda en Syrie. De fait, des conseillers militaires chinois sont présents en Syrie et l'armée syrienne utilise des systèmes d'armes chinois. La Chine qui fournit déjà le drone de combat CH-4 à l'armée irakienne a les moyens de s'impliquer davantage en Syrie, d'autant qu'elle s'inquiète des armes que possède le TIP : missiles TOW, Grad et drones qui servirent notamment à filmer les attentats suicides menés par les djihadistes Ouïghours à Alep à l'automne 2016. Tout dépendra des États-Unis et de l'attitude de la Turquie : si ces derniers décident d'autoriser la constitution d'un sanctuaire salafiste au nord de la Syrie, incluant les éléments du TIP, cela sera perçu comme une ligne rouge appelant à une implication croissante des Chinois. Pour les Russes comme pour la Chine, une nouvelle base opérationnelle d'Al-Qaïda en Syrie, bien financée, est perçue comme une menace capable de déstabiliser le Caucase et surtout l'Asie centrale que les deux puissances tentent de structurer autour de l'Organisation de Coopération de Shanghai.

Enfin, Turquie, Arabie Saoudite, Qatar sont les trois pays qui partagent à des degrés divers la responsabilité de la montée de l'extrémisme musulman et du salafisme au niveau régional pour la Turquie et mondial pour les pays du Golfe. Prétendre venir à bout du terrorisme islamiste, qui n'est qu'un moyen et un symptôme, sans s'attaquer aux racines idéologiques du wahhabisme, diffusé à coups de milliards de dollars depuis quarante ans est illusoire. La prise de conscience de cette réalité est assez avancée en France : le juge anti-terroriste Marc Trevidic, nombre d'auteurs et de journalistes cités dans ce livre. Même les politiques semblent s'y mettre. Prétendre éradiquer le terrorisme suppose aussi agir sur ceux qui l'inspirent et l'entretiennent. Tant que ces États feront du salafisme un produit d'exportation et un instrument de *soft power* pour s'imposer,

la violence terroriste, décuplée par la mise en réseau du monde et l'immensité du web, ne pourra que perdurer. Le combat culturel et idéologique sera long à mener.

Notes

Introduction

^[1] Le 27 novembre 2015, dans la cour de l'hôtel national des Invalides, cérémonie durant laquelle Yael Naïm, Camélia Jordana et Nolwenn Leroy interprétèrent *Quand on n'a que l'amour*, de Jacques Brel, tandis que les portraits des victimes étaient projetés sur un fond noir. La cantatrice Natalie Dessay interpréta *Perlimpinpin*, de Barbara. « Car un enfant qui meurt au bout de vos fusils est un enfant qui meurt », se désespère Barbara dans cette chanson de 1972. Elle y célèbre le goût de vivre et la tendresse face à l'obscurantisme », d'après le site *franceinfo*.

^[2] <http://souriahouria.com/demande-douverture-dune-enquete-suite-a-lemission-un-oeil-sur-la-planete-du-18-fevrier-2016-sur-la-syrie/>

^[3] Un avocat, historien militaire à ses heures perdues ou une « chercheuse en projets interculturels » belge, tous deux reconnaissant n'avoir jamais mis les pieds en Syrie...

^[4] Le 22 septembre 2016, le CSA déboute la LDH en estimant que « le reportage, pris dans son ensemble, ne faisait pas apparaître de manquement de la chaîne à ses obligations en matière de droits et libertés. » <http://www.csa.fr/Espace-juridique/Decisions-du-CSA/Reportage-Syrie-le-grand-aveuglement-sur-France-2-reponse-au-plaignant>

^[5] La propagande salafiste utilise couramment le terme de *rawafidhs* (renégats) pour désigner les chiites.

^[6] Syrie, *Pourquoi l'Occident s'est trompé*, Le Rocher, 2014, 2^e édition 2016.

^[7] *Théorie du partisan*, 1962.

1. Six ans de conflit et d'erreurs

^[8] Les journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot rapportent ainsi que « le Qatar et l'Arabie saoudite infiltraient des agents stipendiés, des encadreurs professionnels que nos agents de la DGSE connaissaient. Laurent Fabius savait tout cela. Mais il restait droit dans ses bottes [...] Il ne cessait de dire : on ne tape pas assez dur, on ne tape pas assez fort (sur Assad) », *Nos très chers émirs*, Michel Lafon, 2016, p. 170. « Les dirigeants français n'ignoraient rien ou presque du jeu saoudo-qatarien en Syrie ; mais celui-ci paraissait marginal par rapport à l'objectif de faire chuter Assad. » (p. 173).

^[9] Sur Europe 1, le 12 octobre 2016, J. M. Ayrault déclarait : « les Russes ne visent pas les djihadistes à Alep », Alep qui selon lui compterait 250 000 habitants, contre 1 million si l'on inclut la partie tenue par les forces gouvernementales.

^[10] Notamment le célèbre hadith *sahîh* de Muslim, *Kitâb al-fitan wa-ashrât al-Sâ`a, Bâb fî fath al-Qustantîniyya wa-khurûj al-Dajjâl wa nuzûl ʾÎsâ b. Maryam*, (hadîth n° 7312, p. 1073, ed. Dâr Sâdir, Beyrouth) : « Quand ils arriveront en Syrie, Satan sortira contre eux. Tandis qu'ils se prépareront à le combattre et serreront les rangs, voilà que viendra le temps de la prière. Alors Jésus fils de Marie descendra [du ciel] pour diriger la prière. Quand l'ennemi de Dieu le verra, il se dissoudra comme le sel dans l'eau. Et s'il le laissait aller, il se dissoudrait jusqu'à disparaître. Mais Dieu le tuera de la main de Jésus et leur montrera son sang sur la pointe de sa lance. »

^[11] Voir à cet égard Jeffrey Goldberg dans un article remarqué d'avril 2016 dans *The Atlantic* intitulé « The Obama Doctrine ».

^[12] Sur le double jeu du Qatar au Mali, voir Christian Chesnot, Georges Malbrunot, p. 161.

^[13] Voir chapitre suivant.

^[14] Marcel Gauchet, *Comprendre le Mal français*, Stock, 2015, p. 158.

^[15] Christian Malis, *Guerre et stratégie* au ^{xxi}e siècle, 2014, Fayard.

^[16] Michel Goya, « Non tout n'a pas été mis en œuvre pour détruire Daech », *Huffington Post*, 12 novembre 2016.

^[17] Voir à ce sujet de Régis Le Sommier, *Daesh, l'Histoire*, La Martinière, 2016.

^[18] Lubomír Zaorálek, ministre des Affaires étrangères, sur le site officiel du ministère.

^[19] Voir à ce sujet l'excellent livre de Juan Branco, *L'ordre et le Monde, critique de la Cour Pénale internationale*, Fayard, 2016.

2. « Survivre c'est vaincre » : l'État syrien à l'épreuve de la guerre

^[20] <http://www.mediapart.fr/journal/international/200316/au-tchad-la-france-est-prete-toutes-les-compromissions-pour-eviter-le-chaos>

^[21] Frédéric Pichon, « Damas, vitrine de la normalité d'un pays en crise », *Cahiers de l'Orient*, n° 117, hiver 2014.

^[22] Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1962.

^[23] Entretien avec l'auteur le 12 juillet 2016.

^[24] Terme péjoratif désignant les Alaouites et utilisé encore exclusivement pour les désigner par les salafistes et les djihadistes.

^[25] Notion développée par Ibn Khaldoun (1332-1406) et qui désigne une sorte d'esprit de corps ou de communauté d'intérêt.

^[26] Formant avec des partis alliés le Front national progressiste, aujourd'hui remplacé par l'Union nationale.

^[27] Voir plus loin.

^[28] Rifaat el-Assad fut à la tête d'un groupe paramilitaire nommé *Saraya al-Difaa* (compagnies de défense). Il a ensuite dû prendre ensuite le large moyennant finances afin de ne pas menacer le pouvoir de son frère.

^[29] Entretien de l'auteur avec Fayçal al Maqdad, vice-ministre des Affaires étrangères, 13 juillet 2016.

3. Nos erreurs face à l'État islamique

^[30] Voir à ce propos Pierre-Jean Luizard, *Le piège Daech, l'État islamique ou le retour de l'histoire*, La Découverte, 2015.

^[31] Joby Warrick, *Sous le drapeau noir, enquête sur Daesh*, Cherche Midi, 2016, p. 161.

^[32] Le « Bilad el-Cham » (pays de Cham) correspond globalement au territoire syrien actuel et parfois à son prolongement palestinien. En arabe dialectal, le terme sert aussi à désigner la ville de Damas.

^[33] Voir à ce sujet Adrien Candiard, *Comprendre l'islam ou plutôt pourquoi on n'y comprend rien*, Champs Flammarion, 2016.

^[34] Voir à ce sujet l'ouvrage de Pierre Conesa, *Dr Saoud et M. Djihad : la diplomatie religieuse de l'Arabie*

saoudite, Robert Laffont, 2016. « *Le salafisme enseigné dans les universités et les madrasas wahhabites de la planète est le moteur idéologique qui continuera à tourner au-delà de la disparition de l'État islamique si on ne l'arrête pas* » (p. 21). Selon l'auteur, les sommes dépensées par l'Arabie saoudite pour sa « diplomatie religieuse » se monteraient à 8 milliards de dollars par an.

^[35] Abou Mousab al-Zarqaoui par exemple, considéré comme le véritable fondateur de l'État islamique, était de nationalité jordanienne et fut libéré en 1999 à la suite d'une amnistie du roi Abdallah, bien qu'ayant été condamné à 15 ans de prison pour terrorisme. Quant à Abou Bakr al-Baghdadi, les seules geôles qu'il ait connues sont celles du camp Bucca, mis en place par les États-Unis après l'invasion de l'Irak et dont il fut libéré aussi.

^[36] John R. Bolton, « To Defeat ISIS, Create a Sunni State », *NYTimes.com*, 25 novembre 2015. À noter que ce fervent partisan de la guerre en Irak est à présent l'un des conseillers diplomatiques de Donald Trump les plus en vue...

^[37] Georges Corm, *Liban, les guerres de l'Europe et de l'Orient*, Folio, 1992.

^[38] *When asked to select their principal source of identity from among the following choices : my country, being Arab, my religion, my family or tribe, or the region I am from, millennials in all countries surveyed place country, being Arab, and religion among the top three. Everywhere but Egypt and Bahrain, the respondent's country and "being Arab" are the two principal identifiers, while religion is most important in Egypt and Bahrain. "My country" is the top choice for majorities in Morocco (59 %) and Palestine (50 %), and for 35 % in Kuwait, as well as the second most frequently selected choice in Egypt (43 %), Saudi Arabia (35 %), Bahrain (31 %), and UAE (14 %). "Being Arab" is the top choice for majorities in UAE (66 %) and Jordan (56 %), as well as for 38 % in Saudi Arabia and 35 % in Kuwait, and the second place source of identity in Morocco (21 %). Young Egyptians are least likely to say being Arab is a principal source of identity (5 %). Pluralities in Egypt (49 %) and Bahrain (42 %) choose "my religion" as their principal source of identity, with about one in five respondents in Saudi Arabia, Kuwait (19 % each), and Palestine (17 %) agreeing. Familial and tribal affiliation is noted as a principal source of identity by 12 % of Palestinian millennials, 10 % of Kuwaitis, and 10 % of Jordanians, and fewer respondents in the other countries surveyed. Region is the least cited source of identity across the board.' Zogby Research Services et Tabah Foundation, « Muslim Millennial Attitudes on Religion & Religious Leadership » Arab World, janvier 2016.*

4. La Russie et l'Iran dans le grand jeu syrien

^[39] Max Weber, *Le Savant et le Politique*, 1959 pour l'édition française.

^[40] Rappelons qu'en février 2012, Alain Juppé avait parlé de « tâche morale » pour qualifier la position russe sur le dossier syrien.

^[41] La charte de la coalition comportait 10 points parmi lesquels : 2/Les parties signataires ont pour objectif commun de renverser le régime, ses bases et ses symboles, démanteler les appareils sécuritaires et déférer en justice ceux qui ont été impliqués dans les crimes commis contre les Syriens. 3/La Coalition s'engage à n'engager ni dialogue, ni négociation avec le régime.

^[42] On notera en revanche la vétusté de l'outil aéronaval russe, dont l'unique porte-aéronef, l'*Amiral Kouznetsov*, ne permet pas de projeter efficacement ses avions, faute de catapulte.

^[43] La Russie a notamment recours à des sociétés militaires privées comme WAGNER qui opéra notamment à Palmyre au printemps 2016, ce qui permet aussi de limiter les pertes officielles.

^[44] Entretien avec un responsable du ministère syrien des Affaires étrangères qui a requis l'anonymat. Il ajoutait d'ailleurs que les groupes armés avaient davantage confiance dans l'immunité garantie par les Russes que dans celle promise par les commissions de « réconciliation » instaurées par le gouvernement syrien...

^[45] Il faut rappeler que les chiites sont moins de 400 000 en Syrie. À Damas se trouve les sanctuaires de deux des filles d'Ali, Sayyida Zainab et Sayyida Rokaya mais aussi la mosquée dite des Omeiades, dynastie

qui lutte féroce contre les chiites...

^[46] Voir à ce sujet un télégramme américain de 2009 https://wikileaks.org/plusd/cables/09SANAA1662_a.html « Despite repeated ROYG accusations of Tehran's material and financial support to the Houthi rebels in Sa'ada and increasingly belligerent media exchanges between Yemen and Iran, Iranian influence in Yemen has thus far been limited to informal religious ties between Yemeni and Iranian scholars and negligible Iranian investment in the energy and development sectors. »

^[47] Voir à ce sujet un télégramme américain de 2009 https://wikileaks.org/plusd/cables/09SANAA1662_a.html

^[48] Julien Freund, *L'essence du Politique*, Sirey, 1965.

5. Penser l'islam

^[49] Michèle Tribalat, *Les yeux grands fermés, l'immigration en France*, Denoël, 2010.

^[50] Wassim Nasr, « *L'État islamique, le fait accompli* » Plon, 2016, p. 172.

^[51] Gabriel Martinez-Gros, *Fascination du djihad, Fureurs islamistes et défaite de la paix*, PUF, 2016, p. 84.

^[52] *Ibid.* p. 84.

^[53] Magyd Cherfi, *Ma part de Gaulois*, Actes Sud, 2016. Interview dans l'Humanité du 11 octobre 2016.

^[54] *La Dépêche*, 28 août 2016, « Magyd Cherfi : patriote, gaulois et défenseur de la République ».

^[55] Ainsi de la sourate 16, versets 101/103 ou la 2 verset 106 : « Si Nous abrogeons un verset quelconque ou que Nous le fassions oublier, Nous en apportons un meilleur, ou un semblable. Ne sais-tu pas qu'Allah est Omnipotent ? »

^[56] Autre exemple avec les Casques blancs (White Helmets) dont la devise est tirée du Talmud en réalité. « Celui qui sauve une seule vie juive, sauve l'humanité entière ». Talmud, Mishna Sanhedrin 4, 5

^[57] Le Coran dit précisément : « quiconque tuerait une personne qui elle-même n'a pas tué ni commis de forfaiture (fasâd) sur la terre, c'est comme s'il avait tué les hommes dans leur totalité » 5, 32.

^[58] Le verset suivant est d'ailleurs sans équivoque : sourate 5, 33 « la récompense de ceux qui font la guerre contre Allah et Son messenger, et qui s'efforcent de semer la corruption sur la terre, c'est qu'ils soient tués, ou crucifiés, ou que soient coupées leur main et leur jambe opposées, ou qu'ils soient expulsés du pays. Ce sera pour eux l'ignominie ici-bas ; et dans l'au-delà, il y aura pour eux un énorme châtiment ».

^[59] Le mouvement du Tabligh ou *Djamâ'at al-tablîgh* en arabe a été fondé par Mohammed Ilyas al Kandhlawi dans la première moitié du ^{xx}e siècle en Inde. Présent en Europe depuis les années 1960, le mouvement vise essentiellement les populations musulmanes des pays non musulmans, et cherche à faire revivre leur foi, dans le cadre d'une interprétation littéraliste mais quietiste, sans objectif politique.

^[60] *Le Sanglot de l'Homme blanc, Tiers-Monde, culpabilité, haine de soi*, Seuil, Paris, 1983.

^[61] Notamment David Thomson, auteur d'une enquête passionnante *Les Français djihadistes*, Les Arènes, 2014.

^[62] *Le Figaro* du 30 août 2016 – « Jean-Pierre Chevènement : mon plan pour construire l'islam de France ».

^[63] Expression probablement empruntée à Khalid Ibn al-Walid, célèbre commandant musulman du ^{vii}e siècle : « Je t'amène des hommes qui aiment la mort aussi passionnément que tu aimes la vie. »

^[64] « Une radicalisation éclair. Quelques mois avant de foncer avec son camion sur des passants à Nice, Mohamed Lahouaiej-Bouhlel était encore un « dragueur » à la sexualité débridée et aux accès de violence fréquents, qui ne fréquentait jamais la mosquée. » *Sud-Ouest*, 18 juillet 2016. Dans ce dernier cas, il s'avérera que les insinuations sur la prétendue bisexualité de Mohamed Lahouaiej-Bouhlel étaient sans fondement. Quant à sa radicalisation expresse, on découvrit plus tard qu'il fréquentait des islamistes en liaison avec la Syrie depuis au moins 2015...

^[65] *Banlieue de la République : Société, politique et religion à Clichy-sous-Bois et Montfermeil*, Gallimard, 2012.

6. La France est-elle une puissance sunnite ?

^[66] G. Malbrunot et Ch. Chesnot, *Qatar, les secrets du coffre-fort*, Robert Laffont, p. 183.

^[67] Voir à ce sujet Vincent Jauvert, *La face cachée du Quai d'Orsay*, Robert Laffont, 2016, le chapitre sur le lobby néoconservateur intitulé « La secte », p. 241.

7. Géopolitique des chrétiens d'Orient : faux-semblants et malentendus tragiques

^[68] En août 1933 eu lieu le dernier grand massacre de chrétiens d'Orient, celui des Assyriens d'Irak à Simele : l'armée irakienne, aidée par les tribus kurdes et yézidiyes raya de la carte plusieurs dizaines de villages. Les rescapés furent accueillis par la Syrie sous mandat Français et installés dans la région de la Djezireh au Nord-Est.

^[69] Voir à ce sujet la synthèse magistrale sur le sujet par Ussama Makdisi, *Artillery of Heaven. American Missionaries and the Failed Conversion of the Middle East*. Ithaca – New York, Cornell University Press, 2008.

^[70] Le terme coranique vient probablement d'une confusion avec le personnage d'Esau. Les chrétiens arabes utilisent le nom de Yassou'a quant à eux.

8. Vaincre l'État islamique et après ?

^[71] *Le piège Daech*, La Découverte, 2015

^[72] “Military to Military, Seymour M. Hersh on US intelligence sharing in the Syrian war”, *London Review of Books*, n° 38, p. 11-14, janvier 2016.

^[73] Malgré le changement de nom intervenu en août 2016, la franchise d'Al-Qaïda en Syrie a été classée comme organisation terroriste par le Trésor américain en octobre 2016.

Table of Contents

Sommaire

Introduction

1. Six ans de conflit et d'erreurs

L'État islamique, un tigre de papier

Un état des lieux

Le monde a changé

Nous ne sommes pas en guerre

Naufrage de la diplomatie française

2. « Survivre, c'est vaincre » : l'État syrien à l'épreuve de la guerre

Dictature et terrorisme

État de barbarie ou barbarie sans État

Crise et mutation du baasisme

Le nombre et l'espace

3. Nos erreurs face à l'État islamique

Le mythe « Sykes Picot »

L'État islamique, entre eschatologie et nationalisme

Vie et mort du nationalisme arabe

La charia et les pétrodollars

Au-delà de la déconstruction

4. La Russie et l'Iran dans le grand jeu syrien

Les enjeux de l'intervention russe en Syrie

L'Iran, le retour de la puissance perse

L'arc chiite : un épouvantail

Exporter la Révolution islamique

Les enjeux du nucléaire iranien

5. Penser l'islam

La grande illusion

Sidération djihadiste et impuissance de la modernité

Djihad, globalisation et sentiment religieux

6. La France est-elle une puissance sunnite ?

France-pays du Golfe, une si courte histoire

7. Géopolitique des chrétiens d'Orient : faux-semblants et malentendus tragiques

Des victimes encombrantes

Qui sont-ils ?

Paradoxes occidentaux

[Rester ou émigrer](#)

[Géopolitique des chrétiens d'Orient](#)

[8. Vaincre l'État islamique et après ?](#)

[La route de Raqqa passe par Mossoul](#)

[Vers un Moyen-Orient post étatique](#)

[L'échec américain : erreurs ou stratégie délibérée ?](#)

[Djihadistes : le cauchemar du retour](#)

[Notes](#)